

UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

Investissements privés et occupation étrangère. Les milieux d'affaires français et l'intervention
militaire en Russie, 1917-1920.

Par

ADRIEN POIRIER

Département d'histoire

Mémoire présenté à la Faculté des arts et des sciences
en vue de l'obtention du grade de maître en histoire (M. A).

Août 2020

© Adrien Poirier, 2020.

UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

Faculté des études supérieures et postdoctorales

Ce mémoire intitulé

« Investissements privés et occupation étrangère. Les milieux d'affaires français et l'intervention militaire en Russie, 1917-1920 ».

Présenté par

Adrien Poirier

A été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Yakov Rabkin, président-rapporteur

Michael Jabara Carley, membre du jury

Samir Saul, directeur de recherche

Résumé

En 1917, les Bolcheviks prennent le pouvoir en Russie, répudient la dette extérieure, nationalisent les entreprises privées et imposent un début de gestion soviétique à l'économie. La France, dont les liens économiques avec la Russie ont été largement renforcés durant les trois décennies d'avant-guerre, voit ses immenses avoirs dans l'ancien Empire compromis. Les milieux privés français, qui sont les plus lésés parmi ceux des puissances alliées, réagissent fortement à ce changement de régime.

Ce mémoire s'intéresse à ces milieux d'affaires et cherche à comprendre comment ils réagissent à la prise de pouvoir soviétique. Jouent-ils un rôle dans l'évolution du processus décisionnel vers l'intervention militaire? Ont-ils un impact sur le terrain en Russie? Comment subissent-ils l'échec final des efforts français?

Nous démontrons-que le facteur économique est central dans l'adoption d'une politique interventionniste. Nous étudions également comment le gouvernement cherche à soutenir les milieux privés discrètement, mais les utilise surtout pour avancer ses propres intérêts en Russie. Enfin, nous démontrons que l'échec des milieux privés à protéger leurs intérêts a de nombreuses causes communes avec l'échec de l'intervention militaire.

Mots-Clés : guerre civile russe, intervention étrangère, occupation militaire, intérêts privés.

Abstract

In 1917, the Bolshevik party seized power in Russia, repudiated state debt, nationalized private enterprises and imposed early forms of Soviet management to the economy. France, whose economic ties with Russia had largely grown during the three previous decades, saw her huge investments in the country compromised. The French private sector, by far the most affected of all Allied powers, reacted strongly to this regime change.

This memoir focuses on the subsequent actions of the private sector, and seeks to understand how they reacted to the Bolshevik's coming to power. Did they play a role in the process of decision-making towards military intervention? Did they have any impact on the ground in Russia? How did they react to the ultimate failure of the intervention and the loss of their assets?

We demonstrate that the economic factor was central in the adoption of an interventionist policy. We also examine how the French government discreetly tried to support the private sector, but mostly used it to advance its own interests in Russia. Finally, we demonstrate that the failure of the private sector to defend its interests has many common causes with the failure of the military intervention itself.

Keywords: Russian civil war, foreign intervention, military occupation, private interests.

Table des matières

Introduction	p.6
<i>Historiographie</i>	p.7
<i>Problématique, hypothèses, méthodologie</i>	p.13
<i>Contexte historique de l'intervention militaire en Russie</i>	p.15
Chapitre 1. Les pertes économiques françaises suite à la Révolution d'Octobre	p.23
1.1. La présence française en Russie.....	p.24
1.2. La catastrophe économique pour la France.....	p.38
1.3. Motifs et décision d'intervention.....	p.47
Chapitre 2. La pression des milieux privés et la réaction gouvernementale	p.55
2.1. Regroupement et pression des milieux privés.....	p.55
2.2. La Commission générale de protection des intérêts français en Russie.....	p.59
2.3. Les limites de l'action gouvernementale.....	p.63
2.4. L'aide envers les milieux privés et leur emploi par le gouvernement.....	p.73
Chapitre 3. Échecs et nouvelles réalités	p.83
3.1. Défaites, enlisement et mutineries.....	p.83
3.2. Les luttes d'influence interalliées.....	p.90
3.3. Conditions de vie et hostilité populaire.....	p.98
3.4. La transition nécessaire.....	p.103
Bibliographie	p.108

Sigles et abréviations

AEIFR : Association des entreprises industrielles françaises établies en Russie.

AFR : Association franco-russe.

ANPFVE : Association nationale des porteurs français de valeurs étrangères.

BIM : Bureau industriel de Moscou.

BIP : Bureau industriel de Petrograd.

BRA : Banque russo-asiatique.

BUP : Banque de l'Union Parisienne.

CGPIFR : Commission générale de protection des intérêts français en Russie.

LNRFR : Ligue nationale des revendications françaises en Russie.

MAE : Ministère des Affaires étrangères.

ONVM : Office national des valeurs mobilières.

Paribas : Banque de Paris et Pays-Bas.

Investissements privés et occupation étrangère. Les milieux d'affaires français et l'intervention militaire en Russie, 1917-1920.



*Propagande blanche*¹

*Propagande rouge*²

¹ Artiste inconnu, image reprise dans le magazine *Chasovoy*, Russie, janvier 1932. L'on peut lire sur le bouclier « Dieu est avec nous, pour la relève de la Russie! ». La Russie y est dépeinte comme une sainte vierge enchaînée et les contre-révolutionnaires comme des chevaliers libérateurs.

² Alexander Apsit, « The Resolute Brothers », affiche de propagande rouge, Russie, 1918. On y lit le titre « Un message pour les frères trahis dans les tranchées blanches ». L'hydre représente l'ancien régime, écrasant les soldats sous son poids. Ses trois têtes frontales représentent les riches, le clergé et le tsar. Le géant incarne, évidemment, les Bolcheviks de Lénine.

Remerciements

À ma famille, Anne, Janet et Mario, pour leur écoute, leur optimisme et leur soutien inestimable à chaque étape.

À mon directeur de recherche, M. Samir Saul, pour ses conseils, ses commentaires et sa patience tout au long du processus de correction.

À mes amis, qui se connaissent très bien, pour leur présence et leurs encouragements continus.

Enfin, à mes professeurs du Département d'Histoire de l'Université de Montréal, qui m'ont enseigné, orienté et grandement inspiré durant ces six dernières années.

Sans vous tous, la réalisation de ce travail n'aurait été possible. Du fond du cœur, merci.

Introduction

De nombreux conflits marquent l'histoire du XXe siècle, autant par leurs effets terribles sur les populations impliquées, que par leurs répercussions dans les mentalités collectives. Parmi ces épisodes, la Guerre civile russe passe souvent inaperçue dans l'ombre de la Première Guerre mondiale, que l'on surnomme toujours « Grande Guerre » avec raison. Cette dernière est certes plus impressionnante par la taille des armées et le nombre de belligérants. Elle est également plus simple à comprendre, opposant des nations précises aux frontières tracées, avec des armées conventionnelles à des adversaires fixes et prédéfinis.

Il en va tout autrement pour la Guerre civile russe. Ce conflit, qui s'étire entre 1917 et 1922, oppose une multitude de factions dont les objectifs varient selon les circonstances et dont les alliances sont éphémères. Le territoire, s'il était unifié jusqu'en 1917, devient soudainement une mosaïque politique éclatée. Certains belligérants apparaissent après le début du conflit, tandis que d'autres disparaissent en seulement quelques mois. Certaines factions fusionnent, alors que d'autres éclatent dans des rivalités internes. Pire encore, quatorze États et plus de 250 000 soldats étrangers interviennent en Russie durant la guerre civile, afin de remplacer le pouvoir soviétique par un régime plus favorable à leurs intérêts³. De nombreux groupes armés, autant russes qu'étrangers, voient donc le jour et prennent possession de régions entières du pays, dans une lutte quasi perpétuelle.

C'est à cette guerre civile que le présent mémoire s'intéresse et, plus particulièrement, à l'intervention de la France dans celle-ci. Il cherchera à définir l'impact économique de la prise de pouvoir soviétique sur la France, ainsi qu'à analyser l'influence des milieux privés dans l'intervention française. À cette fin, il est tout d'abord essentiel de présenter une revue de la littérature du sujet, ainsi qu'une brève contextualisation des événements.

³ Craig R. Nation, *Black earth, red star: a history of soviet security policy, 1917-1991*, Londres, Cornell University Press, 1992, p. 32.

Historiographie

L'historien de la Russie soviétique fait face à des complexités méthodologiques importantes. Tout d'abord, la littérature est vaste et souvent contradictoire : « this of course makes him more vulnerable to criticism [...] As Voltaire wrote in a letter to Bertin de Rocheret: The man who ventures to write contemporary history must expect to be attacked both for everything he has said and for everything he has not said ⁴ ». De plus, l'accès aux sources russes est difficile pour les historiens occidentaux, sans même mentionner le problème de la barrière linguistique. Plusieurs milliers de documents alliés sont également tombés aux mains des Bolcheviks en 1919-1920⁵, dont le contenu demeure méconnu en Occident, ce qui gêna, pour bien longtemps, notre compréhension de certains épisodes. Mais malgré ces complexités, de nombreux auteurs ont publié sur la guerre civile et sur l'intervention étrangère en Russie, développant une riche historiographie sur le sujet.

En Occident, les premières études de l'intervention paraissent peu après les événements. Durant les années 1920, plusieurs diplomates et journalistes visitent l'URSS, qui se voit diplomatiquement reconnue par la majorité des grandes puissances⁶. Dans plusieurs de ces anciens États interventionnistes, des collections de documents officiels sur leur rôle dans la guerre civile commencent alors à paraître. En Angleterre, ces textes ne traitent initialement que des années 1919-1920 et omettent les années vitales de 1917-1918 ; de plus, peu d'interprétations sont avancées pour expliquer les motifs de l'intervention⁷. Les réponses à certaines questions peuvent toujours être trouvées dans les autobiographies des dirigeants britanniques, mais ces dernières ont évidemment leurs biais propres. De tels biais sont d'ailleurs communs lorsqu'on étudie la guerre civile russe, vu l'importance de la question de l'intervention dans l'écriture de l'histoire politique de la guerre froide.

De leur côté, les Américains publient une importante collection de documents officiels liés à la Révolution russe⁸ et à la Guerre civile, mais s'intéressent surtout à leur propre implication dans le conflit. Quant à la France, plus d'études sont publiées sur les deux

⁴ Walter Laqueur, *The fate of the revolution: interpretations of soviet history*, New York, Macmillan Company, 1967, p. vii.

⁵ John Bradley, *Allied intervention in Russia*, Londres, Éditions Weidenfeld and Nicolson, 1968, p. xi.

⁶ Laqueur, p. 10.

⁷ Bradley, p. xiv.

⁸ Joseph V. Fuller & Tyler Dennett, *Papers relating to the Foreign relations of the United States : Russia 1918*, 3 volumes, United States Government Printing Office, Washington, 1931-1932.

révolutions que sur la guerre civile et l'accent est généralement placé sur les aspects politiques, sociaux et économiques, plutôt que diplomatiques ou militaires⁹. Enfin du côté russe, très peu de textes proviennent des Blancs défaits, tandis que plusieurs sources soviétiques sont dénoncées – à tort ou à raison – comme étant propagandistes¹⁰. Or les journalistes, historiens et témoins occidentaux qui traitent du sujet durant et immédiatement suite aux évènements sont souvent biaisés par les convictions idéologiques de l'époque et par le manque de sources. Toutes ces publications peuvent donc être utiles, mais il est essentiel de réinterpréter leurs propos avec recul, en tenant bien compte des limites historiques de leurs auteurs.

Il faudra attendre les années 1950 pour que des publications plus impartiales commencent à paraître, dont les travaux de l'historien E.H. Carr émergent au premier plan. Publiant trois volumes sur la Révolution bolchevik et ses suites¹¹, l'auteur exerce une influence très importante sur l'historiographie des prochaines décennies. Critiqué plus récemment pour ses biais d'interprétation et l'omission d'éléments essentiels, il est aujourd'hui plutôt désuet et dépassé par la recherche récente. Il demeure néanmoins une référence générale très utile et une bonne introduction aux évènements de la guerre civile. G. F. Kennan, un diplomate et historien américain, a ensuite approfondi la recherche sur les interprétations de l'intervention, en observant des périodes courtes avec minutie afin de démontrer les limites de l'influence et de la connaissance de chaque acteur¹². De nombreux historiens occidentaux de l'intervention ont depuis chanté ses louanges, dont P. Kenez et J. Bradley que nous présenterons ci-bas. Vu son poste officiel, il demeure néanmoins largement influencé par le contexte de guerre froide, ce qui oriente plusieurs de ses propos à l'égard des soviétiques. Nous pouvons enfin mentionner J.A. White, qui publie un ouvrage centré sur l'intervention interalliée en Sibérie¹³.

C'est surtout à partir des années 1960 que la recherche historique sur l'intervention commence plus sérieusement. Deux catégories d'auteurs nous intéressent pour cette période : d'une part ceux qui s'intéressent à la présence économique française en Russie, d'autre part ceux qui traitent l'intervention alliée et plus particulièrement française. Pour cette première catégorie, il est essentiel de soulever les impressionnants travaux de R. Girault. Ses publications

⁹ Jean-David Avenel, *Interventions alliées pendant la Guerre Civile russe (1918-1920)*, Paris, éd. Economica, 2010, p. V-VI.

¹⁰ Bradley, p. xiii.

¹¹ Edward Hallett Carr, *A history of Soviet Russia. Vol. 1-3 : The Bolshevik Revolution*, New York, Éditions Macmillan Co., 1951 (vol.1), 430p.

¹² George F. Kennan, *Decision to intervene*, Princeton, Princeton university press, 1958, 542p.

¹³ John A. White, *The Siberian intervention*, Princeton, Princeton University Press, 1950, 471p.

concernant les politiques économiques françaises en Russie furent très bien reçues par la communauté scientifique et son ouvrage principal, *Emprunts russes et investissements français en Russie 1887-1914*¹⁴, demeure l'ultime référence pour comprendre l'étendue de l'influence économique française en Russie avant la guerre. Ses travaux permettent aussi de saisir comment une immense part des épargnants français se retrouve impliquée dans les emprunts russes, puis dans leur répudiation. Les études concernant les grandes banques françaises de J. Bouvier, un historien économiste français, sont également pertinentes. D'inspiration marxiste, il démontre plusieurs des traits impérialistes de la politique française en Russie et expose l'impact concret de cette influence¹⁵. N. Gaworek, quant à lui, fait avancer la recherche sur la guerre économique menée par les Alliés contre la Russie soviétique¹⁶, tout comme P. Schillinger, décédé récemment, qui s'intéresse au projet d'intervention économique de la France¹⁷. Enfin, de nombreux auteurs ont produit des articles pertinents sur l'importance des entreprises françaises en Russie. Nous pouvons nommer à ce titre C. Beaud¹⁸ et H. Bonin¹⁹, qui se penchent tous deux sur les multinationales et les grands organismes français en Russie. M.J. Carley, que nous présenterons davantage sous peu, a publié une contribution très utile sur le rôle de la Banque russo-asiatique²⁰, 1^{ère} banque de l'Empire, dans les plans d'intervention de la France.

Quant aux auteurs traitant directement de l'intervention alliée en Russie, nommons d'abord J. Bradley, qui publie surtout à la fin des années 1960 et durant les années 1970. Ses travaux incorporent des sources d'archives, autant françaises que britanniques, et mettent en valeur les politiques des Alliés, des Tchèques, des Polonais et des Russes blancs²¹. Il s'intéresse particulièrement à la lutte entre ces alliés, qui touche l'intervention dans toutes ses phases. L'historien R. H. Ullman traite, quant à lui, de la période 1917-1921 dans une trilogie centrée sur

¹⁴ René Girault, *Emprunts russes et investissements français en Russie 1887 – 1914 : Recherches sur l'investissement international*, Paris, Publications de la Sorbonne, Librairie Armand Colin, 1973, 618p.

¹⁵ Jean Bouvier, « Encore sur l'impérialisme : des rapports entre banque et industrie dans l'expansion française au dehors (1880-1914) », *Revue française d'histoire d'outre-mer*, tome 67, no. 248-249, 1980, pp. 217-226

¹⁶ Norbert H. Gaworek, « From blockade to trade : allied economic warfare against soviet Russia, June 1919 to January 1920 », *Jahrbücher für Geschichte Osteuropas*, no. 23, 1975, Éditions Franz Steiner, pp.39-69.

¹⁷ P. Schillinger, « Un projet français d'intervention économique en Russie (1918) », *Relations internationales*, Vol. 1, 1974, p. 115-122.

¹⁸ Claude Beaud, « De l'expansion internationale à la multinationale Schneider en Russie (1896-1914) », *Histoire, économie et société*, 4^e année, no. 4, 1985, pp. 575-602.

¹⁹ Hubert Bonin, « La Société générale en Russie », *Revue Russe*, no. 8, 1995, p.120.

²⁰ Michael Jabara Carley, « From Revolution to Dissolution: The Quai D'Orsay, the Banque Russo-Asiatique, and the Chinese Eastern Railway, 1917-1926. », *The International History Review*, vol. 12, no. 4, 1990, pp. 721–761.

²¹ Bradley, 251p.

la guerre civile, l'intervention étrangère et les relations anglo-soviétiques²², bien qu'il soit également influencé par le contexte de guerre froide. Il s'agit d'un des auteurs soutenant que l'intervention est motivée par les nécessités stratégiques de la guerre contre les puissances centrales, un point fortement débattu. Puis, G.A. Brinkley publie un important ouvrage sur la Guerre civile dans le sud²³, en se centrant sur les relations entre les puissances de l'Entente et l'Armée volontaire. Sa recherche permet une compréhension approfondie de l'évolution politique de ce théâtre d'opérations et expose les principaux facteurs de discorde entre Blancs et interventionnistes. Il faut également soulever la contribution de R. Jackson, un spécialiste en histoire militaire et en aviation, qui dresse dans son ouvrage²⁴ un portrait détaillé des opérations militaires alliées. Divisant l'intervention étrangère en théâtres d'opérations (nord, est, sud), ses travaux mettent en lumière plusieurs des accords alliés avec les différents groupes russes anti-bolcheviks. P. Kenez, qui travaille sur la guerre civile dans les années 1970, élabore quant à lui sur les événements dans le sud²⁵. Il souligne notamment que les dirigeants français ont échoué à compléter leur politique par les moyens nécessaires à leur réalisation, une perception dorénavant presque unanime chez les historiens. Plusieurs autres auteurs ont produit des travaux d'une utilité variable sur la guerre civile. Nous pouvons souligner les contributions de D. Footman²⁶, M. Ferro²⁷ et enfin W. Laqueur, qui publie *The fate of the revolution : interpretations of soviet history*²⁸, une étude très pratique qui s'intéresse aux interprétations soviétiques et à l'évolution de l'historiographie russe.

Vers la fin des années 1970 et durant les années 1980, le sujet se développe toujours. R.K. Debo produit deux monographies et une dizaine d'articles sur la politique soviétique de l'URSS naissante et porte une attention approfondie aux détails de sa diplomatie. Il élabore notamment sur les antagonismes interalliés et explique comment ils furent un facteur décisif dans l'échec de l'intervention²⁹. Nous devons également présenter le rôle central de l'historien M. J.

²² Richard H. Ullman, *Anglo-Soviet Relations, 1917-1921, Volume 1: intervention and the war*, Princeton, Princeton University Press, 1961, 360p.

²³ George A. Brinkley, *The volunteer army and allied intervention in South Russia, 1917-1920: a study in the politics and diplomacy of the Russian Civil War*, Indiana, Notre-Dame University Press, 1966, 513p.

²⁴ Robert Jackson, *Allied intervention into Russia, 1917-1920*, Londres, Tom Stacey, 1972, 280p.

²⁵ Peter Kenez, *Civil war in South Russia, 1918: the first year of the Volunteer army*, California, University of California Press, 1971, 351p.

²⁶ David Footman, *Civil war in Russia*, London, Éditions Faber & Faber, 1961, 328p.

²⁷ Marc Ferro & Al., *La Révolution d'Octobre et le mouvement ouvrier européen*, Paris, Éditions EDI, 1967, 228p.

²⁸ Laqueur, 216p.

²⁹ Richard K. Debo, *Survival and Consolidation: The foreign policy of soviet Russia, 1918-1921*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1992, 520p.

Carley, qui publie depuis les années 1980 sur l'intervention alliée et particulièrement sur celle de la France. Ses recherches exhaustives dans les archives ont permis, entre autres, de réinterpréter le processus décisionnel des dirigeants français en faveur d'une intervention militaire. Il démontre que ce sont davantage les milieux diplomatiques qui cherchent à provoquer une intervention, plutôt que les militaires qui, eux, préconisent une collaboration avec les Bolcheviks contre l'Allemagne. Sa monographie *Revolution and intervention : the French government and the Russian Civil War, 1917-1919*³⁰, demeure à ce jour une des meilleures études pour comprendre la politique française en Russie et évaluer l'importance des liens entre milieux dirigeants, diplomatiques et militaires. Enfin nommons Philippe Masson, qui développe l'épisode crucial des mutineries d'avril 1919 dans la flotte française en mer Noire³¹, tout comme J. Raphael-Leygues et J-L. Barré³². Sur ce point, nous disposons même du témoignage de César Fauxbras³³, un mutin qui participa aux soulèvements d'avril et publia un excellent compte rendu de l'insurrection.

Depuis les années 1990, les publications sur l'intervention française se font plus rares. Nous pouvons certainement soulever la contribution de l'historien J-D Avenel, qui publie une excellente synthèse des principaux événements diplomatiques et militaires de l'intervention alliée³⁴. Hormis cette étude, la plupart des ouvrages récents traitant de l'intervention française se centrent plutôt sur la guerre civile, en inscrivant simplement l'intervention comme une partie de celle-ci. Parmi ces auteurs, R. A. Wade est un historien américain, qui publie sur la guerre civile dès le tournant des années 1970 et se montre toujours prolifique. Rien que depuis 2000 il a publié trois monographies, dont la dernière *Revolutionary Russia : new approaches*³⁵ est produite en collaboration avec plusieurs spécialistes et dresse un habile portrait des principaux débats liés au domaine. D. Venner a également publié une monographie sur la guerre civile³⁶, mais se mérite une critique très partagée. D'une part, son texte révèle un fort biais d'interprétation en faveur des armées blanches; d'autre part, il est très utile pour comprendre les événements strictement militaires, que l'auteur décrit avec une précision remarquable. Enfin M.

³⁰ Michael J. Carley, *Revolution and intervention : the French government and the Russian Civil War, 1917-1919*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1983, 265p.

³¹ Philippe Masson, *La marine française et la mer noire (1918-1919)*, Paris, publications de la Sorbonne, 1982, 669p.

³² Jacques Raphaël-Leygues et Jean-Luc Barré, *Les Mutins de la Mer Noire*, Paris, Éditions Plon, 1981, 232p.

³³ César Fauxbras, *Mer Noire. Les Mutineries racontées par un mutin*, Paris, Éditions Ernest Flammarion, 1935, 259 p.

³⁴ Avenel, 234p.

³⁵ Rex A. Wade (dir.), *Revolutionary Russia: New approaches*, Londres, Éditions Routledge, 2004, 304p.

³⁶ Dominique Venner, *Les Blancs et les Rouges: Histoire de la guerre civile russe, 1917-1921*, Paris, éd. Pygmalion, 1997, 397p.

Hudson³⁷ et A. Jevakhoff³⁸ ont tous deux publié sur la guerre civile, les Russes blancs et l'intervention étrangère.

Quant aux historiens soviétiques, il convient d'en nommer les plus grands contributeurs, bien que leur intégration dans ce travail soit très limitée en raison de la barrière linguistique et de la complexité d'accès à leurs publications. Nous avons surtout pu apprécier leur apport grâce à des comptes rendus, des critiques et des reprises occidentales de leurs travaux. Ces historiens suivent généralement la terminologie communiste qui classe la période 1914-1917 comme celle de la « guerre impérialiste », puis celle de 1918 à 1922 celle de la « guerre civile » : l'intervention étrangère est généralement assimilée à cette seconde, sans constituer une période en soi³⁹. Plusieurs historiens occidentaux ont d'ailleurs critiqué l'historiographie soviétique comme cherchant uniquement à démontrer que le conflit fut imposé à la Russie « par les forces capitalistes et bourgeoises qui refusent d'accepter le triomphe de la grande révolution socialiste d'Octobre⁴⁰ ». Si cette perception est simpliste, il est tout de même vrai que les textes soviétiques plus anciens inclinent souvent dans ce sens. M.I. Levidov insiste par exemple, dans son ouvrage *K istorii soiuznoi interventsii v Rossii* (1925), sur le fait que les Alliés étaient intervenus dans l'unique but de renverser les Bolcheviks et rétablir l'ancien régime⁴¹. I. Mints et E. Gorodetsky ont publié une série de documents similaires, accusant l'Entente d'avoir uniquement cherché à détruire l'État communiste naissant⁴². Les historiens russes des années 1950 ont ensuite placé l'accent sur les atrocités et les crimes de guerre perpétrés par les troupes blanches et alliées. Or, même si les crimes de guerre des Blancs et des Alliés sont réels et largement documentés, tout comme certaines des ambitions économiques alliées en Russie, ces explications ne nous renseignent que très peu sur les motifs de l'intervention.

Depuis les années 1960 cependant, les historiens russes ont renouvelé leurs interprétations, tout comme leurs homologues occidentaux. Ils ont étudié d'une façon approfondie les propositions soviétiques concernant la paix, le rétablissement des liens économiques et la coopération avec l'Occident, afin de démontrer la flexibilité des Bolcheviks et

³⁷ Miles Hudson, *Intervention in Russia 1918-1920 : A cautionary tale*, Barnsley (UK), Éditions Pen and Sword, 2004, 224p.

³⁸ Alexander Jevakhoff, *La guerre civile russe*, Paris, Éditions Perrin, 2017, 687p.

³⁹ Wade (dir), p. 161.

⁴⁰ Jevakhoff, p. 193.

⁴¹ Tiré de Michael Jabara Carley, « The Origins of the French Intervention in the Russian Civil War, January-May 1918: A Reappraisal », *The Journal of Modern History*, vol. 48, no. 3, 1976, p. 414.

⁴² I. Mints & E. Gorodetsky, *Dokumenty po istorii grazhdanskoi voiny v SSSR*, vol.1, Moscou, 1940, Tiré de Bradley, p. xi.

la rigidité des Alliés, tout particulièrement celle des Français. Parmi les auteurs russes qui jettent une nouvelle lumière sur ces questions, nous pouvons nommer M.E. Sonkin⁴³, V.K. Furaev ou encore D.V. Oznobichin⁴⁴. Soulignons également les travaux d'A.L. Narotchnizky, qui milite particulièrement contre l'interprétation occidentale définissant le motif d'intervention français comme militaire, destiné à rétablir le front est⁴⁵. De nombreux auteurs reprennent cette idée en Occident, dont l'historien M.J. Carley, que nous avons déjà présenté. Il faut aussi soulever la contribution d'O. Crisp, une pionnière de l'histoire économique russe, qui travaille dès sa thèse doctorale sur les aspects financiers de l'alliance franco-russe et qui insiste, notamment dans son ouvrage *Studies in the Russian Economy Before 1914* (1976)⁴⁶, sur l'importance des milieux privés étrangers dans l'économie russe. Enfin, nous pouvons nommer V.P. Naumov, qui publie notamment *Sovetskaia Istoriografiia Graždanskoi Voiny i Imperialisticheskoi Interventsii v SSSR*, sur l'intervention « impérialiste » contre la Russie soviétique⁴⁷, ainsi que M.I. Suprunenko, qui publie *Očerki istorii graždanskoi vojny i inostrannoï voennoï intervencii na Ukraine*, un ouvrage consacré à l'intervention étrangère en Ukraine⁴⁸.

Problématique, hypothèses, méthodologie

En fondant sa recherche sur cette riche historiographie, le présent travail cherchera à approfondir un aspect précis de l'intervention, l'influence des milieux privés français. En effet, dans l'optique où ils sont de loin les plus lésés parmi ceux des puissances alliées, il devient pertinent de se demander comment ils réagissent à la prise de pouvoir soviétique. Jouent-ils un rôle dans l'évolution du processus décisionnel vers l'intervention militaire? Ont-ils un impact sur le terrain en Russie? Comment subissent-ils l'échec final des efforts français?

⁴³ M.E. Sonkin, *Okno vo Vneshnii Mir*, Moscow, 1964, Tiré de Debo, *Survival and Consolidation: The foreign policy of soviet Russia, 1917-1918*, Toronto, University of Toronto Press, 1979.

⁴⁴ V.K. Furaev, *Sovetsko-emrikanskié otnochenia*, Moscow, 1965 et D.V. Oznobichin, *Ot Bresta so Ioueva: Iz istorii vnechnéi politika Sovetskoï vlasti 1917-1920*, Moscow, 1966, Tirés d'A.L. Narotchnizky, « La Russie et l'Europe en 1918 », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, tome 16, No. 1, janvier-mars 1969, p.30.

⁴⁵ Narotchnizky, 29-36.

⁴⁶ Tiré de Jennifer Siegel, *For peace and money : French and British Finance in the Service of Tsars and Commissars*, Oxford, Oxford University Press, 2014, p. 290.

⁴⁷ Tiré d'Evan Mawdsley, *The Russian Civil War*, Cambridge, Pegasus Books, 2009, 368p.

⁴⁸ Tiré de John-Paul Himka, «The national and the social in the Ukrainian revolution of 1917-1920, The Historiographical agenda», *Archiv für Sozialgeschichte*, 34, 1982, pp. 95-110.

Afin de répondre à ces questions, le premier chapitre se penchera sur l'étendue des investissements français en Russie et établira les conséquences des réformes soviétiques sur ces avoirs. Puis, le second chapitre tentera de dépeindre un tableau du regroupement, des moyens de pression et de l'action des milieux privés français en Russie. Enfin, au troisième chapitre nous expliquerons l'échec de l'intervention française et étudierons la réaction des milieux privés face à celle-ci.

Il faut souligner que ce mémoire ne tentera pas de décrire le développement de la situation militaire, car de nombreuses études traitent déjà ce sujet en profondeur. Nous chercherons plutôt à vérifier une série d'hypothèses concernant les aspects économiques, diplomatiques et décisionnels de l'intervention. Parmi ces hypothèses, nous en avançons quatre majeures. La première soutient que le motif principal de l'intervention militaire est de nature économique pour la France. La seconde est que le gouvernement français a priorisé la protection des intérêts privés en Russie sur les autres types d'intérêts et a encouragé l'action, ainsi que le regroupement, des milieux privés. Notre troisième hypothèse souligne le fait que le gouvernement français a tenté d'employer les milieux privés en Russie pour favoriser son intervention, avec davantage de succès théoriques que pratiques. La quatrième, enfin, soutient que l'échec des milieux privés à conserver leurs intérêts a de nombreuses causes communes avec l'échec de l'intervention militaire.

Pour vérifier ces questions, la littérature historique a été soigneusement étudiée. Une recherche a ensuite été conduite en France, dans les archives du Ministère des Affaires étrangères françaises, la professeure Laurence Badel de l'Université Paris-1 Panthéon-Sorbonne ayant supervisé le stage à Paris. Parmi les sources employées, une importante part est de nature diplomatique ou militaire, rapportant les discussions entre les responsables parisiens et leurs représentants en Russie. Nous tirons également de l'information utile des grands journaux parisiens de l'époque, afin de mieux comprendre l'état de l'opinion de la presse face à l'intervention. Enfin, les archives contiennent plusieurs documents traitant précisément des milieux privés, nous permettant d'évaluer l'étendue et l'intensité de l'action que ces derniers mènent en Russie. Ensemble, ces documents fournissent un tableau assez complet de l'intervention française et nous permettent d'envisager le sujet avec un regard nouveau.

Contexte historique de l'intervention militaire en Russie

Suite à la révolution de Février, qui remplace le Tsar par le gouvernement provisoire de Kerenski, les Bolcheviks de Lénine gagnent en influence. Ces derniers provoquent la révolution d'Octobre les 24, 25 et 26 octobre 1917, destituent le gouvernement de Kerenski et établissent un régime soviétique. Mais, vu leurs engagements radicaux, plusieurs généraux influents refusent de reconnaître l'autorité des Bolcheviks et les socialistes-révolutionnaires fuient à Samara, en proclamant qu'ils détiennent toujours le pouvoir légitime, vu la dissolution de l'Assemblée constituante par les rouges⁴⁹. Débute alors la guerre civile russe, où les Rouges affrontent les Blancs. Les Rouges, ce sont les troupes bolcheviks, soviétiques, dirigées par Lénine et Trotsky. Les Blancs, quant à eux, ont des orientations politiques variés : certains sont tsaristes, d'autres sont socialistes-révolutionnaires ou simplement nationalistes. Néanmoins, presque tous sont conservateurs ou réactionnaires. Il n'existe pas d'armée blanche monolithique et unie, mais plutôt plusieurs armées, groupements et factions distincts, qui se nourrissent des rivalités constantes et luttent même parfois entre eux.

En France, le coup des Bolcheviks est perçu comme une calamité et le gouvernement s'oppose instantanément au nouveau régime⁵⁰. Les pires craintes se concrétisent d'ailleurs rapidement : dès les premiers mois de son existence, le gouvernement soviétique répudie les emprunts de l'État tsariste, décrète la nationalisation des grandes industries, du commerce et des voies de communication, ainsi que la fusion des banques⁵¹. Nous reviendrons en profondeur sur les conséquences de ces réformes, mais il convient déjà d'expliquer que la France en est particulièrement lésée. La Russie décide également de se retirer de la Grande Guerre, libérant l'Allemagne des combats sur l'un de ses deux fronts et empirant la situation militaire française. La France choisit ensuite d'intervenir chez son ancienne alliée, afin de destituer le régime de Lénine. Or, de nombreuses armées blanches s'opposent aux Bolcheviks et cherchent justement le soutien étranger pour appuyer leur cause. C'est pourquoi la France fonde son action dans l'appui à ces Blancs, qu'elle aide économiquement, logistiquement et, lorsque possible, militairement.

⁴⁹ Robert Service, *A history of modern Russia, from tsarism to the twenty first century*, 3e édition. Cambridge, Massachusetts, Harvard University Press, 2009, p. 102.

⁵⁰ Carley, *Revolution and intervention*, p. 18.

⁵¹ Avenel, p. 49.

À la fin de décembre, le ministre des Affaires étrangères Stephen Pichon décrit l'étendue de l'action française : des navires de guerre sont positionnés dans la Baltique, des troupes ont été déployées à Mourmansk et Arkhangelsk et la France dirige les troupes tchèques ainsi que plusieurs contingents russes alliés. Un soutien est également accordé à plusieurs gouvernements anti-Bolcheviks, dont celui de l'amiral Koltchak qui paraît particulièrement prometteur⁵². À l'ouest, la France organise le retour des troupes polonaises et des divisions françaises, qui, appuyées par des unités grecques et roumaines, prennent Kiev, Odessa et Sébastopol. Des missions militaires sont même envoyées jusqu'au Caucase et à l'armée de Denikine; partout, on fournit en armes, munitions, officiers et ravitaillement les groupes anti-Bolcheviks. Pour mieux comprendre toute cette action, il est pertinent de diviser l'intervention en trois théâtres d'opérations distincts, soit ceux du nord, du sud et de l'est.



*Les trois grandes zones d'intervention française en Russie : le nord, le sud et l'est*⁵³.

Quels sont les enjeux au nord de la Russie? Tout d'abord, dans les ports de Mourmansk et d'Arkhangelsk, les Français ont déposé des milliers de tonnes d'armes, de munitions et d'équipement militaire. De plus, le chemin de fer entre Mourmansk et Petrograd est proche du golfe de Finlande, auquel les Allemands ont facilement accès⁵⁴. C'est pourquoi ces deux ports constituent des bases vitales pour les puissances interventionnistes et deviennent les sièges

⁵² Ministère des Affaires étrangères (MAE), Série Z, URSS 1918-1929, Volume 797, note de Pichon envoyée à Noulens, 29 Décembre 1918, p. 77.

⁵³ Dylan Matty, « Russian Revolution and civil war », Carte modifiée par Adrien Poirier (novembre 2019), [En ligne], URL : <https://russianrevolutiondylanmatty.weebly.com/>

⁵⁴ George C. Guins, « The Siberian Intervention, 1918-1919. », *The Russian Review*, vol. 28, no. 4, 1969, p.431.

diplomatiques des puissances de l'Entente⁵⁵. Pour cette raison, les Britanniques orchestrent l'arrivée au pouvoir à Arkhangelsk de Tchaïkovski, un anti-bolchevik notoire, par un coup de force le 31 juillet 1918. Le lendemain, la France débarque 870 soldats de l'infanterie coloniale et occupe la ville⁵⁶. Les interventionnistes utilisent ensuite le gouvernement Tchaïkovski comme instrument pour servir leurs intérêts dans la région et en obtiennent des concessions importantes.

La part française dans l'expédition au Nord est toutefois relativement petite, même si un quartier général important y est installé⁵⁷. Ce théâtre est surtout laissé à la Grande-Bretagne, assistée par plus d'une dizaine d'autres États. Une importante Armée blanche est également basée en Finlande, combinant sous l'autorité du général Youdenitch des loyalistes, des Lettoniens, des partisans nationalistes et des déserteurs rouges⁵⁸. Mais dans le Nord, il faut souligner que les opérations alliées n'ont jamais réellement menacé le pouvoir bolchevik, malgré une série de tentatives en 1918 et 1919⁵⁹. Les interventionnistes doivent finalement abandonner Arkhangelsk aux Rouges le 27 septembre 1919, puis Mourmansk le 23 février 1920⁶⁰.

Le second théâtre est celui du sud, où les enjeux et les risques sont tous deux plus élevés. C'est dans cette région que les belligérants se disputent « le contrôle des meilleures régions céréalières et des grands bassins houillers, le verrou caucasien, l'accès à la mer Caspienne et à son pétrole et, un peu plus loin, au coton, sans oublier l'accès à la Roumaine⁶¹ ». Il s'agit d'un théâtre extrêmement important pour la France, qui déploie d'importantes forces militaires en Ukraine, en Crimée et dans le Don⁶². Cela n'empêche pas son action de finir en fiasco : « They went into the area with a vague notion of uniting all anti-Bolshevik factions in a common cause, and found it a totally impossible task⁶³ ». En effet, les Français ne parviennent à s'entendre avec personne : ni avec les gouvernements locaux, ni avec les armées blanches de la région, ni même avec la population, qui devient rapidement hostile à l'occupation.

⁵⁵ Patrick Façon, « Les mutineries dans le corps expéditionnaire français en Russie septentrionale (décembre 1918-avril 1919) », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, tome 24 No. 3, juillet-septembre 1977, p.455.

⁵⁶ Jackson, p. 40-42.

⁵⁷ Façon, p.456.

⁵⁸ Avenel, p. 188.

⁵⁹ *Ibid.*, p. 185.

⁶⁰ Avenel, p. 186-188.

⁶¹ Jevakhoff, p. 239.

⁶² J. Kim Munholland, « The French army and intervention in Southern Russia, 1918-1919 », *Cahiers du monde russe et soviétique*, vol. 22, no. 1, janvier-mars 1981, p. 44.

⁶³ Jackson, p. 173.

Pourtant, ce n'est pas par manque d'alliés potentiels. Un très grand nombre de factions anti-bolcheviks se trouve au sud, dont des gouvernements indépendantistes en Ukraine, en Crimée, au Kouban, au Don et dans le Caucase. L'Armée volontaire, une des plus grandes armées blanches, est également active dans cette région. Rapidement dirigée par le général Denikine, ce groupe se bat pour une Russie unie et indivisible et recherche le soutien des puissances étrangères. Mais un problème important se pose : les nouveaux gouvernements ayant fait sécession de l'Empire désirent tous une certaine indépendance, rendant le concept de « Russie indivisible » très peu attirant aux populations locales. Même les dirigeants polonais deviennent antipathiques à l'Armée volontaire, qui voudrait confiner la Pologne à ses frontières ethnographiques⁶⁴. Ce conflit perpétuel au sud entre fédéralistes et centralistes se prolonge durant la guerre civile et empêche toute action concertée contre les Soviétiques. Plusieurs affrontements opposent même l'Armée volontaire aux autres groupes anti-bolcheviks, particulièrement les Polonais, même si tous deux se battent contre l'Armée rouge⁶⁵. De plus, le programme du général est la quintessence de la réaction et se résume à une seule idée : constituer une armée puissante et combattre pour une Russie réunie. « Voilà ce qu'offre Denikine à une population brisée par plus de quatre années de guerre⁶⁶ ». Ironiquement pour une armée dite « volontaire », la faible popularité de ce plan l'incite d'ailleurs rapidement à recourir à la conscription dans les territoires qu'il occupe. Les Blancs disposent également du soutien de l'Entente, qui leur accorde d'importantes livraisons militaires, dont « 558 canons, 12 tanks et auto-mitrailleuses, 1.7 millions d'obus, 160 millions de cartouches, plusieurs dizaines d'avion, 250 000 uniformes et du matériel sanitaire⁶⁷ ».

Néanmoins, incapable de réunir les groupes anti-bolcheviks du sud, la France est contrainte d'assister à leurs défaites successives contre l'Armée rouge. Le Quai d'Orsay et Clemenceau tentent encore de retarder le retrait, mais les marins de la flotte de Mer noire se mutinent de manière spectaculaire en avril 1919, prenant contrôle des navires militaires et y hissant des drapeaux rouges⁶⁸. L'échelle de cette mutinerie est tout à fait remarquable et on estime qu'environ 10 000 marins y participent, refusant catégoriquement de combattre en

⁶⁴ Debo, *Survival and Consolidation*, p. 61-62.

⁶⁵ Kenez, p. 219.

⁶⁶ Jevakhoff, p. 389-394.

⁶⁷ Venner, p. 274.

⁶⁸ Raphaël-Leygues et Barré, 232p.

Russie⁶⁹. L'épuisement de la guerre, un sentiment de solidarité de classe et une propagande très habile des Bolcheviks ont tous joué leur rôle dans ces soulèvements. Face à l'étendue des mutineries, les dirigeants français sont contraints d'annoncer le retrait immédiat et complet des forces du sud le 29 avril⁷⁰.

Avec les troupes alliées quittant le pays et la situation empirant dans les centres urbains, Denikine comprend que sa propre situation va dégénérer. Durant l'été, il décide donc de marcher sur Moscou, en dirigeant toutes ses forces simultanément vers la capitale. Ce plan est cependant peu réaliste vu la distance, le manque de bases logistiques et la résistance de l'Armée rouge. Les attaquants étant incapables de protéger leur avance, la « grande offensive » est vouée à l'échec. Elle se termine par d'importantes défaites blanches durant l'automne-hiver de 1919⁷¹. Repoussée continuellement par la suite, l'Armée volontaire se brise et Denikine décide de quitter ses fonctions, laissant la totalité des pouvoirs au général P.N. Wrangel. Ce dernier, encouragé par la France, profite de la guerre russo-polonaise, que nous aborderons sous peu, pour mener une dernière offensive durant l'été de 1920. Mais tout se termine en novembre : plus nombreux, mieux organisés et possédant un meilleur moral, les Soviétiques achèvent le dernier grand général blanc, qui fuit à bord des navires alliés le 16 novembre 1920⁷². C'est la fin de l'Armée volontaire et des prétentions françaises dans le sud de la Russie.

Enfin, le troisième grand théâtre d'opérations se trouve à l'est. On y remarque plusieurs enjeux importants, dont 600 000 tonnes de matériel militaire entreposé à Vladivostok par les Alliés durant la Grande Guerre⁷³. Le contrôle du chemin de fer transsibérien, véritable colonne vertébrale de la Russie, est un autre enjeu essentiel de la région. Aucune position n'est plus importante pour les belligérants que cette longue voie ferrée, qui s'étire de Vladivostok jusqu'aux frontières de la Russie occidentale. Il s'agit du seul moyen de transport efficace sur cette distance, l'unique moyen pour les interventionnistes d'approvisionner leurs armées via Vladivostok, ainsi que la meilleure voie de communication dans la région. Il n'est donc pas

⁶⁹ Michael Jabara Carley, « Episodes from the Early Cold War: Franco-Soviet Relations, 1917-1927. », *Europe-Asia Studies*, vol.52, no. 7, 2000, p.1276.

⁷⁰ Jackson, p. 175.

⁷¹ Nation, p. 26.

⁷² Venner, p. 280-307.

⁷³ Jackson, p. 51.

surprenant que, dans le théâtre de l'est, le Transsibérien devienne un objectif primordial et un épïccentre des combats.

Pour la France, le principal problème à l'est concerne le Japon, traditionnellement hostile à ses intérêts en Russie, mais qui demeure néanmoins la seule puissance capable de mobiliser des troupes suffisantes en Sibérie. Elle est cependant retenue diplomatiquement par les États-Unis et refuse d'intervenir sans le consentement de ces derniers. Pendant plusieurs mois, la France cherche donc à obtenir l'accord du président Wilson, initialement opposé à une ingérence en Russie, pour permettre au Japon d'intervenir. Nous reviendrons sur les différences d'objectifs interalliés au troisième chapitre, mais il convient déjà d'évoquer que non seulement les buts alliés ne concordent pas, parfois ils s'opposent.

Néanmoins, des conditions plus favorables pour l'intervention française se développent en Sibérie, où la légion tchèque, déjà politiquement attachée à la France, se rebelle contre les autorités soviétiques⁷⁴. Composée de prisonniers de guerre austro-hongrois capturés par la Russie durant la Grande Guerre, les Tchèques sont entraînés, bien commandés, lourdement armés et nombreux (presque 45 000). Ils n'ont d'ailleurs aucun sentiment d'appartenance à l'Empire austro-hongrois et souhaitent plutôt, comme nombreux de leurs compatriotes en Tchécoslovaquie, acquérir leur indépendance nationale. C'est pour cette raison que, faits prisonniers en Russie durant la Grande Guerre, la plupart choisissent de changer de camp. Ils sont ainsi réarmés par les Russes et reprennent le combat contre les Austro-Hongrois, dans l'espoir que les Alliés reconnaissent la souveraineté tchèque après la guerre. Lorsque la première révolution frappe la Russie en février 1917, ces troupes passent simplement des mains tsaristes aux mains du gouvernement provisoire, qui prévoit poursuivre la guerre de toute manière. Mais lorsque les Bolcheviks prennent le pouvoir à l'automne, des frictions importantes naissent entre les Tchèques et les rouges. Ces frictions s'amplifient rapidement, poussant Trotsky à exiger leur désarmement; mais leur refus est catégorique. Ils se révoltent plutôt et, bénéficiant du plein soutien français, entament un exode le long du Transsibérien, de la Russie centrale jusqu'à Vladivostok, où une évacuation leur est promise⁷⁵. Obligés ainsi de se déplacer en échelons au-travers de l'immense Sibérie, les commandants de la Légion multiplient les

⁷⁴ Rasaq Ajibola, « Civil war in Russia », *Academia*, Ethnic conflict and civil war, p.4. [En ligne], URL : https://www.academia.edu/12052760/Civil_war_in_russia?email_work_card=view-paper

⁷⁵ Guins, p.432.

ententes avec plusieurs groupes locaux afin de coordonner le renversement des autorités soviétiques dans les villes longeant le Transsibérien⁷⁶.

Des gouvernements anti-bolcheviks naissent ainsi à Samara (la Komuch), dans les Ourals (le gouvernement d'Ekaterinbourg) et à Omsk (le gouvernement de Sibérie). La présence inattendue de cette immense force loyale à l'Entente change d'ailleurs tous les plans alliés et la légion devient rapidement le noyau de l'intervention. Cette dynamique est particulièrement importante pour la France, qui en contrôle le commandement via la mission spéciale du général P.M. Janin⁷⁷. De plus, étant donné que les Tchèques sont considérés comme des éléments de l'armée française et conséquemment des forces alliées, le secours de ces troupes justifie une intervention même pour le réticent président Wilson. Ce dernier se montre soudainement favorable aux instances françaises et accepte que des opérations conjointes soient effectuées avec les Japonais dès le 6 juillet. Mais les Japonais, qui obéissent à leurs propres intérêts, dépassent largement les attentes alliées et débarquent une immense force de plus de 70 000 soldats.

Mis à part la Légion tchèque et les puissances interventionnistes, plusieurs autres groupes anti-bolcheviks agissent à l'est, dont des Cosaques, des gouvernements régionaux (conservateurs ou SR) et même des groupes nationalistes surnommés « verts » en Ukraine et en Sibérie. On y retrouve également une armée blanche majeure, celle de l'amiral Alexandre Koltchak. Ce dernier, officier naval de carrière, devient très influent en Russie à partir de l'automne 1918, lorsque les Alliés le portent au pouvoir par un coup d'État à Omsk. Il devient alors le « dirigeant suprême » de la Russie et « commandant de toutes les forces terrestres et navales⁷⁸ », bien que son contrôle ne soit que régional et très limité⁷⁹. Soutenu par l'Entente et les forces tchèques, Koltchak cherche ensuite à rassembler les factions sibériennes sous son influence. Mais, dès les premières opérations militaires conjointes, il devient évident que les Alliés sont incapables de coopérer entre eux et encore moins avec les Russes blancs. En effet, poursuivant des objectifs parfois très divergents, les interventionnistes mènent des opérations sans consulter leurs alliés, qu'ils perçoivent également comme leurs concurrents. L'amiral avance néanmoins

⁷⁶ *Ibid.*

⁷⁷ Bradley, p. 110.

⁷⁸ *Ibid.*, p. 113.

⁷⁹ Jonathan D. Smele, *Civil war in Siberia : the anti-Bolshevik government of Admiral Koltchak, 1918-1920*, Londres, Cambridge University Press, 1997.

vers la Volga en mars 1919 avec une immense force armée⁸⁰, mais il est défait de manière écrasante le mois suivant⁸¹. En décembre, les responsables soviétiques annoncent la défaite complète de Koltchak et des armées blanches : les villes de Kharkov, Poltava, Kiev, Novossibirsk et Krasnoïarsk passent toutes aux mains bolcheviks en moins d'une semaine⁸². L'amiral « dirigeant suprême » est alors trahi (ou abandonné, selon les versions) par la légion tchèque et emprisonné par des Socialistes-Révolutionnaires à Irkoutsk. Il y sera exécuté le 7 février 1920⁸³ : c'est la fin de Koltchak et des prétentions françaises à l'est.

En résumé, les événements de 1919 ont marqué le paroxysme de la guerre civile sur tous les fronts et forcé le retrait allié⁸⁴. L'issue du conflit est alors scellée : les Bolcheviks contrôlent le pays et s'imposent comme nouvelle réalité européenne. La révolution d'Octobre demeure l'un des événements fondamentaux de l'histoire du XXe siècle, puisqu'elle est l'acte fondateur d'un État radicalement différent des autres dans le monde. L'intervention alliée, quant à elle, influence lourdement les relations entre l'URSS et l'Occident, créant une hostilité initiale très forte entre les deux camps.

⁸⁰ Nation, p. 24.

⁸¹ Service, p. 112.

⁸² Jevakhoff, p.607.

⁸³ Bradley, p. 129.

⁸⁴ Kim Oosterlinck, « Hope springs eternal...French bondholders and the Soviet repudiation (1915-1919)», *XIV International Economic History Congress*, Helsinki, Session 20, juin 2006, p. 9.

Chapitre 1. Les pertes économiques françaises suite à la Révolution d'Octobre

L'intervention française en Russie est intimement liée à l'histoire des relations franco-russes des trente années précédentes. Durant ces trois décennies, les deux puissances se rapprochent aux plans politique, militaire et économique. Il est donc impératif de revenir sur cette période et d'expliquer les attaches qui lient les deux nations, afin de mieux comprendre la réaction radicale de la France contre le nouveau régime russe. C'est pourquoi ce chapitre s'attardera à la pénétration économique française dans l'empire tsariste, ainsi qu'aux pertes que la France subit suite à la Révolution d'Octobre. Pour ce faire, nous procéderons en trois temps.

Nous exposerons tout d'abord l'étendue des investissements réalisés par des Français en Russie, puis nous évaluerons leur influence politique afin de répondre aux questions suivantes : Quelle est la différence entre emprunts d'États, emprunts garantis par l'État et investissements privés? Comment les rapports économiques entre les deux puissances les ont-ils liées dans une relation fondamentalement inégale, mais nécessaire pour les deux? Et surtout, comment ces investissements se diffusent-ils dans de larges segments de la classe moyenne française?

On expliquera enfin comment les politiques du gouvernement bolchevik nuisent non seulement aux porteurs français, mais, vu leur nombre, à la France en général. À cette fin, il faudra comprendre comment les emprunts d'États, semi-publics et privés, sont respectivement touchés? Quelles sont les conséquences de la sécession de nombreux territoires de l'ancien Empire pour la France? Et comment le traité de Brest-Litovsk, aux conditions particulièrement sévères, contribue-t-il à radicaliser les positions françaises?

Nos derniers questionnements porteront sur le processus décisionnel français menant à l'intervention militaire, ainsi qu'au motif de cette intervention. En effet, quel est l'impact du facteur militaire? S'agit-il, pour la France, de rétablir le front Est? Quel est l'importance du facteur idéologique? La France désire-t-elle surtout contrecarrer l'idéologie communiste pour éviter qu'elle ne « contamine » ses propres masses ouvrières? Et surtout, quel est le rôle du facteur économique? La France, en intervenant militairement, cherche-t-elle à protéger ses investissements et garantir sa position privilégiée en Russie?

1.1 La présence française en Russie

Durant les décennies précédant la révolution d'Octobre, la France prête d'importantes sommes non seulement au gouvernement tsariste, mais également aux grandes villes, pour les travaux d'infrastructure, et s'investit largement dans les secteurs privés. Selon les chiffres avancés par l'Office des intérêts privés en janvier 1920⁸⁵, on estime que la France détient plus de 18 milliards de francs en investissements de toutes sortes chez son alliée. Mais comment cette pénétration économique s'est-elle faite et quelles en sont les conséquences? Afin de bien saisir la nature de ces investissements, il serait pertinent de les diviser en trois sous-catégories. Tout d'abord viennent les emprunts d'État, qui sont émis pour le compte de l'État tsariste par les grandes banques françaises, avec l'appui et parfois à la demande du gouvernement français. Suivent les emprunts qualifiés de semi-publics, qui consistent principalement de prêts faits aux grandes villes ou pour le développement du réseau ferroviaire. Enfin, nous retrouvons les investissements privés, qui sont ceux engagés par des entreprises ou par des particuliers français, sans lien direct avec leur gouvernement. Les prochaines pages analyseront ces trois formes de pénétration économique et expliqueront comment elles lient non seulement les grandes banques, mais aussi les gouvernements, les populations et même les armées des deux grandes puissances.

Abordons tout d'abord l'étendue des emprunts d'État, qui sont les plus importants autant par leur volume initial que par les conditions de leur négociation. Il s'agit de grands emprunts contractés par le gouvernement tsariste, qui visent à équilibrer un budget perpétuellement déficitaire et à tenter de moderniser le pays, lequel accumule un retard considérable aux niveaux industriel, social et militaire sur les autres puissances européennes. Ces emprunts sont nombreux : 18 sont cotés au parquet de la Bourse de Paris en 1914, représentant une somme colossale de 11 719 638 166 francs⁸⁶. Le gouvernement français ne dicte cependant pas les conditions de ces prêts. Le ministre des Finances ou le directeur du Mouvement des fonds est généralement tenu au courant des négociations, mais ces dernières demeurent autrement à l'écart des dirigeants français car l'argent ne sera pas accordé par le gouvernement lui-même, mais bien par les grandes banques du pays, qui promeuvent les titres en faisant appel à l'épargne du public. Il ne s'agit donc pas purement de prêts d'État à l'État, mais plutôt de prêts par l'intermédiaire de

⁸⁵ MAE, Série Z, URSS 1918-1929, Volume 420, rapport de l'Office des Biens et Intérêts Privés au MAE, 31 janvier 1920, p. 116.

⁸⁶ Girault, *Emprunts russes*, p. 24.

sociétés privées - encouragées par un État - à un autre État. Le gouvernement peut certes autoriser ou refuser d'admettre l'emprunt à la cotation officielle en Bourse, ce qui lui donne occasionnellement une influence, mais autrement ce sont bien les grandes banques qui dictent les conditions du jeu. Les autorités russes sont d'ailleurs conscientes de cette dynamique : « On sait bien dans la capitale impériale que sans l'appui de ces maisons de banque, qui, à des titres divers, manœuvrent la presse française et participent aux conseils des établissements de crédit, parfois au conseil de la Banque de France, rien de solide n'est réalisable en matière d'emprunts⁸⁷ ».

Lorsque des crises sérieuses secouent la Russie, la confiance des investisseurs français est évidemment ébranlée. Par exemple en 1904-1905, lorsque la guerre russo-japonaise se résout par une défaite humiliante pour la Russie, la situation du gouvernement tsariste se détériore rapidement. Elle subit des grèves qui mènent à une véritable révolution, que l'Empire doit réprimer dans le sang. Ces insurrections poussent même le régime à produire le manifeste d'octobre, qui promet une réforme constitutionnelle. En réalité, cette réforme est illusoire car le Tsar maintient fermement les rênes du pouvoir. On pourrait croire que la France couperait alors le flot de capital, afin de ne pas s'embourber financièrement auprès d'un régime affaibli et contesté. Mais au contraire, deux immenses prêts d'État sont plutôt accordés à la Russie : un premier en mai 1904, pour soutenir l'effort de guerre contre le Japon, puis un second en avril 1906 alors que le régime tsariste bat de l'aile, afin de lui permettre de survivre⁸⁸.

Ce second emprunt constitue en réalité une arme financière puissante, qui sera employée par la France à des fins politiques et économiques contre son alliée. Le gouvernement français connaît très bien la précarité de la situation russe, ayant appris en mars qu'elle doit éponger un déficit budgétaire de 1,2 milliards de roubles et n'a même pas pu réaliser un emprunt intérieur de 200 millions, n'ayant plus aucun crédit sur place⁸⁹. Les grands banquiers français, encouragés par leur gouvernement, choisissent ce moment opportun pour arriver en sauveurs et offrir un nouveau prêt multinational immense, tout en imposant des conditions très restrictives. Avant que l'emprunt d'avril 1906 ne soit consenti, le gouvernement tsariste doit accepter que, pour deux ans, il ne pourra plus emprunter en France - et s'il veut le faire à l'étranger, il devra d'abord obtenir la permission explicite de Paris. De plus, il devra appuyer les positions françaises à la

⁸⁷ *Ibid.*, p. 24.

⁸⁸ René Girault, « Sur quelques aspects financiers de l'alliance franco-russe », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, tome 8, no. 1, janvier-mars 1961, p. 68.

⁸⁹ *Ibid.*, p. 74.

conférence d'Algésiras, en opposition aux Allemands : « la dépendance économique russe est achevée et par là même la dépendance politique [...]. Jamais pareilles exigences financières n'avaient été formulées, ni obtenues⁹⁰ ». Ces termes extrêmement durs enfreignent techniquement la souveraineté russe et la contraignent à des servitudes économiques dictées par un pays étranger; néanmoins, le régime tsariste se voit sauvé de la crise.

Les emprunts russes se multiplient encore davantage durant les années précédant la Grande Guerre et se combinent à un avantage stratégique, car la France contribue à ses intérêts militaires en fortifiant sa principale alliée contre l'Allemagne : un franc prêté à la Russie équivaut ainsi à un franc investi dans la défense française⁹¹. Mais déjà endetté de manière déraisonnable⁹², le gouvernement tsariste se retrouve dans l'impossibilité de payer les intérêts à la France dès les premières années du conflit mondial. C'est ainsi le gouvernement français qui doit assumer le paiement du montant aux rentiers⁹³, en ajoutant la somme à la dette totale de l'Empire. Nous remarquons donc que les emprunts d'État et les liens économiques entre les deux puissances se renforcent systématiquement lors des périodes de crise.

En réalité, la France n'a cependant pas le choix de soutenir son alliée, car la ruine de la Russie entraînerait des conséquences désastreuses chez elle. En effet, si la valeur des titres russes chutait, la Bourse de Paris s'effondrerait selon Girault: « on a déjà trop prêté pour s'arrêter. Le présent impose également de continuer dans la même voie, car où trouverait-on la possibilité de réaliser des opérations aussi fructueuses⁹⁴? ». La compétition internationale influence encore davantage cette obligation, car il n'est pas question de laisser la Russie tomber aux mains des adversaires allemands, ni même aux mains des alliés de la France⁹⁵. Dans un rapport daté du 22 octobre 1905, le chargé d'affaires français à Saint-Petersbourg conclut que : « Puisque nous sommes entrés dans la voie du prêt sans interruption, nous devons en conserver les avantages. Nous devons nourrir le débiteur et non le laisser nourrir par d'autres ; il est à nous

⁹⁰ *Ibid.*, p. 75-76.

⁹¹ Sandra Szurek, « Épilogue d'un contentieux historique : l'accord du 27 mai 1997 entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la Fédération de Russie relatif au règlement définitif des créances réciproques entre la France et la Russie antérieures au 9 mai 1945 », *Annuaire français de droit international*, volume 44, 1998, p.146, [En ligne], URL : www.persee.fr/doc/afdi_0066-3085_1998_num_44_1_3506.

⁹² Girault, *Emprunts russes*, p. 120-300.

⁹³ Oosterlinck, p. 10.

⁹⁴ Girault, *Emprunts russes*, p. 298-299.

⁹⁵ *Ibid.*, p. 135.

et non à l'autre⁹⁶ ». Il semble que les attaches économiques entre la France et la Russie sont devenues des chaînes financières qui contraignent les deux parties, même si leur relation est inégalitaire. Dans ce contexte il devient facile de comprendre pourquoi la France consent à l'emprunt d'avril 1906 qui, assez directement, sanctionne et appuie la répression tsariste contre la population insurgée. Cet appui au Tsar sera utilisé dès lors par les éléments contestataires pour dénoncer les emprunts et promouvoir une répudiation totale des dettes russes. Il s'agit d'un argument puissant, qui sera réprimé en 1905 mais repris avec succès par les Bolcheviks en 1917.

Or ces immenses emprunts, contractés auprès des grandes banques avec le soutien gouvernemental, sont ensuite largement revendus dans le public français par les institutions financières. En fait, autant par leur quantité que par leur rentabilité, ces prêts deviennent en l'espace de trente ans l'une des valeurs les plus recherchées par les petits et moyens épargnants, ce qui explique qu'en 1920, lorsque leur perte est comptabilisée, que plus de 1,6 millions d'épargnants remettent des déclarations de perte à l'Office des intérêts privés⁹⁷. Cette diffusion s'explique par un facteur supplémentaire, soit la corruption systématique des journaux français pour encourager l'achat des valeurs russes. Ces journaux insistent sur le revenu élevé des emprunts et sur la certitude de paiements du gouvernement russe, deux points essentiels pour les petits épargnants.

S'il peut sembler normal que les grandes banques publicisent les fonds qu'elles souhaitent vendre au public, il est intéressant de remarquer que, souvent, c'est plutôt le gouvernement français, ou encore russe, qui « subventionne » généreusement la presse. Par exemple, lorsque la Russie traverse sa crise en 1904-1906 et doit se soumettre aux conditions humiliantes du prêt d'avril 1906, il faut soudoyer les journaux parisiens pour vanter sa rentabilité. « *Le Petit Journal, Le Petit Parisien, Le Temps et L'auxiliaire* [...] ont reçu chacun 100 000 F; *le Journal*, 80 000 ; *l'Écho de Paris*, 70 000 ; *Le Matin* et *l'Éclair*, 60 000 chacun⁹⁸ ». Uniquement au moment de l'émission de 1906, plus de 1,5 millions de francs sont offerts aux journaux parisiens pour soutenir le plan français et minimiser l'importance des troubles qui secouent la Russie. À d'autres occasions, le gouvernement russe est interpellé directement par les grands financiers français pour subventionner la presse. Par exemple en 1895, le Crédit

⁹⁶ Girault, «Sur quelques aspects financiers de l'alliance», p. 67-68.

⁹⁷ MAE, Série Z, URSS 1918-1929, Volume 420, rapport de l'Office des biens et intérêts privés au MAE, 31 Janvier 1920, p. 117.

⁹⁸ Girault, «Sur quelques aspects financiers de l'alliance», p. 76.

lyonnais écrit au ministre russe des Finances Serge Witte afin de lui expliquer « comment sa banque peut soutenir le crédit russe en France grâce à une publicité bien faite; naturellement le Trésor russe soutiendrait de ses deniers un tel effort!⁹⁹ ». Autant par leur rentabilité que par une publicité parfois mensongère, ces fonds se diffusent largement dans le petit public français.

Mais si les dettes d'État sont considérées comme la première forme d'investissement, c'est surtout en raison des portes qu'elles ouvrent. En effet, les milieux économiques et politiques des deux puissances se retrouvent désormais liées dans une relation inégale, mais essentielle pour tous deux. Face à la rentabilité des titres russes, les groupes financiers et industriels français commencent à s'intéresser davantage au potentiel économique de l'Empire. Les occasions d'investir en Russie ne manquent d'ailleurs pas, car le réseau ferroviaire et les centres urbains russes ont un besoin criant de capitaux.

C'est ce besoin qui entraîne la seconde forme d'investissements, qui est donc de nature publique et semi-publique. Il s'agit essentiellement de prêts accordés aux grandes villes de l'Empire et au développement de son réseau ferroviaire. Ces emprunts ont englouti des sommes massives, soit presque 5,7 milliards de francs en 1914, divisés en 38 emprunts. Si une part importante de ce montant est distribuée aux centres urbains, la majorité des capitaux est toutefois dirigée vers le secteur ferroviaire¹⁰⁰. Cette proportion s'explique facilement car le développement des voies ferrées constitue le pilier essentiel du développement des régions éloignées et riches en ressources naturelles de la Russie, ce qui attise autant les convoitises nationales qu'étrangères¹⁰¹.

Dès le début du siècle, les emprunts contractés par les grandes villes et garantis par l'État russe commencent ainsi à se placer de plus en plus à l'étranger et particulièrement en France¹⁰². C'est ainsi que presque tous les grands centres urbains de la Russie deviennent dépendants du flux de capital français en vue de moderniser leurs infrastructures dans tous les secteurs: électrification, remplacement de la tuyauterie et des canalisations, développement des réseaux de

⁹⁹ Girault, *Emprunts russes*, p. 31.

¹⁰⁰ *Ibid.*, p. 38.

¹⁰¹ François-Xavier Coquin, « Aperçus sur l'économie tsariste avant 1914 », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, tome 7 no. 1, janvier-mars 1960, p. 55-57, [En ligne], URL : www.persee.fr/doc/rhmc_0048-8003_1960_num_7_1_2712.

¹⁰² Valerii I. Bovykin, « Les emprunts extérieurs russes », *Revue d'économie financière*, no. 14, 1990, p. 81, [En ligne], URL: www.persee.fr/doc/ecofi_0987-3368_1990_num_14_2_1704.

tramway, etc. On estime d'ailleurs lors de la recension des pertes en 1920, que la majeure partie des investissements urbains perdus se trouvait à Petrograd (179 millions), Moscou (132 millions), Varsovie (126 millions) et Odessa (73 millions)¹⁰³.

Quant aux chemins de fer, leurs titres sont majoritairement émis par des entreprises. Il faut préciser qu'une importante part d'entre eux sont garantis par l'État russe et ont donc cours sur les marchés financiers avec une réputation de fiabilité presque égale à celle des titres d'État¹⁰⁴. De plus, de nombreuses voies ferrées construites par ces sociétés, « furent ensuite rachetées par l'État, et les emprunts des sociétés de chemin de fer dissoutes devinrent une partie intégrante de la dette publique¹⁰⁵ ». Il n'est pas surprenant que les porteurs français s'attachent de tels titres, rentables et garantis, ce qui les diffuse chez une large portion de la classe moyenne, comme pour les emprunts d'État. Il faut souligner que le secteur ferroviaire russe est doublement attirant pour la France. Évidemment, il s'agit avant tout d'investissements très rentables. Mais on y voit aussi un avantage stratégique, car la rapidité de concentration des forces russes est perçue comme essentielle dans l'éventualité d'une guerre européenne. La Russie, avec son immense territoire et son terrain souvent difficile, paraît particulièrement désavantagée dans ce scénario vu son retard ferroviaire. Seulement par le développement intensif de son réseau ferré peut-elle espérer acheminer ses immenses effectifs vers le front dans un temps raisonnable.

Il est d'ailleurs fascinant de remarquer l'insistance française envers le gouvernement tsariste afin de lui faire prioriser des lignes permettant une mobilisation plus rapide vers l'Ouest. Nous voyons le général Joffre insister en ce sens auprès du général Gilinsky en 1912, suivi peu après par Poincaré auprès des politiciens Sazonov et Kokovtsov¹⁰⁶. Même les milieux militaires s'impliquent dans les questions connexes au réseau ferroviaire. Par exemple lorsqu'en 1895, 1896 et 1897 des adjudications sont lancées en Russie pour des nouvelles locomotives et des plaques de blindage, « l'attaché militaire à Saint-Petersbourg, le commandant Moulin, signala le fait aux autorités françaises à plusieurs reprises; à chaque fois le ministère du Commerce alerta les principaux producteurs français par une circulaire confidentielle¹⁰⁷ ». Une relation étroite

¹⁰³ MAE, Série Z, URSS 1918-1929, Volume 420, rapport de l'Office des Biens et Intérêts Privés au MAE, annexe 3, 31 Janvier 1920.

¹⁰⁴ Bovykin, p. 81-83.

¹⁰⁵ *Ibid.*

¹⁰⁶ Girault, *Emprunts russes*, p. 561.

¹⁰⁷ *Ibid.*, p. 309.

existe donc entre les sphères militaires, politiques et industrielles françaises, où chacune cherche des intérêts complémentaires et coopère avec les autres.

Un dernier aspect essentiel des emprunts publics et semi-publics doit être souligné. Autant pour la modernisation urbaine que pour le développement ferroviaire, la Russie est contrainte de placer une immense quantité de commandes en matériel métallurgique à l'étranger, n'ayant pas l'infrastructure industrielle pour combler sa demande. Le gouvernement tsariste aurait pu s'adresser aux firmes anglaises ou allemandes, qui auraient été enthousiastes à l'occasion, mais c'est le plus souvent aux firmes françaises que ces contrats lucratifs sont accordés. La France exerce effectivement une grande pression à cette fin et avance un argument simple : « Puisque l'allié français renforce le potentiel budgétaire de la Russie par le placement de ses emprunts, il est de stricte justice d'affecter aux usines françaises les commandes de l'État russe non réalisables sur le territoire impérial ¹⁰⁸».

Or cette pression ne vient pas uniquement des grandes firmes industrielles, mais aussi des sphères politiques. Par exemple en 1898, le ministre des Affaires étrangères Hanotaux menace le gouvernement russe de représailles financières s'il ne se montre pas plus conciliant sur ses achats ferroviaires, avec des résultats presque immédiats : « un mois plus tard 50 locomotives avec tenders, deux remorqueurs étaient commandés en France, bien que leur prix de revient soit de 15% plus élevé que ceux de leurs concurrents¹⁰⁹ ». Ainsi, même dans un marché international concurrentiel et relativement ouvert, la Russie est prête à faire des sacrifices occasionnels pour se maintenir dans les bonnes grâces de sa créancière. Nous pouvons également remarquer que la pression financière exercée par les emprunts d'État dépasse ces créances seules et s'étend au reste de l'activité commerciale entre les deux puissances. Lorsque les exigences en commandes ne sont pas acceptées, ce qui arrive occasionnellement, des campagnes de presse néfastes se développent dans l'opinion publique. *Le Matin* dénonce ainsi en 1904 le faible montant des achats contractés par la Russie à la France, provoquant l'embarras des deux gouvernements¹¹⁰.

Enfin, comme dernière forme d'investissements, nous retrouvons les investissements privés, qui sont ceux faits par des grandes entreprises et des particuliers français dans des entreprises russes. Ces investissements peuvent être directs (achat, création ou prise de contrôle

¹⁰⁸ *Ibid.*

¹⁰⁹ *Ibid.*, p. 310.

¹¹⁰ Girault, «Sur quelques aspects financiers de l'alliance», p. 70.

française de sociétés sur le sol russe), ou indirects (achat d'actions de sociétés russes rentables, sans en rechercher le contrôle) et sont effectués sans garanties gouvernementales. Plus complexes, discrètes et difficiles à étudier en raison de leur très grande variété, leur montant est néanmoins immense. On estime même qu'avant la Grande Guerre, la part des investissements étrangers en Russie représentait 8% du total mondial¹¹¹. Il convient de s'y attarder plus longuement car, au moyen de mécanismes ingénieux, les milieux bancaires et industriels français prennent possession d'une immense part des secteurs-clés de l'économie russe.

Quelle est la valeur de ces investissements? L'Office des intérêts privés souligne dans son rapport de janvier 1920 que les avoirs privés français dans l'ancien Empire représentent une somme de 7,04 milliards de francs¹¹², dont 2 milliards en marchandises commerciales, 1,7 milliards en « déclarations financières » (titres français dans des sociétés russes), 1,1 milliards en créances commerciales, 750 millions en contrats et salaires et 733 millions en immobilier et en mobilier. Enfin, on ajoute à cette somme plus de 75 millions en dommages et intérêts causés par les révolutions¹¹³. Le chiffre réel de ces investissements est d'ailleurs considérablement supérieur à ce calcul, car plus d'une centaine d'entreprises rapportent seulement le nombre de titres perdus, sans en préciser la valeur¹¹⁴. L'évasion fiscale est un autre facteur compliquant la recension des pertes. En effet, plusieurs sociétés françaises ont choisi de baser leur siège social à Bruxelles et d'assumer une nationalité belge, vu les conditions fiscales plus avantageuses qu'en France¹¹⁵. Or malgré ces complexités de calcul, les investissements privés représentent des sommes immenses pour les capitalistes français, qui multiplient leurs opérations dans l'Empire. Mais où et dans quels secteurs précisément?

Géographiquement, nous pouvons constater que les industries françaises se concentrent dans certaines régions très précises, visibles dans la carte ci-dessous. En Pologne occidentale, on retrouve ainsi de nombreux charbonnages français et une importante part de leurs usines métallurgiques. Près des centres urbains de Moscou et St-Petersbourg, on retrouve surtout les industries textiles, chimiques et celles de la construction métallique. Quant au sud, on remarque une présence notable près d'Odessa, mais surtout dans la région de Bakou, où les

¹¹¹ Bovykin, p. 81.

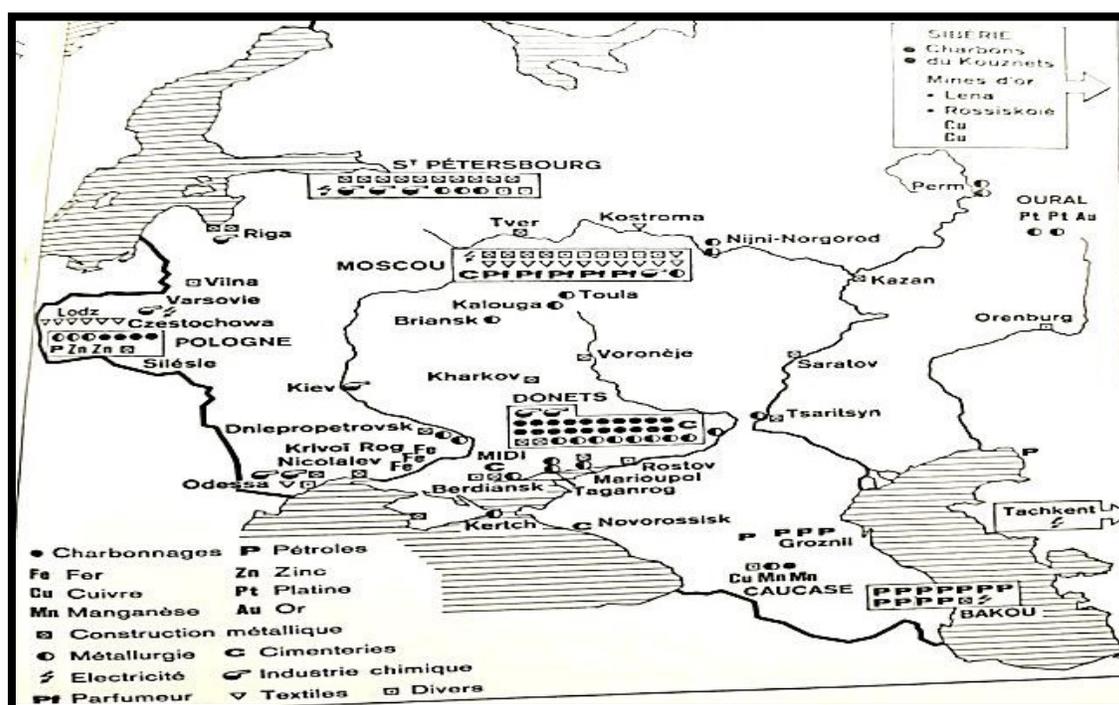
¹¹² MAE, Série Z, URSS 1918-1929, Volume 420, rapport de l'Office des Biens et Intérêts Privés au MAE, 31 Janvier 1920, p. 129.

¹¹³ *Ibid.*, note d'A. Millerand au ministre des Finances, 13 avril 1920, p. 160.

¹¹⁴ *Ibid.*, rapport de l'Office des Biens et Intérêts Privés au MAE, annexe 4, 31 Janvier 1920.

¹¹⁵ Girault, *Emprunts russes*, p. 64.

principales industries pétrolières se trouvent. Mais le véritable centre des opérations privées françaises est dans le Don, riche région où l'on retrouve « l'un des bassins houillers les plus étendus d'Europe – 250 kilomètres sur 15 – et un gisement aussi considérable de fer. [...] De plus, le Don est également le principal producteur russe de blé de printemps et de lin, le premier éleveur de bétail à cornes et de cochon¹¹⁶ ».



Répartition géographique des sociétés industrielles Françaises en Russie¹¹⁷.

Parmi les secteurs les plus attirants pour la France, on compte surtout « les valeurs municipales, les banques, les entreprises pétrolières, houillères, métallurgiques, minières, les constructions mécaniques, les fabrications diverses, les textiles, les entreprises de force [et] d'éclairage¹¹⁸ ». Les investisseurs ont tendance à préférer les entreprises de grandes dimensions, qui offrent des profits plus considérables, une meilleure gestion à long terme et moins de hasards. La France perçoit aussi l'introduction des nouvelles techniques industrielles en Russie comme particulièrement lucrative, ce qui explique l'orientation de ses capitaux vers les secteurs de pointe et vers les secteurs où ses techniques d'extraction sont plus modernes que celles des

¹¹⁶ Jevakhoff, p. 221-222.

¹¹⁷ Girault, *Emprunts russes*, p. 517.

¹¹⁸ MAE, Série Z, URSS 1918-1929, Volume 420, lettre intitulée « Mesures à prendre par l'État français pour venir en aide aux porteurs de valeurs russes » remise à Louis Mazir, 25 septembre 1918, p. 51.

Russes¹¹⁹. C'est pourquoi les secteurs des mines et de la métallurgie ont toujours constitué des domaines préférentiels et attirent même 66% de tous les capitaux français investis en Russie entre 1895 et 1901¹²⁰. Enfin, par leur apport en capital et en technologies de pointe, les investissements français jouent un rôle-clé dans le développement des industries électriques, chimiques et surtout militaires de la Russie¹²¹.

C'est pourquoi les capitaux français se dirigent même de façon redoublée vers les domaines liés au réarmement russe après 1907, dont les charbonnages, les hauts fourneaux, les aciéries et les ateliers logistiques¹²². La multinationale Schneider, pilier du complexe militaro-industriel en France, s'entend d'ailleurs rapidement avec le groupe Poutiloff en Russie. Via plusieurs ententes, Schneider accepte de partager ses technologies de pointe (pour l'artillerie notamment) avec Poutiloff, qui en contrepartie fera pression sur le gouvernement russe pour se procurer les matériaux de Schneider, ainsi qu'à assurer 25% de ses commandes aux usines françaises¹²³. S'associant ensuite aux principales entreprises d'armement russes, l'alliance Poutiloff-Schneider offre ses innovations balistiques en échange de redevances sur les matériaux construits¹²⁴. Ainsi, la France s'assure des profits à chaque étape du processus industriel de réarmement, de l'extraction du minerai jusqu'à la revente du canon.

Un grand nombre de contrats gouvernementaux liés aux activités militaires doivent également être passés : carburant, métallurgie, ressources naturelles, etc., soit exactement les secteurs dans lesquelles la France est la plus investie. Il semble donc que la dynamique déjà existante dans les investissements publics et semi-publics s'applique aussi aux investissements privés : partout, la France est privilégiée dans l'obtention des grands contrats russes. À l'aube de la Grande Guerre, Poutiloff est devenue la première usine d'armement du pays, son directeur préside la banque la plus importante de l'Empire (la BRA, que nous aborderons sous peu) et la France s'est assurée des profits sur l'entièreté du marché militaire russe¹²⁵. Nous voyons

¹¹⁹ Ginette K.V. Hentenryk & J.P. McKay, « Pioneers for Profit. Foreign Entrepreneurship and Russian Industrialization 1885-1913 », *Revue belge de philologie et d'histoire*, tome 50, no. 1, 1972, pp.159-161.

¹²⁰ Girault, *Emprunts russes*, p. 125.

¹²¹ Bovykin, p. 88.

¹²² MAE, Série Z, URSS 1918-1929, Volume 420, lettre intitulée « Mesures à prendre par l'État français pour venir en aide aux porteurs de valeurs russes » remise à L. Mazir, 25 septembre 1918, p. 51.

¹²³ Beaud, p. 580-582.

¹²⁴ *Ibid.*, p. 583-586.

¹²⁵ Girault, « Sur quelques aspects financiers de l'alliance », p.220.

d'ailleurs dans ce secteur la même corruption de la presse que nous avons soulevée plus tôt : Paléologue, ambassadeur français à Saint-Pétersbourg, indique par exemple qu'il a fallu verser 350 000 francs au *Temps* pour soutenir les fonds russes associés à Poutiloff¹²⁶!

Mais encore une fois, ces fonds se retrouvent dans les portefeuilles de la classe moyenne. En effet, les titres d'État russes, lorsqu'ils sont revendus aux porteurs français, ne sont pas toujours ceux que ces derniers croient acheter. Par exemple, le Crédit lyonnais introduit subtilement dès 1895 des valeurs industrielles russes dans les fonds d'État garantis par les autorités françaises, sans en avertir ces derniers¹²⁷. Cette tendance se renforce durant la décennie suivante et rapidement les valeurs privées russes achetées en France deviennent liées aux emprunts d'État : « Quelques personnes ont pu penser que la clientèle des valeurs industrielles Russes était tout à fait différente de celle qui s'est intéressée aux fonds d'État; il n'en est rien. [...] la large propagande faite pour les fonds émis ou garantis par l'État a favorisé la pénétration dans toutes les classes de la population des valeurs industrielles Russes¹²⁸ ». Ainsi les petits épargnants, qui croient investir dans des fonds garantis, se retrouvent plutôt avec un mélange imprévisible de titres garantis et non garantis. Si la différence semble bien subtile en temps normal, elle prend toute son importance lorsque la Russie devient soviétique et répudie ses dettes. Les petits porteurs français constatent alors que leur portefeuille n'est pas aussi protégé que ce qu'on leur avait promis.

Les milieux industriels ne sont d'ailleurs pas les seuls que la France domine. Même le système bancaire russe tombe sous l'influence française dans la décennie précédant la Grande Guerre. Après la crise tsariste de 1905-1906 et profitant de la faiblesse financière de son allié, la France accentue sa pénétration économique dans l'Empire, ce que le gouvernement russe ne peut qu'accepter. La Russie confie ainsi son avenir économique à des investisseurs étrangers, français tout particulièrement¹²⁹. Ces derniers sont attirés par le secteur bancaire car il permet de répondre au besoin des industriels français qui désirent « trouver auprès d'organismes bancaires sous contrôle français, des moyens de résoudre les épineuses questions de change, des avances à court terme, d'assurer à leurs entreprises une vie quotidienne plus régulière et moins

¹²⁶ Lettre de Paléologue du 11 mai 1914, Archives réintégréées de Petrograd, t. II, article cité dans Girault, *Ibid.*, p. 218.

¹²⁷ Girault, *Emprunts russes*, p. 31.

¹²⁸ MAE, Série Z, URSS 1918-1929, Volume 420, lettre intitulée « Mesures à prendre par l'État français pour venir en aide aux porteurs de valeurs russes » remise à L. Mazir, 25 septembre 1918, p. 52-53.

¹²⁹ Girault, *Emprunts russes*, p. 466-469.

coûteuse »¹³⁰. Or à ce moment, environ deux tiers des opérations bancaires en Russie passent par 34 banques privées, dont la majorité se trouve à Saint-Pétersbourg. Vers 1908-1909, celles-ci ressentent déjà l'influence des investisseurs étrangers et, à la veille de la Grande Guerre, la France en contrôle une part importante. Les grands groupes français possèdent 65% des actions de la Banque russo-asiatique (1^{ère} banque en importance du pays), 57% de la Banque de commerce privée de Saint-Pétersbourg (11^e), 37% de la Banque de Sibérie (7^e), 35% de la Banque de l'Union (9^e) et 21% de la Banque de l'Azov-Don (3^e), sans compter un pourcentage non négligeable dans les autres principales institutions¹³¹. Les banques sous volonté française se situent en 1^{er}, 7^e, 9^e et 11^e rang : il s'agit d'outils extrêmement puissants pour la France, qui tient désormais en main les principaux pôles de décision économique de l'Empire.

La constitution de la Banque russo-asiatique (BRA), première banque du pays et neuvième plus grande du monde¹³² mérite d'ailleurs une présentation plus détaillée. La Société générale, banque française très influente en Russie, crée la Banque du Nord en 1901 comme filiale à Saint-Pétersbourg. Cette dernière sera dirigée par un fonctionnaire d'ambassade du Quai d'Orsay installé en Russie, liant déjà les milieux privés et gouvernementaux français¹³³. En 1906, deux administrateurs de la Banque de l'union parisienne (la B.U.P, une autre banque française majeure), entrent au conseil de la Banque du Nord, cimentant une alliance entre leurs institutions. Ce regroupement d'intérêts se poursuit en 1910 lorsque la Banque du Nord absorbe la Banque russo-chinoise (encore une banque à capitaux français), donnant finalement naissance à la BRA¹³⁴.

Tombant rapidement sous l'influence de la Société générale et de la Banque de Paris et Pays-Bas (Paribas), la nouvelle institution multiplie ses investissements en Russie dans les secteurs du pétrole, du charbon, de la sidérurgie, des mines, du tabac et du sucre. En seulement quelques années elle devient la plus importante banque de Russie mais demeure, tout sauf nominalement, française. Elle permet même aux industriels français de prendre le contrôle de secteurs entiers – et complémentaires – de l'économie russe, en achetant par exemple des mines pour nourrir leurs industries sidérurgiques. Le minerai peut être extrait du sol russe, raffiné et

¹³⁰ *Ibid.*, p. 18.

¹³¹ *Ibid.*, p. 512.

¹³² Carley, «From Revolution to Dissolution », p. 721.

¹³³ Hubert Bonin, « La Société générale en Russie », *Revue Russe*, no. 8, 1995.

¹³⁴ Carley, «From Revolution to Dissolution », p. 722.

transformé en Russie, avant d'être revendu sur le marché russe : sans que des Russes n'en touchent un sou ou que la France ne dépense en douanes. Plusieurs exemples similaires existent, où les stratégies industrielles accompagnent l'extension bancaire : la Société générale patronne ainsi Prodameta (le cartel sidérurgique russe) et le chemin de fer du Nord-Donetz, deux sociétés complémentaires. La B.U.P. quant à elle appuie largement les industries Poutiloff à la demande de Schneider, comme nous l'avons déjà mentionné¹³⁵. Des stratégies industrielles s'inscrivent donc, de manière naturelle, dans la pénétration bancaire française en Russie.

Revenons momentanément aux investissements ferroviaires, car ces derniers sont également soutenus par les grands groupes privés et cherchent à combiner leur influence dans le secteur. En 1907, un puissant consortium financier franco-russe voit ainsi le jour à Paris, qui vise à renforcer les relations économiques des deux puissances tout en prenant contrôle du secteur ferroviaire. Du côté français, Paribas représente le plus gros actionnaire, suivi par le Comptoir national d'escompte et la Société générale. Enthousiastes de cette opportunité, quatre grandes banques russes se joignent au projet, soit la Banque d'escompte de Saint-Petersbourg, la Banque internationale de Saint-Petersbourg, la Volga-Kama et la Banque russe pour le commerce avec l'étranger¹³⁶. Au cours de leurs rencontres, les Français obtiennent des concessions très importantes. Parmi celles-ci, une entente accorde aux milieux privés le droit de développer le réseau ferré russe ; une autre impose qu'une majorité des commandes doive être concédée aux entreprises françaises ; une dernière délègue aux grandes banques françaises l'exclusivité pour le futur des affaires importantes, dont les éventuelles concessions accordées par l'État.

De plus, le conseil du Consortium sera composé de sept Français et de seulement quatre Russes. On choisit même Gouin, président de Paribas, comme président de la nouvelle entité. Par leur union et via quatre banques russes, les financiers français obtiennent un autre volet essentiel du développement économique russe, puisque l'État tsariste ne pourra plus concéder de voies ferrées, de mines ou d'équipements urbains sans l'accord du Consortium. Paribas gagnera particulièrement dans ce jeu, obtenant un quasi-monopole industriel et commercial en Russie¹³⁷. Cette dernière conclut d'ailleurs un accord subséquent avec la BUP et la Société générale,

¹³⁵ Bouvier, p. 224.

¹³⁶ Girault, *Emprunts russes*, p. 471.

¹³⁷ *Ibid.*, p. 473.

choisissant de ne plus les concurrencer sur les projets ferroviaires mais plutôt de poursuivre les projets conjointement avec eux. Profitant ainsi de la faiblesse russe, « ils allaient mettre la main sur les transports ferroviaires les plus rentables, obtenir les commandes gouvernementales en matière ferroviaire et même militaire¹³⁸». Conséquemment, les positions dominantes des grandes banques françaises leur permettent de coopérer avec les firmes industrielles en fonction d'un but commun, même dans des cas où ils auraient normalement été en compétition entre eux¹³⁹.

La prise de contrôle d'entreprises et de conseils d'administrations russes préexistants est aussi fréquente. Après tout, en contrôlant le secteur bancaire, il est plus facile pour les capitalistes français de s'infiltrer où bon leur semble. Dans les cas les plus simples, il suffit d'acheter assez d'actions d'une entreprise pour devenir majoritaire et contrôler ses activités. À d'autres occasions, les banques françaises se liguent entre elles pour acheter des actions et, quoiqu'individuellement minoritaires, elles voteraient en bloc aux conseils d'administration pour obtenir la majorité dans les décisions importantes. Un autre mécanisme de contrôle consiste à introduire des « Sociétés financières » françaises en Russie, au capital n'excédant pas un ou deux millions de francs et non cotées en Bourse. Souvent installées en Belgique pour échapper au fisc français et à l'attention russe, ces sociétés discrètes mais influentes servent surtout à la prospection du territoire pour les grandes banques françaises, qui les contrôlent¹⁴⁰. Des entreprises et des banques « bicéphales » voient également le jour, dont la direction est partagée entre directeurs russes et français. Ce système, où la moitié française détient toujours le pouvoir réel, a l'avantage de masquer l'influence étrangère en prétendant partager l'autorité avec des Russes, tout en maintenant le pouvoir décisionnel à Paris.

Or, via toutes ces formes de contrôle, les capitalistes français gagnent une autorité suffisante pour imposer leurs vues financières à la Russie, diriger le secteur bancaire et, dominant les banques, accéder même aux principaux moteurs de développement économique russe. Cette position privilégiée impose toutefois un changement dans les méthodes d'intervention économiques de la France en Russie. Vu que l'État tsariste emprunte moins qu'auparavant, ce sont désormais les banques et les investissements privés qui deviennent le

¹³⁸ *Ibid.*, p. 474.

¹³⁹ Bouvier, p. 223.

¹⁴⁰ Girault, *Emprunts russes*, p. 300.

principal moyen de pression. Il s'agit d'une arme redoutablement efficace car, plutôt que de simplement fournir des fonds à la Russie sans pouvoir en contrôler l'utilisation, les capitalistes français mettent la main sur le principal pôle décisionnel de l'économie russe : le réseau bancaire. Ils peuvent donc prêter au régime tsariste, puis facilement rediriger les fonds vers leurs propres usines, industries et entreprises!

Bref avant la prise de pouvoir bolchevik, la France contrôle une immense part de l'économie russe et presque vingt milliards de francs ont été investis dans l'Empire. L'État et les grandes villes sont lourdement débiteurs envers la France et le réseau ferroviaire est dominé par un consortium majoritairement français. Les commandes en matériel pour cette modernisation sont surtout faites à des firmes françaises, qui contrôlent également une importante part de l'extraction des ressources naturelles, des grandes industries et du secteur militaire russe. Enfin, par la prise de contrôle des milieux bancaires, les financiers français ont pu infiltrer les derniers secteurs économiques qui échappaient à leur influence et contrôler désormais l'avenir économique du pays. Mais que se passe-t-il lorsque les Soviétiques prennent le pouvoir?

1.2 La catastrophe économique pour la France.

Suite à la révolution d'Octobre, les Bolcheviks adoptent des politiques beaucoup plus radicales que le gouvernement provisoire précédent, en se basant sur le modèle soviétique de la révolution « ratée » de 1905. Militant sur les promesses de « Paix, Pain, Terre », les Bolcheviks proposent aux gouvernements belligérants d'entamer des pourparlers en vue d'une paix sans annexions ni réparations¹⁴¹. Mais parallèlement, les banques sont nationalisées en décembre et un fonctionnement essentiellement militaire est imposé au système ferroviaire. En janvier, le paiement de la dette extérieure russe, dont les versements représentent 50% du PIB, est suspendue¹⁴². En février, la répudiation officielle est décrétée; les dettes du Tsar, de la guerre et du gouvernement Socialiste-Révolutionnaire sont toutes considérées comme nulles. Pour légitimer cette action, les Bolcheviks recourent aux grands principes révolutionnaires de 1905, mais publient aussi une longue liste de documents tsaristes confidentiels. Ces documents

¹⁴¹ Fontaine, p.38-39.

¹⁴² TOUSSAINT, Éric, « Centenaire de la révolution russe et de la répudiation des dettes », Mondialisation.ca : centre de recherche sur la mondialisation, 2017, [En ligne], URL : <https://www.mondialisation.ca/russie-la-repudiation-des-dettes-au-coeur-des-revolutions-de-1905-et-de-1917/5594610>.

révèlent non seulement les accords secrets du régime, mais aussi la corruption massive de la presse française pour diffuser les emprunts russes¹⁴³. L'on pourrait croire que les porteurs français soient les seuls lésés par ces politiques, mais les répercussions sont bien plus larges. Les porteurs sont certes ceux qui perdent leur argent directement mais, étant donné qu'ils sont 1,5 millions, généralement pères de famille (c'est ainsi qu'on décrit les porteurs de titres), ce sont plutôt 1,5 millions de foyers qui sont touchés. Ajoutons à cela la cherté accrue du pain en France, causée par l'occupation des régions agricoles russes (l'Ukraine au premier plan), ainsi que la pénurie de matières premières pour plusieurs usines françaises, provoquée par l'arrêt de l'approvisionnement russe. La France ressent donc les contrecoups économiques des politiques bolcheviks et voit son influence en Russie chuter. Mais à quel point exactement? Les prochaines pages chercheront à répondre à cette question, en étudiant les conséquences économiques que la prise de pouvoir soviétique entraîne en France. À cette fin, nous observerons d'abord l'impact des politiques bolcheviques sur les trois formes d'investissements exposés précédemment. Puis, nous expliquerons les conséquences du morcellement du territoire impérial et, enfin, celles du traité de Brest-Litovsk.

Comme énoncé précédemment, les emprunts d'État ou garantis par l'État sont répudiés en bloc depuis le 1^{er} janvier et les garanties accordées par le gouvernement tsariste pour les entreprises sont annulées, tout comme les obligations de la trésorerie d'État à l'étranger¹⁴⁴. L'ambassadeur français Joseph Noulens fait un rapport clair à Paris : « les commissaires du peuple ont publié les décrets en date des 1^{er} / 14 janvier, déclarant nuls tous les emprunts russes sans exception, ni réserve et suspendant le paiement des coupons à partir du 1/14 décembre 1917 »¹⁴⁵. En France, cette répudiation est particulièrement douloureuse, non seulement en raison des montants colossaux qu'elle représente, mais aussi parce que le service des dettes russes est essentiel pour le paiement de ses propres dettes de guerre, dont 5,5 milliards encore dus aux Américains¹⁴⁶. Les emprunts publics et semi-publics subissent un sort similaire : les chemins de fer sont mis sous tutelle soviétique, puis deviennent des épices de combats durant

¹⁴³ *Ibid.*, p. 39.

¹⁴⁴ MAE, Série Z, URSS 1918-1929, Volume 577, bulletin de quinzaine publié par la Commission générale de protection des intérêts français en Russie (CGPIFR dorénavant dans ce mémoire), p.51.

¹⁴⁵ *Ibid.*, Volume 420, note transmise au MAE via Stockholm sur la crise économique en Russie, 23 novembre 1918, p. 80.

¹⁴⁶ Allain *et al.*, p.308.

la Guerre civile. Les voies sont sabotées, parfois sur des kilomètres. Les affrontements sont fréquents aux arrêts et gares, qui deviennent souvent des postes de commandement pour les troupes qui se déplacent le long du Transsibérien. Quant aux grands groupes ayant financé le réseau ferroviaire, ils se retrouvent obligés d'assister, impuissants, à la destruction de leurs avoirs. Sur le plan commercial, la nationalisation du commerce extérieur est décrétée, imposant que toute transaction avec des États ou entreprises étrangères doit être conclue « au nom de la République russe, exclusivement par le Conseil du Commerce extérieur et auprès du Commissariat du commerce et de l'industrie¹⁴⁷». Un autre décret impose le monopole gouvernemental sur plusieurs denrées quotidiennes et interdit la liquidation des entreprises commerciales¹⁴⁸.

De nombreuses politiques soviétiques attaquent aussi les milieux privés. Le Décret organisant le contrôle ouvrier, promulgué en novembre 1917, impose par exemple le contrôle ouvrier sur « la production, la vente, le magasinage des produits et matières premières et à la gestion financière de l'entreprise¹⁴⁹», ce qui mène à des soulèvements, parfois violents, de travailleurs contre leurs anciens patrons. Sur le plan industriel, le décret du 20 juin 1918 sur la nationalisation générale des établissements industriels et commerciaux déclare « propriétés de la République socialiste fédérative russe » les sociétés minières, métallurgiques, de sucre et de bois au capital d'un million de roubles et plus, les industries textiles et électriques, les moulins à vapeur, les grandes entreprises de tabac, de verre, de céramique, de cuir et de ciment, ainsi que toutes les industries de caoutchouc, les services publics (distribution d'eau, usines à gaz, tramways, canalisation) et les chemins de fer : au total plus de 1100 sociétés, dont la grande majorité est française¹⁵⁰.

Par ce décret radical, les Soviétiques se déclarent également maîtres de presque toute l'infrastructure industrielle du pays sans reconnaissance des origines étrangères des sociétés nationalisées. D'autres décrets similaires visent ensuite le secteur métallurgique. L'un désigne l'organisation Rasmosko (sous contrôle central des Bolcheviks) comme responsable de la répartition et de la fixation des prix des métaux. Un autre impose le monopole d'État sur toutes les mines d'or et exige que les particuliers remettent tous leurs biens en or d'un certain poids aux

¹⁴⁷ MAE, Série Z, URSS 1918-1929, Volume 577, bulletin de quinzaine publié par la CGPIFR, p. 33.

¹⁴⁸ *Ibid.*, p.50.

¹⁴⁹ *Ibid.*, p.53.

¹⁵⁰ *Ibid.*, p. 47.

autorités. L'influence française se retrouve attaquée en profondeur, particulièrement dans les secteurs où ses capitaux sont les plus présents.

Le secteur bancaire n'est pas épargné et comme nous l'avons mentionné, les banques sont étatisées dès décembre 1917, leurs avoirs saisis, puis assimilés à ceux de la banque d'État. Les Soviétiques occupent alors les diverses banques privées, décrètent la suspension provisoire des paiements de coupons et interdisent la transaction de titres. Puis, en janvier ils annoncent la confiscation des capitaux des anciennes banques « sans restriction, au profit de la Banque nationale de la République russe. Les actions sont annulées et doivent être présentées aux succursales locales de la Banque de l'État¹⁵¹ ». De plus, de nombreux avoirs français sont saisis de force. Par exemple, malgré les protestations de l'ambassadeur Noulens, le Crédit lyonnais voit ses coffres forts ouverts, leur contenu vidé et une surveillance imposée dans sa gestion intérieure. Des rumeurs particulièrement veulents même que certains gros porteurs de la Banque russo-asiatique, pris de panique, vendent leurs titres aux Allemands, qui se seraient déjà approprié presque 40% des actions¹⁵². Considérant l'importance de la BRA pour les intérêts français en Russie, le Quai d'Orsay est horrifié que l'Allemagne puisse en prendre le contrôle.

L'infrastructure française résiste tout de même de son mieux au nouveau régime et à ses politiques. Si le Décret concernant la nationalisation des banques prévoit la fusion des banques au sein de la banque d'État, les Soviétiques se retrouvent dans l'impossibilité pratique de la réaliser : « Bilans non établis, personnel faisant défaut, annulation des titres, succursales de banques privées en Russie entre les mains des Allemands, succursales en pays étrangers sans relations avec le siège, etc.¹⁵³ ». Plusieurs entreprises d'appartenance française sont également abandonnées par la direction, stoppant la fabrication de produits indispensables à l'État et entraînant un chômage à grande échelle.

Quant aux ressortissants français en Russie qui n'ont pas fui après la révolution, ils se retrouvent dans des situations précaires. Par exemple en août 1918, suite au débarquement des interventionnistes à Arkhangelsk, tous les agents alliés et plusieurs citoyens étrangers à Petrograd et Moscou sont placés en état d'arrestation. Si les agents officiels sont relâchés, plus

¹⁵¹ *Ibid.*

¹⁵² *Ibid.*, p.39.

¹⁵³ *Ibid.*, p.40.

d'une centaine de citoyens français influents de Moscou demeurent incarcérés au Kremlin¹⁵⁴. Les Anglais, qui se trouvent dans une position similaire, réussissent à libérer leurs ressortissants rapidement grâce à quelques conciliations mineures envers les Bolcheviks.

Mais, en comparaison, la position française est rigide et empêche tout dialogue avec les soviétiques. Les travaux de feu R.K. Debo présentent bien cette fermeture totale et soulignent comment la France, au lieu de coopérer pour un échange de prisonniers, menace plutôt de fusiller un sympathisant soviétique pour chaque Français mort en Russie¹⁵⁵. Le ton des dirigeants français n'est donc pas à la conciliation, mais bien à la destruction du nouvel État soviétique. La libération de leurs ressortissants incarcérés devient conséquemment un long processus, opposant les deux partis dans un dialogue de sourds. Quant aux ressortissants français qui ne sont pas détenus, comme les nombreux travailleurs spécialisés résidant hors des centres urbains, ils se retrouvent isolés, sans économies et sans recours. Un décret transmis à Paris en mars 1918 explique simplement que le statut des ouvriers étrangers sera assimilé à celui des ouvriers russes, sans privilèges ni compensations¹⁵⁶.

En France on retrouve un très grand nombre de gens lésés : plus d'un million et demi de porteurs détiennent des titres russes et le changement de régime se répercute sévèrement dans leur portefeuille. La répudiation provoque une crise qui affecte une proportion très importante des épargnants français, « qui avaient placé leurs épargnes dans des titres considérés comme présentant une grande sécurité¹⁵⁷ ». C'est pourquoi lorsque les premières rumeurs de la répudiation atteignent Paris en Décembre 1917, le gouvernement censure leur publication afin de ne pas créer de panique parmi les investisseurs français et pour éviter « the development of a current of opinion capable of pressuring the state to assume responsibility for the payment of interest on the tsarist bonds¹⁵⁸ ». La censure a cependant peu de succès; les journaux parisiens, appuyés par les milieux socialistes, sont rapides à exiger que le gouvernement assume le

¹⁵⁴ Richard K. Debo, « The Manuilskii Mission: An Early Soviet Effort to Negotiate with France, August 1918-April 1919 », *International History Review*, no. 8, 1986, p. 215.

¹⁵⁵ *Ibid.*, p. 221.

¹⁵⁶ MAE, Série Z, URSS 1918-1929, Volume 577, bulletin de quinzaine publié par la CGPIFR. p.54.

¹⁵⁷ *Ibid.*, Volume 575, Projet de constitution de la CGPIFR, p. 39.

¹⁵⁸ Carley, *Revolution and intervention*, p. 44.

paiement des intérêts des titres, vu qu'il avait encouragé leur achat pour renforcer l'alliance franco-russe¹⁵⁹.

La publication des documents secrets tsaristes¹⁶⁰ apporte d'ailleurs une preuve indéniable de la corruption de la presse par le gouvernement français et attise largement les revendications. Une immense anxiété sociale se répercute alors sur les dirigeants français : les lettres de particuliers inquiets se multiplient, exigeant de savoir comment leurs économies seront affectées et quelles mesures sont prises pour les protéger. Les industriels se regroupent pour combiner leur influence et pétitionnent le gouvernement pour une protection de leurs entreprises. Les grandes banques et la BRA en particulier, qui perd 90% de ses avoirs du jour au lendemain, exigent également une action gouvernementale¹⁶¹.

Nous pouvons résumer les mesures soviétiques ainsi : nationalisation des banques, prise de contrôle de toutes entreprises commerciales et industrielles importantes, contrôle de la répartition des ressources et des voies de transport, nouveau système d'imposition et, enfin, remplacement de la monnaie. Sans surprise, ces mesures sont particulièrement mal reçues en France, qui perd des capitaux énormes au moment où sa propre économie est en ruines. Elle pousse donc ses alliés de l'Entente à intervenir à ses côtés en Russie, ainsi qu'à soutenir les groupes anti-bolcheviks sur l'ancien territoire impérial¹⁶². L'Ambassadeur français Joseph Noulens, attaché à la Russie depuis juin 1917, se fera un avocat véhément de l'intervention et utilisera fréquemment son influence pour détériorer les relations franco-soviétiques. C'est à sa demande, qu'en février 1918, une note collective est remise au Commissaire du peuple pour les Affaires étrangères, dénonçant en bloc les réformes soviétiques¹⁶³. Signée par la France, l'Angleterre, les États-Unis, le Japon et 15 autres États¹⁶⁴, cette note déclare qu'ils considèrent les mesures soviétiques comme « sans valeur en ce qui concerne leurs nationaux; et les dits représentants se réservent le droit de réclamer à l'heure voulue au Gouvernement russe des

¹⁵⁹ *Ibid.*, p.44-46.

¹⁶⁰ Arthur G. Raffalovitch, *L'abominable vénalité de la presse française*, Librairie du Travail, Paris, 1931, explore en détail les documents issus des archives russes et dénonce, une décennie après les faits, la corruption étendue des journaux français.

¹⁶¹ Carley, «From Revolution to Dissolution », p. 724.

¹⁶² Carley, *Revolution and intervention*, p. 56.

¹⁶³ MAE, Série Z, URSS 1918-1929, Volume 420, note transmise par Berthelot concernant la désorganisation économique de la Russie, 6 septembre 1918 : p. 20-22.

¹⁶⁴ Il s'agit de l'Italie, l'Espagne, la Suède, la Suisse, la Hollande, la Belgique, la Perse, le Danemark, le Siam, la Chine, la Serbie, le Portugal, le Brésil, l'Argentine et la Grèce.

dommages intérêts pour toutes pertes que ces décrets pourront apporter à leurs nationaux¹⁶⁵ ». Ils se heurtent évidemment à un mur rhétorique; l'URSS refuserait toute solution impliquant la reconnaissance des dettes antérieures si l'on refuse de la reconnaître diplomatiquement¹⁶⁶.

Pour la France, le second aspect néfaste de la Révolution concerne la sécession de nombreux territoires de la Russie tsariste. En effet, en à peine quelques semaines l'immense empire unifié devient une mosaïque politique éclatée. Le morcellement du territoire russe est particulièrement nuisible à la France, qui, contrairement au Japon, bénéficie économiquement et militairement d'une Russie forte et unie¹⁶⁷. Mais vu la multitude de gouvernements sporadiques et indépendantistes qui apparaissent durant la guerre civile, la France doit répondre à des questions complexes en adaptant sa politique aux circonstances locales. Par exemple, revient-il aux nouveaux États créés sur les territoires de l'Empire d'assumer une part de la dette d'État russe? Si oui, quelle proportion doivent-ils en assumer? Et surtout, comment leur faire accepter cette responsabilité? Ces questions soulèvent d'importants débats en France et plusieurs tactiques sont mises de l'avant pour tenter de faire assumer une part des emprunts aux nouveaux gouvernements. Les sommes en question ne sont d'ailleurs pas négligeables, ce que *La Gazette du Commerce et de l'Industrie* soulève bien dès juillet 1918.

« Une énorme quantité des biens appartenant au Trésor Russe sont passés à la disposition des nouveaux États. En particulier la valeur des capitaux consacrés à la construction des lignes de chemins de fer dans les pays séparés de la Russie s'élève à 4 milliards 800 millions; le revenu net de cette partie du réseau a atteint en 1912 54% du revenu total des chemins de fer de l'État russe. En outre, dans les mêmes provinces, se trouvent environ 60% des terres hypothéquées à l'ancienne Banque Foncière de la Noblesse et 45% des terres vendues par l'entremise de la Banque des Paysans »¹⁶⁸.

De nombreux problèmes concrets se posent cependant aux Français s'ils espèrent convaincre les gouvernements naissants d'assumer une partie de ces immenses sommes. Tout d'abord, les Bolcheviks s'empressent de conclure des accords avec les nouveaux États Baltes afin de refuser bilatéralement toute responsabilité des dettes, puis cherchent à répéter ces

¹⁶⁵ MAE, Série Z, URSS 1918-1929, Volume 420, note transmise par Berthelot concernant la désorganisation économique de la Russie, 6 septembre 1918 : p. 20-21.

¹⁶⁶ Szurek, p.147.

¹⁶⁷ Bradley, p. 13.

¹⁶⁸ MAE, Série Z, URSS 1918-1929, Volume 577, bulletin de quinzaine publié par la CGPIFR, p. 44.

démarches auprès des autres territoires sécessionnistes¹⁶⁹. Un second problème se pose, car la France aimerait imposer, en principe, que le gouvernement du lieu où un dommage a été subi soit responsable du montant de sa réparation. Mais on constate que ce système est impossible à appliquer : « [il] se heurte à plusieurs obstacles, dont l'un est d'ordre chronologique; à quelle date la souveraineté cesse-t-elle de s'exercer? Est-ce le jour de la reconnaissance du nouvel État ou de la proclamation de son indépendance? Est-ce, en cas d'occupation par l'ennemi, comme la Pologne, à dater de cette occupation?¹⁷⁰ ».

Ces questions complexes ne peuvent trouver de solution que par des ententes séparées avec les nouveaux États. Dans le cas de la Pologne, elle s'entend en juin 1919 avec les puissances alliées en marge du Traité de Versailles : le 21^e article engage ainsi le nouvel État à assumer une part de la dette publique et des engagements financiers tsaristes, selon un montant qui sera déterminé par les puissances alliées et soumis, en cas de désaccord, à l'arbitrage de la SDN¹⁷¹. Dans le cas des gouvernements les plus faibles, ou de ceux particulièrement dans le besoin, les nouveaux dirigeants vont adresser eux-mêmes des propositions de remboursement aux Français. Par exemple, face au retrait des troupes allemandes, le gouvernement ukrainien demande en termes formels une occupation (temporaire) de la France, pour permettre à son régime de survivre. Bien conscient de la position française, il écrit que « l'Ukraine n'oublie pas que les gouvernements français et anglais l'ont reconnue les premiers [et] si l'Entente accepte de confirmer cette reconnaissance, l'Ukraine s'est déclarée prête à prendre à sa charge 20% de la dette russe contractée antérieurement à la guerre»¹⁷². Mais ces ententes, signées sous pression, sont souvent annulées par la suite : la Pologne parvient ainsi à se défaire de ses engagements dès 1921, un exemple suivi par plusieurs, dont les États baltes¹⁷³.

Même les armées blanches les plus influentes cherchent à se montrer sympathiques aux exigences financières françaises dans l'espoir d'un soutien. Un télégramme de Damien de Martel, chargé d'affaires à Pékin, indique ainsi que les milieux militaires ont informé l'amiral Koltchak qu'il était essentiel de reconnaître la dette extérieure pour bénéficier du soutien

¹⁶⁹ Toussaint, p. 4-20.

¹⁷⁰ MAE, Série Z, URSS 1918-1929, Volume 577, bulletin de quinzaine publié par la CGPIFR, p. 24.

¹⁷¹ *Ibid.*, Volume 420, extrait du journal *Folkerts Dagblad Politiken*, sur la situation économique en Russie, p.202.

¹⁷² *Ibid.*, renseignements militaires sur la situation économique en Russie obtenus via Berne, p. 78.

¹⁷³ Toussaint, second feuilletton.

français¹⁷⁴. Ce dernier accepte en seulement quelques jours, s'engageant de façon formelle à assumer les dettes tsaristes, de la guerre et du gouvernement SR¹⁷⁵. Autrement dit, même si les détails varient, une reconnaissance diplomatique de la France est presque toujours « échangée » contre une reconnaissance des dettes antérieures par les nouveaux gouvernements.

Un changement majeur survient lorsque le traité de Brest-Litovsk est signé le 3 mars 1918, ce qui impose à la France une série de nouvelles considérations. Le bilan des pertes est lourd pour la Russie, qui sacrifie par ce traité seulement 4% de l'ancien territoire impérial, mais 26% de sa population, 27% des surfaces ensemencées, 37% des récoltes et 26% du réseau ferré¹⁷⁶. Au plan industriel, les Soviétiques sacrifient également 28% des entreprises et 39% de la force ouvrière. Pire encore, la Russie doit abandonner 73% de sa production de fonte et 75% de sa production de charbon, principale ressource énergétique du pays! De plus, on remarque rapidement que les Allemands avancent plus loin que le traité ne leur permettait, augmentant considérablement les pertes russes¹⁷⁷. Une entente germano-soviétique séparée permet même aux Allemands d'exploiter les ressources du territoire occupé en échange d'une non-ingérence dans les affaires internes russes, accordant aux Bolcheviks une rare occasion de consolider leur pouvoir¹⁷⁸. Mais, comme nous l'avons vu, les exploitations de ressources naturelles en Russie appartiennent en grande partie à des entités françaises, qui sont alors horrifiés de voir leurs entreprises passer aux mains des ennemis allemands.

Il faut comprendre que les Soviétiques sont obligés d'accepter les clauses draconiennes de Brest-Litovsk, étant encore trop faibles pour résister. Ils espèrent plutôt pouvoir abolir le traité en cas de défaite des puissances centrales par les Alliés, ce qui se produit dès l'armistice de novembre 1918¹⁷⁹. Mais même si l'occupation allemande est assez courte, de multiples actes de sabotage sont perpétrés contre les industries françaises (mines inondées, matériel industriel démoli, pillage des matières premières, etc.), stoppant leur production bien au-delà du retrait allemand. La perte de secteurs économiques presque entiers, dont le secteur énergétique, entraîne

¹⁷⁴ *Ibid.*, p.126-127.

¹⁷⁵ Oosterlinck, p. 6.

¹⁷⁶ MAE, Série Z, URSS 1918-1929, Volume 577, bulletin de quinzaine publié par la CGPIFR, p.35.

¹⁷⁷ Jevakhoff, p. 236.

¹⁷⁸ *Ibid.*, « The Manuilskii Mission », p. 8-10.

¹⁷⁹ Narotchnizky, p. 33.

des pénuries sévères et prolongées pour la population. On apprend, par exemple, qu'en novembre 1918, « ayant perdu le Donetz et 80% de la production totale de charbon, la Russie soviétique est en crise sévère de carburant ; la production de Naphte a diminué de 40%, celle du cuir de 50% et les industries métallurgiques vont si mal, que la population est appelée à livrer sa ferraille aux autorités¹⁸⁰ ». Cette défaillance en denrées essentielles est particulièrement terrible avec l'arrivée de l'hiver, autant pour les populations locales que pour les troupes interventionnistes. Nous reviendrons d'ailleurs sur ce point dans le troisième chapitre.

Or, Brest-Litovsk représente une double catastrophe pour la France : militaire d'une part et économique de l'autre. Militaire, car dans le contexte de la Grande Guerre, toujours en cours, le retrait russe provoque une grande inquiétude. En effet, l'Allemagne, obligée depuis presque quatre ans à se battre sur deux fronts, peut-elle dorénavant concentrer toute sa puissance à l'ouest? Nous reviendrons sur cette crainte, afin d'établir si ce transfert d'effectifs était réaliste pour l'Allemagne. Mais Brest-Litovsk est également une calamité économique pour la France. Comme nous l'avons vu, les pertes du traité touchent gravement les secteurs ferroviaires, miniers et métallurgiques, soit les secteurs dans lesquels la France est la plus investie et ceux qui sont déjà les plus lésés par les politiques soviétiques. D'ailleurs, presque tous les centres industriels français se trouvent sur les territoires cédés par la Russie, ce qui fait passer un nouveau lot d'entreprises et d'industries (parfois d'armements) françaises aux mains des Allemands. Rappelons que ces derniers ne sont pas seulement les ennemis militaires de la France, mais aussi leurs principaux concurrents économiques en Russie : c'est donc un désastre sur tous les plans.

1.3 Motifs et décision d'intervention

Le bilan des investissements français en Russie et les conséquences de la Révolution d'octobre sur ces intérêts étant établis, il est important d'observer le processus décisionnel menant à l'intervention française, ainsi qu'au motif de celle-ci. Comment cette décision fut-elle prise? N'y avait-il pas d'alternative? Quelles raisons poussent ultimement le gouvernement français à adopter cette politique?

¹⁸⁰ MAE, Série Z, URSS 1918-1929, Volume 380, note sur la crise économique en Russie arrivée via Stockholm de sources bolcheviks, p. 80-85.

Le processus décisionnel a été largement éclairci par les historiens des dernières décennies. L'historien M.J. Carley a particulièrement avancé la recherche en analysant minutieusement l'évolution de la politique française dans les semaines suivant la Révolution d'octobre. Reprenant ses conclusions, il établit que la volonté d'intervenir provient surtout des sphères diplomatiques et, en particulier, de Philippe Berthelot, Joseph Noulens et des membres belliqueux du Quai d'Orsay. Cherchant surtout à protéger les intérêts économiques français en Russie et à prévenir l'augmentation de l'influence allemande, l'ambassadeur conclut que « the formation of an Allied-influenced Russian government behind the protective cover of intervention would be the most effective way to secure these aims¹⁸¹ ». Les historiens soviétiques insistent également sur l'importance du rôle de Joseph Noulens et M.I. Levidov le surnomme même le « père de l'intervention » en Russie¹⁸², une étiquette toujours attachée à son nom. Par une correspondance continue avec le Quai d'Orsay et via quelques machinations politiques, l'ambassadeur exerce dès le printemps 1918 une influence prépondérante auprès du gouvernement français. Il en obtient une marge de manœuvre quasi illimitée en Russie, qu'il utilise systématiquement pour pousser les Alliés vers un conflit avec les Bolcheviks¹⁸³. Certains s'opposent toutefois à cette politique et avancent une alternative: la collaboration. En effet, pendant plus de deux mois après la Révolution d'octobre les dirigeants français et anglais hésitent: serait-il possible de collaborer militairement avec les Soviétiques, malgré leurs politiques incendiaires, contre les Allemands?

Étonnamment, la recherche démontre que, pendant presque neuf semaines la politique gouvernementale s'oriente effectivement vers une collaboration militaire. Cette hésitation est naturelle, car pour la France, toujours en guerre, il s'agit du seul moyen de recréer le front est contre l'Allemagne. Mais alors pourquoi se détourne-t-elle de cette politique de rapprochement? Parce que, dans la perspective française, bien plus est en jeu que la restauration du front est. « Had this not been so, the general staff's policy of military collaboration would in all likelihood have continued¹⁸⁴. Noulens oppose d'ailleurs cette politique de toutes ses forces, argumentant qu'une collaboration avec le gouvernement de Lénine pousserait les factions anti-bolcheviks

¹⁸¹ Carley, « The Origins of the French Intervention », p.422.

¹⁸² *Ibid.*, p.435.

¹⁸³ Carley, *Revolution and intervention*, p. 70.

¹⁸⁴ Carley, « The Origins of the French Intervention », p.437.

russes à s'entendre avec les puissances centrales plutôt qu'avec la France¹⁸⁵! Préoccupé à conserver les intérêts économiques nationaux et à prévenir l'augmentation de l'influence allemande¹⁸⁶, il recommande plutôt une action militaire pour former de centres de résistance locaux hostiles aux Bolcheviks et sympathiques aux objectifs français. Il insiste que, sans cette intervention, les « amis » russes de la France seraient écartés de leurs positions d'influence par les autorités soviétiques, qui ne permettraient jamais aux Français de rétablir leur position prépondérante dans le pays. « Any limited military advantage to be gained from collaboration with the Bolsheviks was not worth the sacrifice of long-term political, strategic, and economic interests¹⁸⁷ ».

La décision officielle d'abandonner le projet de collaboration avec les Soviétiques est ainsi prise entre le 5 et le 16 avril 1918, suite à un vif débat opposant les milieux militaires (qui préconisent généralement une coopération) au Quai d'Orsay (qui souhaitent plutôt une condamnation totale du régime et une intervention militaire pour l'opposer)¹⁸⁸. Ultimement, le gouvernement choisit la seconde voie car la politique de collaboration est perçue comme incompatible avec la restauration de l'influence diplomatique et économique françaises en Russie. Le seul salut pour leurs intérêts perdus devient alors, dès le printemps 1918, le renversement du régime soviétique¹⁸⁹. De plus, la Russie se retire officiellement de la Grande Guerre après la signature de Brest-Litovsk, annulant un des seuls avantages que la France espérait soutirer d'une coopération avec les Bolcheviks. Enfin, il faut considérer que les décideurs français hésitent à causer un scandale public en collaborant avec un régime qui vient de déposséder leurs nationaux de plusieurs milliards de francs¹⁹⁰.

Nous pouvons donc établir que la décision d'intervenir en Russie provient surtout des milieux diplomatiques. Mais une question importante demeure : quel est le réel motif de l'intervention? Les raisons officielles avancées par la France semblent honorables: il faut rétablir le front est contre l'Allemagne, rapatrier les Tchécoslovaques, « aider la Russie à se

¹⁸⁵ Carley, *Revolution and intervention*, p. 47.

¹⁸⁶ Carley, « The Origins of the French Intervention », p. 422.

¹⁸⁷ *Ibid.*, p.438.

¹⁸⁸ *Ibid.*, p.423-426.

¹⁸⁹ Carley, *Revolution and intervention*, p. 55.

¹⁹⁰ *Ibid.*, p. 47.

relever et permettre aux peuples qui la composent de se donner un gouvernement [...] c'est toujours les droits qu'ont les peuples à disposer d'eux-mêmes que les Alliés défendent¹⁹¹ ». Voilà de belles intentions, mais s'agit-il du motif réel? D'une part, la question des Tchécoslovaques en Russie est effectivement importante pour la France, ce que nous approfondirons au chapitre trois, mais précisons dès maintenant que leur présence constitue plutôt un avantage imprévu qu'un motif d'intervention en soi. Elle facilite l'intervention française, mais ne la provoque pas. D'autre part, la question des droits des peuples semble beaucoup moins crédible. En effet, il n'est jamais question avant la prise de pouvoir bolchevik de soutenir l'indépendance des anciens territoires russes, ne serait-ce que celle de la Pologne¹⁹². C'est pourquoi ce prétexte ne peut pas être pris au pied de la lettre pour expliquer pourquoi la France intervient chez son ancienne alliée. Il faut chercher ailleurs : serait-ce pour des motifs purement militaires?

Il existe un débat historiographique à ce sujet, concernant la présomption selon laquelle l'intervention serait destinée à rétablir le front est contre l'Allemagne. Le général Pétain soutient, par exemple, dans une estimation particulièrement pessimiste, que le traité de Brest-Litovsk permet aux Allemands de transférer à l'Ouest « 40 ou 50 divisions et 300 batteries dans l'espace de trois mois ¹⁹³», soit des renforts en hommes et en artillerie de 40%. Certains historiens voient dans de telles déclarations une preuve que l'intervention est nécessaire pour la France, qui verrait autrement ses efforts de guerre contrecarrés par les Allemands. Mais une nuance essentielle s'impose. En effet, contrairement aux inquiétudes initiales, l'Allemagne ne transféra jamais l'entièreté de ses troupes en Russie vers le front occidental. En fait, seulement 5 des 53 divisions présentes à l'est sont déplacées, soit moins de 10% des effectifs¹⁹⁴. Parmi les raisons expliquant cette immobilité, il faut compter qu'après Brest-Litovsk, l'Allemagne doit occuper les zones qu'elle souhaite annexer ou exploiter puisque les Bolcheviks et les groupes russes nationalistes résistent à l'occupation. Cette occupation nécessite effectivement des

¹⁹¹ Façon, p.461.

¹⁹² Allain & Al., p.297.

¹⁹³ Jevakhoff, p. 239.

¹⁹⁴ Narotchnizky, p.33.

effectifs allemands considérables, étant donné l'immensité du territoire cédé par Brest-Litovsk et la désorganisation totale des systèmes de transport¹⁹⁵.

Mais plus intéressant encore, l'ambassadeur Noulens soulève qu'un rétablissement du front est serait même nuisible à la France si les Bolcheviks maintiennent le pouvoir. Cette déclaration peut paraître surprenante venant d'un interventionniste chevronné, mais son réalisme est incontestable. En effet, une extension de l'occupation allemande pousserait les factions anti-Bolcheviks de ces territoires à s'entendre avec les puissances centrales plutôt qu'avec l'Entente, cimentant un bloc hostile à l'influence française¹⁹⁶. L'historien russe Narotchnizky insiste d'ailleurs de manière très fervente que le prétexte militaire, « sous laquelle avait commencé l'intervention des puissances occidentales était injustifié, ainsi que l'était l'argument de la défense de la Russie contre la menace allemande, dont on s'était servi pour introduire des troupes des États de l'Entente sur le territoire russe »¹⁹⁷. De plus, le commandant en chef des forces alliées (le maréchal Ferdinand Foch) adresse en novembre 1918 des recommandations sur la poursuite de l'intervention, démontrant une volonté alliée d'élargir leur présence militaire en Russie bien après la fin du conflit avec l'Allemagne¹⁹⁸. Bref, très peu des forces allemandes sont redirigées à l'ouest et l'intervention se poursuit bien après la fin de la Grande Guerre. Comment peut-on affirmer dès lors que le rétablissement du front motive l'intervention? Décidément, les interprétations qui avancent que la France intervient en Russie pour des motifs militaires ne résistent pas à l'examen. Se pourrait-il alors que ce soit pour des motifs idéologiques?

Si cette dimension a été fréquemment pointée durant l'entre-guerre et durant la guerre froide comme responsable du conflit, son rôle demeure nuancé. Les élites européennes craignent effectivement que l'idéologie révolutionnaire des Soviétiques ne se diffuse chez eux et la diabolisent conséquemment : « The Soviet government intends to impose its doctrines and its methods on other nations and to establish everywhere a regime of anarchy, murder, and pillage... it was a struggle of civilisation against barbarism¹⁹⁹ ». Cette crainte peut être perçue comme

¹⁹⁵ Carley, *Revolution and intervention*, p. 37.

¹⁹⁶ *Ibid.*, p. 48.

¹⁹⁷ Narotchnizky, p. 34.

¹⁹⁸ Guins, p.430.

¹⁹⁹ Carley, « Episodes from the Early Cold War », p.1276.

particulièrement efficace en France, où l'exode rural, accentué durant la guerre, rend les arguments bolcheviks attrayants à la classe ouvrière française, de plus en plus nombreuse²⁰⁰.

Il faut d'ailleurs avouer que, brièvement, les Bolcheviks semblent capables de pousser certains pays occidentaux à la révolution, soutenant les insurrections armées à Berlin, Munich et Budapest en 1919²⁰¹. Ces rébellions sont toutes réprimées dans le sang, mais elles marquent néanmoins les mentalités européennes et font craindre une diffusion du communisme. Naturellement, les élites françaises sont particulièrement opposées à l'idéologie soviétique, une perception visible dans la correspondance des milieux diplomatiques et gouvernementaux. Noulens soutient par exemple que « any force Trotsky succeeded in forming would only serve as an instrument of domestic oppression and a weapon of class war²⁰² », discréditant toute coopération dès l'apparition du nouveau régime. Pourtant, cette opposition idéologique représente fondamentalement des éléments économiques. En effet, le bolchévisme est terrifiant aux élites françaises, essentiellement en raison de ses politiques économiques : répudiations, nationalisations, expropriations, redistribution, dépossession des classes aisées. Autrement dit, la crainte de voir cette idéologie se répandre reflète, essentiellement, l'inquiétude que les politiques économiques des Soviétiques se diffusent soit en France, soit dans les autres pays où leurs capitaux sont investis. L'exemple russe ne fait que confirmer cette perception pour plusieurs Français, qui voient leurs avoirs étrangers compromis. Il semble donc que l'inquiétude d'une révolution en France est moins importante que la crainte de voir les intérêts économiques nationaux compromis à l'étranger. Pourrait-on alors soutenir que le motif économique est central dans la décision d'intervenir?

Comme nous l'avons vu, la France avait une position tellement privilégiée en Russie qu'elle pouvait même dicter certaines des politiques économiques tsaristes, comme lors de l'emprunt d'avril 1906. Laisser le pouvoir à un régime russe opposé aux intérêts français, ou à un régime qui avantagerait une autre puissance européenne, est donc fondamentalement incompatible avec la politique française. Cela explique pourquoi certains auteurs y voient l'évidence d'une expédition quasi coloniale, où la France cherche à défaire les Bolcheviks afin

²⁰⁰ Asselain, p.27.

²⁰¹ Fontaine, p.44-45.

²⁰² Carley, *Revolution and intervention*, p. 48.

de protéger sa sphère d'influence économique²⁰³. L'ambassadeur Noulens lui-même insiste que la France doit intervenir non seulement pour sauvegarder ses intérêts nationaux, mais aussi pour empêcher que les Anglais et les Américains ne volent leur position d'influence en Russie. « Déjà les accords considérables qu'ils ont faits, correspondent à des demandes adressées à leur industrie, d'où un courant d'échanges dont ils bénéficieront après la guerre. Je souhaite que la France suive cet exemple²⁰⁴ ».

Reprenant les opinions de Noulens, le Quai d'Orsay soutient de manière explicite que la politique française en Russie vise deux objectifs : d'une part protéger les intérêts économiques français, et d'autre part d'encourager l'organisation de groupes favorables à la reconstitution d'un État russe fort, où l'influence diplomatique et économique française serait restituée²⁰⁵. Ainsi, autant dans les appels de Noulens que dans les objectifs de Quai d'Orsay, ce ne sont ni des objectifs militaires, ni idéologiques, mais bien économiques qui sont recherchés. Le motif économique peut également expliquer l'inflexibilité française et l'absence de dialogue avec les Soviétiques. En effet, la France ne peut être conciliante envers la Russie sans poser un précédent pour les autres États qui lui sont fortement endettés, dont le Mexique et la Chine, qui pourraient facilement être incités à suivre l'exemple russe²⁰⁶. Considérant les immenses intérêts français en Russie et la volonté générale de les préserver, il devient crédible que ce sont bien les facteurs économiques qui constituent le motif principal de l'intervention.

Nous avons exposé comment la France s'est investie à tous les niveaux chez son alliée tsariste dans les trente années précédant la révolution. Les immenses prêts consentis par les institutions françaises à l'État russe ouvrent la voie à de nombreuses attaches subséquentes. Les grandes villes empruntent aux Français pour moderniser leur infrastructure urbaine et le développement du réseau ferroviaire russe n'aurait jamais été possible sans l'apport du capital français. Quant au secteur privé, la France a pu accaparer le contrôle de branches entières de l'économie russe, particulièrement aux niveaux industriels et bancaires. Mais lorsque la

²⁰³ Munholland, p. 43-44.

²⁰⁴ MAE, Série Z, URSS 1918-1929, Volume 378, télégramme de Noulens concernant les objectifs économiques en Russie du nord, 27 octobre 1918, p. 248.

²⁰⁵ Carley, « The Origins of the French Intervention », p.423.

²⁰⁶ Stanislas Jeannesson, « La difficile reprise des relations commerciales entre la France et l'URSS (1921-1928) », *Histoire, économie et société*, 2000, n°3, p. 414. [En ligne], URL: www.persee.fr/doc/hes_0752-5702_2000_num_19_3_2126

révolution d'Octobre permet aux Bolcheviks d'accéder au pouvoir, tous ces investissements sont compromis. Les décrets successifs publiés par le gouvernement soviétique répudient les dettes d'État, nationalisent l'industrie et les banques, dénoncent la propriété privée, restreignent le commerce et lèsent gravement les ressortissants français. De plus le démembrement de l'Empire, accentué par les clauses désastreuses du traité de Brest-Litovsk, pose des problèmes majeurs à la France.

Poussé par ses milieux diplomatiques belliqueux, le gouvernement français décide ainsi d'abandonner l'idée d'une collaboration avec les Bolcheviks et choisit d'intervenir militairement dans l'ancien Empire. Si les motifs militaires, idéologiques et économiques ont tous eu une influence relative auprès des dirigeants français, leur poids est inégal. Les motifs militaires perdent de leur crédibilité après Brest-Litovsk et deviennent invalides après l'armistice franco-allemand. Quant au facteur idéologique, s'il a bien eu une influence, il demeure lié à la question économique, car ce sont surtout les positions économiques de l'idéologie soviétique qui suscitent l'aversion occidentale. L'économie demeure alors le seul motif crédible pour expliquer l'intervention: la France perd presque tout ce qu'elle possède en Russie lors des révolutions et ne peut tolérer les réformes radicales du nouveau régime. Ce mémoire appartient au courant qui perçoit le motif d'intervention comme économique: ce sont les réformes bolcheviks qui poussent la France à intervenir avec ses alliés, soutenir les Blancs et imposer un blocus aux régions soviétiques²⁰⁷.

Face à cette constatation, il devient fascinant d'étudier non seulement l'action du gouvernement français, mais également celle des milieux privés lésés par le changement de régime. Ainsi, dans le deuxième chapitre, notre étude cherchera à approfondir la nature et l'impact de la pression que ces milieux exercent avant et durant l'intervention. De nombreuses questions émergent à ce sujet. Quelle est la réaction des milieux privés français face aux décrets bolcheviks? Quelle influence exercent-ils sur le gouvernement français et quels phénomènes limitent cette pression? Ont-ils un rôle concret dans l'intervention militaire en Russie? Parviennent-ils, au bout du compte, à sauvegarder une part de leurs intérêts?

²⁰⁷ Carley, « Episodes from the Early Cold War », p. 1275.

Chapitre 2. La pression des milieux privés et la réaction gouvernementale.

Face à la révolution d'Octobre et aux politiques économiques des Bolcheviks, les grands investisseurs français se retrouvent dépossédés de leurs avoirs russes, mais désormais réunis dans une cause commune. Liés par leur infortune, ils se rassemblent alors en groupes d'intérêts et exercent une pression pour obtenir la protection de l'État. Parfois, l'aide demandée est mineure et le gouvernement y consent, surtout lorsqu'elle requiert un minimum de financement. L'ambassadeur Noulens conseille, par exemple, au ministre des Affaires étrangères Stephen Pichon de subventionner l'Institut français de Petrograd, qui mène une propagande dans les milieux intellectuels russes²⁰⁸. À d'autres occasions, l'aide demandée est considérable et provient des géants industriels et bancaires. Plutôt qu'un soutien mineur, on demande alors du gouvernement une action diplomatique et parfois militaire, afin de préserver l'influence française et les intérêts accumulés par trois décennies de pénétration économique.

Vu l'importance et la puissance des milieux privés français en Russie, le présent chapitre se penchera sur leurs moyens de pression, leur rassemblement dans une institution unique et la réaction étatique à leur égard. Plusieurs questions dirigeront notre raisonnement. Quels sont les groupes qui se liguent ainsi et quelles formes de pression tentent-ils d'exercer sur le gouvernement? En revanche, quelles limites restreignent ce dernier dans l'aide qu'il peut accorder aux milieux privés? Au final, comment les dirigeants français répondent-ils aux nombreuses revendications qui sont avancées? Pour répondre à ces questions, nous devons d'abord examiner comment les grands investisseurs se réunissent.

2.1 Regroupement et pression des milieux privés

Ces derniers sont déjà en contact étroit en Russie avant la révolution. Comme nous l'avons vu, ils ont même tendance à collaborer entre compétiteurs pour accroître la position d'influence de la France et s'assurer des bénéfices mutuels. C'est pourquoi, naturellement, ils se

²⁰⁸ MAE, Série Z, URSS 1918-1929, Volume 378, télégramme de Noulens à Pichon, 19 juin 1918, p. 71.

consultent encore davantage après la révolution d'Octobre. Examinons tout d'abord le cas des milieux industriels, puis celui des milieux bancaires.

Deux grands groupes réunissent déjà les industriels des centres urbains russes avant la guerre, soit le Bureau industriel de Moscou (BIM) et le Bureau industriel de Petrograd (BIP), subventionnés par les industries françaises locales. Ces dernières ayant vu leurs avoirs saisis ou nationalisés, elles ne possèdent plus les moyens pour financer les deux bureaux. Le président du BIM, Pierre Darcy, jouit d'une influence réputée en France²⁰⁹. C'est pourquoi il écrit directement au Quai d'Orsay, en demandant une subvention importante pour permettre à l'institution de survivre, une démarche que le BIP s'empresse d'imiter²¹⁰. Ces bureaux font valoir leur rôle de protecteurs des intérêts industriels français et insistent sur leur utilité pour la préservation de l'influence nationale en Russie²¹¹.

Pour accroître encore le poids de leurs revendications, le BIM et le BIP rejoignent ensuite l'Association des entreprises industrielles françaises établies en Russie (AEIFR). Il s'agit du plus important collectif d'industriels français de l'ancien Empire, à laquelle des géants comme Schneider, ou la Société des forges et aciéries du Donetz, sont affiliées²¹². Dirigée par Édouard Grüner, que nous présenterons bientôt, l'AEIFR établit un contact étroit avec le Ministère des Affaires étrangères et milite en faveur d'une action interalliée destinée à défendre leurs industries. Plus précisément, l'Association demande au gouvernement une aide financière directe, une protection diplomatique, ainsi que le regroupement de tous les intérêts français au sein d'une institution unique. Bien conscients qu'ils ne peuvent défendre leurs intérêts seuls, les milieux industriels espèrent lier, par cette démarche, leurs revendications à celles des milieux bancaires et commerciaux. Mais naturellement, les dirigeants français hésitent : un tel regroupement pourrait-il se retourner contre eux ? Que faire si les milieux industriels, bancaires et populaires exigent, une fois réunis, que l'État assume le paiement du coupon russe ou la responsabilité des indemnités ?

²⁰⁹ *Ibid.*, Volume 575, note de la Direction des affaires politiques et commerciales pour le cabinet du ministre, juillet 1918, p. 132-133.

²¹⁰ *Ibid.*, « Demande d'une allocation en faveur du Bureau industriel français de Petrograd » (signé Grüner), p. 164.

²¹¹ *Ibid.*

²¹² *Ibid.*, lettre de Grüner à Pichon, [date illisible], p. 119.

Mais ces hésitations s'atténuent face à la pression croissante des milieux privés, qui augmente drastiquement lorsque les grandes banques s'ouvrent au projet. Pour ces dernières, particulièrement lésées par les réformes soviétiques, le projet de regroupement semble prometteur. Ils secondent alors les milieux industriels et déploient leur influence pour attirer la sollicitude du gouvernement. Un des cas les plus marquants concerne la Banque russo-asiatique, qui perd 90% de ses avoirs du jour au lendemain²¹³. Les dirigeants de la banque se tournent vers le gouvernement français, soulignant l'importance de la BRA pour l'influence nationale en Extrême-Orient. Ils usent d'un outil de pression très efficace, alertant le Quai d'Orsay que des représentants des autres grandes puissances rachètent les actions de la banque et menacent le contrôle français sur l'institution. Par exemple, ils informent le gouvernement, en juin 1918, que le groupe allemand Stakeieff a racheté une importante part d'actions et que les Alliés, surtout les Anglais, cherchent à les imiter²¹⁴. Ce genre d'argument devient récurrent dans la correspondance entre la banque et le gouvernement français, qui perçoit longtemps les Bolcheviks comme des agents de l'Allemagne, voués à accomplir les desseins de leurs maîtres²¹⁵. À cette crainte s'ajoutent les renseignements des envoyés militaires, dont Martel à Pékin, qui rapporte à Pichon que les porteurs français de la banque sont dépossédés en Chine, vu l'impuissance de l'institution à résister²¹⁶.

Ces arguments attirent rapidement l'attention des dirigeants français, qui font participer la banque dans l'élaboration de leur politique étrangère. Le 24 juin 1918, Nicholas Raffalovich, membre éminent de la BRA, rapporte ainsi à son président qu'il a été convoqué à une commission interministérielle²¹⁷. Cette réunion, qui tente d'orienter l'action française en Russie, combine les représentants du Mouvement général des fonds, du Ministère de la Guerre et du Ministère des Affaires étrangères, du sous-secrétaire d'État aux finances et du Président du Conseil²¹⁸. Raffalovich y alerte le gouvernement des conséquences d'un affaiblissement de la BRA pour l'influence française en Russie et en Extrême-Orient. Les représentants ministériels, bien conscients du rôle vital de la banque, assurent alors Raffalovich de leur soutien. Ils lui promettent que le gouvernement perçoit les questions liées à la BRA « comme fort importantes

²¹³ Carley, «From Revolution to Dissolution », p. 724.

²¹⁴ MAE, Série Z, URSS 1918-1929, Volume 575, télégramme confidentiel de Raffalovich à Raindre (BRA), 21 juin 1918, p. 110.

²¹⁵ *Ibid.*, p. 113.

²¹⁶ *Ibid.*, télégramme de Martel à Pichon, 7 avril 1918, p. 50.

²¹⁷ *Ibid.*, télégramme « confidentiel » de Raffalovich à Raindre (BRA), 21 juin 1918, p. 108.

²¹⁸ *Ibid.*

et urgentes et comme nécessitant une collaboration étroite de tous les instants entre les organes gouvernementaux et les représentants de la Banque. [...] Le gouvernement désire ostensiblement une action nette et énergique²¹⁹ ». Mais ces promesses d'aide ne sont pas désintéressées pour le Quai d'Orsay. En effet, ce dernier espère employer la banque comme outil, autant pour vaincre les Bolchéviks en Russie que pour pousser l'influence française en Extrême-Orient. Nous reviendrons à ce point sous peu.

La BRA n'est d'ailleurs pas seule, car les autres géants financiers pétitionnent le gouvernement pour obtenir une protection similaire. Initialement plus hésitants à s'allier en raison de leurs intérêts parfois divergents, les grands banquiers voient toutefois un avantage définitif à regrouper les intérêts français au sein d'une institution unique. En effet, théoriquement plus influentes que les milieux industriels ou commerciaux, les banques pourraient facilement orienter les travaux du futur organisme selon leurs propres intérêts, en priorisant notamment leurs vues sur celles de l'AEIFR, ou même sur celles de la masse de petits porteurs lésés. C'est pourquoi les plus grandes banques parisiennes, dont la BUP, Paribas, le Crédit lyonnais, la Société générale et le Comptoir national d'escompte, se montrent rapidement favorables au projet²²⁰.

Plusieurs associations influentes soutiennent ensuite la démarche, dont la Chambre syndicale des agents de change, la Chambre syndicale des banquiers en valeurs au comptant et en valeurs à terme, les Chambres de commerce françaises de France et de Russie, ainsi que l'Office national du commerce extérieur et l'Office national des valeurs mobilières (ONVM)²²¹. Ce dernier, auparavant connu comme l'Association nationale des porteurs français de valeurs étrangères (ANPFVE)²²², exerce une influence particulière, car il existe, en principe, pour assurer « la défense des porteurs français de valeurs étrangères dont le service est suspendu ou seulement compromis²²³ ». Conséquemment, lorsque la répudiation officielle est annoncée, l'organisme se voit pétitionné par des dizaines de milliers d'épargnants, qui exigent une protection de l'Office et

²¹⁹ *Ibid.*, p. 111-113.

²²⁰ Carley, *Revolution and intervention*, p.89-94.

²²¹ MAE, Série Z, URSS 1918-1929, Volume 575, note de l'ONVM intitulée « sur la création d'un Comité de protection des intérêts français engagés en Russie », 22 janvier 1918, p. 11.

²²² Raphaël Baumard (dir.), « Association nationale des porteurs français de valeurs mobilières (1857-2002), Archives Nationales du Monde du Travail, Roubaix, 2017, [En ligne], URL : http://www.archivesnationales.culture.gouv.fr/camt/fr/egf/donnees_efg/206_AO+2004_039/2004_039_INV.pdf

²²³ MAE, Série Z, URSS 1918-1929, Volume 575, note de l'ONVM intitulée « sur la création d'un Comité de protection des intérêts français engagés en Russie », 22 janvier 1918, p. 7.

de l'État. L'ONVM demande alors aux dirigeants français de ne pas seulement soutenir, mais de diriger et orienter le regroupement des intérêts privés, afin d'éviter l'éparpillement de leur action. L'Office soutient même qu'il faudrait coordonner les opérations privées avec « les Agents diplomatiques, les Chargés de Missions et les personnalités que le Gouvernement Français emploie, ou emploiera, pour la propagande en Russie, les Chambres de Commerce et tous autres organismes officiels ou privés²²⁴ ». Autrement dit, les milieux industriels, bancaires et commerciaux s'allient dans une revendication commune. Ils exigent leur rassemblement au sein d'une institution unique, soutenue diplomatiquement et logistiquement par le gouvernement et bénéficiant d'un statut officiel.

2.2 La Commission générale de protection des intérêts français en Russie

Face à cette pression croissante, le gouvernement est contraint de prendre position. Il engage des entrevues officieuses avec les milieux privés dès janvier 1918, tenues au Ministère des Affaires étrangères et au Ministère des Finances²²⁵. Ces réunions cherchent à élaborer les meilleurs moyens pour organiser la défense des intérêts français en Russie et concluent qu'il ne faut pas tarder à rassembler l'entière des requérants dans une Commission unique, ne serait-ce que pour rassurer et canaliser l'opinion publique.

Ainsi prend forme la Commission générale de protection des intérêts français en Russie (CGPIFR), également connue comme sous le nom de « Commission Verneuil », selon le nom de son président que nous présenterons sous peu. Regroupant la majeure part des investisseurs français, elle inclut des personnalités industrielles et financières extrêmement influentes, autant en Russie qu'en France²²⁶. Elle se divise en trois sous-groupes: l'AEIFR, qui représente les milieux industriels; un consortium financier, qui représente les grandes banques; et enfin, un groupe commercial dirigé par Charles David-Mennet, le président de la Chambre de commerce française de Paris²²⁷. L'AEIFR, que nous avons déjà présenté, est dirigé par M. Grüner, administrateur et Directeur général de la Société des minerais de fer de Krivoï-Rog. Puissant industriel, il bénéficie d'importants appuis politiques, dont celui du ministre des Armements

²²⁴ *Ibid.*, p. 11.

²²⁵ *Ibid.*, p. 8.

²²⁶ Jeannesson, p. 414.

²²⁷ Carley, *Revolution and intervention*, p.91.

Louis Loucheur, qui devient très proche de l'association. Quant au consortium financier, on y retrouve tous les noms connus : la BUP, Paribas, le Crédit lyonnais, la Société générale, le Comptoir national d'escompte, la BRA, ainsi que la plupart des institutions mineures. André Bénac, ancien directeur du Mouvement des fonds et bras droit du ministre des Finances, dirige ce collectif. Personnage très influent, « Bénac also sat as a member of the boards of directors of the Banque de Paris et Pays-Bas, the Société générale and the Banque Russo-Asiatique²²⁸ ». Il est une des voix les plus influentes au sein de la Commission et impose souvent ses vues sur l'orientation des travaux. Enfin, l'association commerciale de David-Mennet rassemble de nombreux entrepreneurs français et russes, mais ne peut espérer exercer la même influence que les deux premiers groupes. Ses intérêts sont donc souvent soumis aux volontés industrielles et bancaires de la CGPIFR, qui se partagent le pouvoir décisionnel.

Or, dans son projet de constitution officiel, publié en juillet 1918²²⁹, la Commission se donne la mission de défendre les biens et intérêts français dans tous les territoires de l'ancien Empire russe, ainsi que d'analyser les mesures les plus efficaces pour conserver ou revendiquer ces avoirs. Créée théoriquement pour protéger autant les grands investisseurs que l'énorme masse de petits épargnants, la Commission doit aussi agir comme agence de renseignements en vue d'une «action éventuelle» contre la Russie²³⁰. Plus précisément, elle s'informe de l'état des placements français dans l'ancien Empire et cherche à obtenir des détails sur les conséquences financières des réformes soviétiques. Dans les mots de l'ONVM, « on posséderait ainsi une sorte de cahier de réclamation, préparé à l'avance et destiné à être utilisé lorsque la situation permettra d'intervenir efficacement²³¹ », soit lorsque les Bolcheviks seraient renversés.

Si le gouvernement se montre favorable à la création de la Commission et contribue même à organiser ses membres, il dissimule toutefois ses vraies intentions. Les dirigeants français, qui souhaitent éviter toute responsabilité auprès des porteurs, craignent effectivement qu'un refus de rassembler les milieux privés ne pousse ces derniers à se grouper en plus petites

²²⁸ *Ibid.*, p.91-93.

²²⁹ MAE, Série Z, URSS 1918-1929, Volume 575, communication no.1 de la CGPIFR signée par Verneuil, juillet 1918, p. 135-136.

²³⁰ *Ibid.*, note de l'ONVM intitulée « sur la création d'un Comité de protection des intérêts français engagés en Russie », 22 janvier 1918, p. 8.

²³¹ *Ibid.*, p. 11.

associations, qui échapperaient alors à l'influence gouvernementale²³². Ces derniers seraient alors portés à mener une « politique de surenchère » de demandes de plus en plus drastiques envers l'État. Ainsi, « both sides had need of the other to prevent the emergence of rival defence committees which would jeopardize their respective, but somewhat contradictory interests²³³ ». De plus, le ministre des Finances soutient qu'un chapeautage par l'État augmenterait la confiance populaire dans la Commission et encouragerait les derniers réticents à s'y joindre. En effet, certains grands investisseurs sont toujours hésitants «à confier la composition de leur portefeuille à une Commission dont leurs concurrents font partie, alors qu'ils déposeront volontiers entre les mains de fonctionnaires publics des déclarations sincères et complètes²³⁴ ».

Néanmoins, le gouvernement ne prévoit pas se faire lier les mains par les revendications de la Commission ou la laisser déterminer unilatéralement la politique sur la Russie. Afin de s'assurer que son influence sera respectée, il se réserve le choix du président et désigne Maurice de Verneuil pour le poste. Ce dernier, syndic honoraire de la Compagnie des agents de change de Paris, est également un des principaux responsables de la large diffusion des emprunts tsaristes dans le public français²³⁵. Sa nomination est critiquée par plusieurs pour cette raison, ce que nous aborderons sous peu. En contrepartie du choix de président, le gouvernement concède aux dirigeants des trois sous-groupes d'importants rôles. Grüner, Bénac et David-Mennet sont ainsi nommés vice-présidents de la Commission, tout comme Paul Boivin-Champeaux, vice-président du Sénat et membre du Conseil général de l'ONVM²³⁶. Plusieurs autres personnalités réputées sont ensuite comprises dans l'administration du nouvel organisme, provenant des milieux bancaires, industriels, politiques et juridiques.

Précisions que la création de la CGPIFR répond aussi à de nombreuses demandes du public, particulièrement celles concernant le paiement du coupon russe. Nous avons d'ailleurs observé, au premier chapitre, comment de très nombreux petits et moyens épargnants français ont vu leurs économies dirigées, qu'ils l'aient su ou non, vers des titres et des fonds russes. C'est

²³² Carley, *Revolution and intervention*, p.97.

²³³ *Ibid.*

²³⁴ MAE, Série Z, URSS 1918-1929, Volume 575, lettre de Klotz à Pichon, 27 juillet 1918, p. 151.

²³⁵ Carley, *Revolution and intervention*, p.91.

²³⁶ MAE, Série Z, URSS 1918-1929, Volume 575, communication no.1 de la CGPIFR signée par Verneuil, juillet 1918, p. 138.

pourquoi la revendication la plus fréquente publique concerne naturellement le paiement des coupons. Sur ce point, plusieurs porteurs insistent que le gouvernement, promoteur de la diffusion des emprunts russes dans le public, doit être tenu responsable. On exige alors qu'il assume le paiement des intérêts du coupon aux rentiers, jusqu'au remplacement des Bolcheviks par un régime « d'ordre »²³⁷. Phénomène intéressant, ce n'est pas la première fois que la France se trouve dans une telle situation, mais bien la troisième. En effet, en 1843 le gouvernement portugais de Dona Maria avait répudié les emprunts de Dom Miguel et, en 1867, le Mexique de Juarez refusa de payer la dette de Maximilian. La France consentit à payer 50% des montants investis au Mexique à ses nationaux et assumer le paiement du coupon²³⁸. Ce faisant, elle reconnaissait son devoir moral sur la dette de Maximilian et posait un important précédent juridique pour les répudiations soviétiques.

Les travaux de Kim Oosterlinck démontrent d'ailleurs qu'en raison de ce précédent, les attentes d'un remboursement par l'État sont beaucoup plus élevées en France que chez les autres Alliés²³⁹. Nous avons également mentionné que la France assumait déjà le paiement du coupon russe depuis les premières années de la Grande Guerre, vu l'incapacité financière de son alliée. Les investisseurs français s'habituent, conséquemment, à voir leur gouvernement effectuer les versements du coupon russe pendant trois ans, cimentant d'autant plus leur confiance dans la sécurité de ces fonds et dans la responsabilité gouvernementale à leur égard²⁴⁰. C'est pourquoi lorsque les rumeurs de répudiation gagnent en intensité, le gouvernement accepte de payer le coupon pour janvier 1918, afin d'éviter une panique au sein de la population²⁴¹. Face à l'opinion publique, il doit même renouveler la démarche en février et offrir de nouvelles concessions en septembre²⁴². Il énonce cependant clairement que ces mesures ne peuvent être permanentes, vu que leur montant s'ajoute à la dette française, déjà lourdement débitrice aux autres puissances de l'Entente.

²³⁷ Oosterlinck, p. 2-15.

²³⁸ *Ibid.*, p. 3.

²³⁹ *Ibid.*, p.1-37.

²⁴⁰ *Ibid.*, p. 10.

²⁴¹ MAE, Série Z, URSS 1918-1929, Volume 575, note de l'ONVM « sur la création d'un Comité de protection des intérêts français engagés en Russie », 22 janvier 1918, p.2.

²⁴² Oosterlinck, p. 11.

Les Ministères français sont alors assaillis par des milliers de lettres de particuliers, de journalistes et de députés, qui exigent de connaître les mesures que l'État implantera²⁴³. Souvent laissés sans réponse, les épargnants imitent alors les milieux industriels et bancaires et se regroupent dans une série d'associations. « L'Union des Français de Russie mobilisés » rallie par exemple les citoyens français habitant en Russie et exige (en vain) qu'on accorde à ces derniers un traitement similaire à celui des Alsaciens-Lorrains²⁴⁴. La plus influente de ces associations de particuliers, la « Ligue nationale des revendications françaises en Russie » (LNRFR), gagne même un statut semi-officiel. Fondée le 21 janvier 1919, la Ligue a l'objectif initial de faire pression sur le gouvernement en faveur des petits porteurs²⁴⁵. S'attirant un vaste soutien, la LNRFR obtient des appuis importants à la Chambre des députés, qui fait pression à son tour sur les dirigeants pour subventionner l'organisme²⁴⁶. Elle sera dès lors employée par le gouvernement à ses propres fins, ce que nous exposerons sous peu.

Nous constatons ainsi que les milieux industriels, financiers, commerciaux et même populaires ceux des petits porteurs se liguent pour regrouper leurs revendications et obtenir une protection de l'État. Face à ces exigences, le gouvernement choisit de soutenir le projet et de contrôler l'entité de l'intérieur. Il peut ainsi orienter ses travaux vers une action en Russie, plutôt que de devenir la cible des revendications populaires les plus pressantes. Ses possibilités d'action sont toutefois limitées par une série de facteurs, qu'il convient de soulever.

2.3 Les limites de l'action gouvernementale

Quelques questions nous guideront. En effet, comment l'opinion publique, au-delà des porteurs et des investisseurs perçoit-elle l'intervention gouvernementale en Russie? Quelle est l'importance des courants de pensée qui influencent alors les mentalités européennes? Qu'en est-il de la peur de la « contamination révolutionnaire »? Comment le gouvernement réagit-il à l'opinion publique et dans quelle mesure modifie-t-il ses politiques pour y répondre?

²⁴³ MAE, Série Z, URSS 1918-1929, Volume 575, note de l'ONVM « sur la création d'un Comité de protection des intérêts français engagés en Russie », 22 janvier 1918, p.1.

²⁴⁴ *Ibid.*, Volume 578, note de l'UFRM remise au MAE, mai 1919, p. 40-41.

²⁴⁵ *Ibid.*, Volume 577, statuts de la LNRFR, janvier 1919, p.67.

²⁴⁶ *Ibid.*, lettre de la chambre des députés remise à Pichon, 11 avril 1919, p.256-257.

L'opinion publique française, et particulièrement parisienne, est le premier facteur qui limite l'action gouvernementale envers les milieux privés. Sur ce point, une comparaison des journaux de droite et de gauche révèle une importante dichotomie sur les questions concernant l'intervention et la politique à suivre en Russie. Dans la presse de droite, on remarque une insistance soutenue pour une action gouvernementale « énergique », destinée à récupérer les avoirs français perdus. Ces journaux exigent parfois l'envoi de troupes, comme *L'Écho de Paris* qui insiste, en octobre 1918, que même une petite force précipiterait des désertions en masse dans l'Armée rouge et entraînerait la chute du régime²⁴⁷.

Évidemment, de tels scénarios optimistes répondent davantage à l'image donnée de l'Armée rouge par la propagande française qu'à une véritable connaissance militaire de la situation. La presse de droite poursuit néanmoins cette campagne, justifiant de son mieux une intervention à grande échelle. *Le Débats* publie un article particulièrement virulent en mai 1918, insistant sur le « droit qu'ont les Alliés, et la France en premier lieu, d'assumer le rôle de liquidateurs du chaos russe. [...] Toute la solution de principe du problème russe est contenue dans cette formule : intervention directe, immédiate et suivie de tous les Alliés²⁴⁸ ». D'autres avancent le prétexte humanitaire d'une intervention, avec le thème récurrent d'une « régénération » de la Russie. *Le Figaro*, citant une entrevue de l'Agence Reuters, écrit par exemple en novembre 1918 qu'il est nécessaire d'intervenir en Russie pour le bien de son peuple : « [Elle] ne possède pas un seul parti qui soit assez puissant pour entreprendre sa régénération. Il faut à la Russie une aide du dehors²⁴⁹ ».

Parfois cette rhétorique de vouloir « aider » le peuple russe est même étendue aux États limitrophes de la Russie. *Le Temps* écrit ainsi en mars 1919 que le gouvernement doit intervenir dans les États de l'Europe centrale afin de « les mettre d'accord, les renforcer, faire d'eux les remparts de la civilisation et les piliers de l'ordre nouveau²⁵⁰ ». D'autres journalistes, plus modérés, préfèrent soutenir les anti-bolcheviks régionaux plutôt que de déployer des troupes françaises. *Le Temps* écrit, en octobre 1918, qu'il est essentiel de grouper, armer et entraîner les nationalistes polonais : « la Pologne est une base toute prête pour la politique des alliés.

²⁴⁷ « L'intervention nécessaire », *Écho de Paris*, Paris, 24 octobre 1918.

²⁴⁸ « Dans la tourmente bolcheviste : comment relever la Russie? », *L'Éclair*, Paris, mai 1918.

²⁴⁹ « Intervention en Russie », *Le Figaro*, Paris, 26 novembre 1918.

²⁵⁰ « Traiter avec les Bolchevistes? », *Le Temps*, Paris, 29 Mars 1919.

Qu'attend-on?²⁵¹». Le *Débats* reprend cette idée, insistant que le gouvernement a le « devoir » de soutenir les anti-bolcheviks de la Pologne et des États Baltes : « ils commettraient un crime irréparable en ne pas envoyant immédiatement en Pologne, en Estonie, en Lituanie le matériel de guerre devenu inutile ici²⁵² ». Autrement dit, pour la presse de droite il ne doit y avoir aucune hésitation. Ils avancent la vision d'un régime soviétique hostile aux principes fondamentaux de la République, qu'il faut éradiquer par une action interalliée concertée. Qu'importe que ce soit par une intervention directe ou par le soutien aux anti-bolcheviks locaux, il faut réaffirmer les « droits » français violés, vaincre les barbares et sauver le peuple russe de la tyrannie.

Il en va tout autrement pour les journaux de gauche et d'extrême-gauche comme l'*Humanité*, l'*Oeuvre* ou le *Populaire*, qui s'opposent fortement à l'intervention. Un des thèmes principaux de leurs articles concerne la légitimité et la légalité de la guerre. *L'Humanité* dénonce ainsi la notion de reconstituer le front oriental contre les Allemands depuis longtemps: « Aujourd'hui que l'Allemagne a mis à bas les armes, ce prétexte [ne] tient plus²⁵³ ». Ces journaux déplorent aussi que la simple présence des forces expéditionnaires contrevient aux lois françaises, vu l'absence d'état de guerre officiel avec la Russie et la récente déclaration de démobilisation. On insiste que les troupes françaises n'ont plus de raison d'être en Russie, où les populations leur sont ouvertement hostiles.

« Si nous restons, malgré tout, dans les ports du nord et en Sibérie, c'est l'aveu implicite que nous tenons à garder en Russie des têtes de ponts et des têtes de lignes, et que nous voulons contrôler le transsibérien; si nous restons en Ukraine, c'est donc que nous voulons mettre la main sur le bassin du Donetz où nos capitalistes français ont évidemment de gros intérêts. Mais agir ainsi, c'est tenir la Russie en tutelle, c'est la traiter en colonie d'exploitation²⁵⁴ ».

Les journaux de gauche critiquent également la perception conférant à l'intervention des buts humanitaires, démocratiques ou désintéressés. Par exemple, l'*Oeuvre* dénonce en octobre 1918 l'argument wilsonien utilisé par la presse de droite, selon lequel la France souhaite

²⁵¹ « Le problème russe subsiste », *Le Temps*, Paris, 25 décembre 1918.

²⁵² « Fronts de Russie », *Le Temps*, Paris, 13 décembre 1918.

²⁵³ « La guerre de Russie », *L'Humanité*, Paris, 16 novembre 1919.

²⁵⁴ « L'Entente doit retirer ses troupes : leur présence ne servirait que des intérêts particuliers », *L'Humanité*, Paris, 2 février 1919.

simplement rendre aux Russes la liberté de disposer d'eux-mêmes. Le journal écrit ironiquement : « C'est trop gentil. Nous allons recommencer la guerre pour apprendre aux Russes l'art et la manière d'être vraiment libres, car ils n'ont pas idée de ce que c'est. Ainsi Torquemada faisait rôti les hérétiques par bonté d'âme, à seule fin d'assurer leur salut éternel²⁵⁵ ». Ce débat sur l'auto-détermination demeure d'ailleurs récurrent, autant dans la presse de droite que de gauche, bien que tous deux en aient des conceptions très différentes.

Les mutineries françaises du printemps 1919, quant à elles, causent naturellement beaucoup de remous dans la presse non-interventionniste. Ces révoltes sont vécues différemment pour les soldats du nord et du sud, mais les revendications des mutins sont similaires : refus de se battre alors que l'armistice est signé et « prise de conscience par les soldats de l'opposition du Parlement et de l'opinion publique, avide de paix, à toute intervention en Russie²⁵⁶ ». En juin 1919 l'*Humanité* défend d'ailleurs les mutins de la mer Noire, qui ont refusé de braquer les canons de la marine sur « les villes d'un pays auquel notre gouvernement n'avait pas déclaré la guerre. Ils ont agi conformément à la Constitution qui régit la France. Ils ont su rester fidèles à la loi de leur nation²⁵⁷ ». D'autres questions émergent lorsque le public prend conscience que les Soviétiques se sont montrés ouverts aux négociations et que c'est plutôt la France qui est inflexible. Le 5 février, on apprend ainsi les positions conciliatrices des Bolcheviks, qui insistent qu'ils sont prêts à concéder d'importants sacrifices à la France sur la question des emprunts et même à envisager « des concessions minières, forestières et autres à des ressortissants des Puissances de l'Entente [et même] l'examen d'annexions éventuelles de territoires²⁵⁸ ».

Peu importe la sincérité de ces concessions, l'opinion de gauche s'enflamme alors, car comment imaginer des positions plus conciliantes? *L'Humanité* déplore la fermeture française et insiste que la répudiation aurait été sans effet pour la majorité des épargnants si la France avait choisi de négocier. Le journal soutient que le plan soviétique originel prévoyait que les porteurs de moins de 10 000 roubles auraient simplement vu leurs titres convertis en ceux du « nouvel emprunt de la République des Soviets » et que même les porteurs de moins de 25 000 roubles

²⁵⁵ « Charité bien ordonnée », *L'Oeuvre*, Paris, 20 octobre 1918.

²⁵⁶ Façon, p. 456.

²⁵⁷ « Les Affaires de Russie à la chambre : Goude expose les causes et la genèse des incidents de la mer Noire », *L'Humanité*, Paris, 19 juin 1919.

²⁵⁸ *Ibid.*, Volume 420, radio de Moscou transmis par la Guerre au MAE (télégramme), 5 février 1919, p.91-92.

auraient été partiellement indemnisés²⁵⁹. Autrement dit, l'immense majorité des épargnants aurait simplement vu leurs titres remplacés par ceux du nouveau régime si les dirigeants français s'étaient montrés conciliants. Mais, au contraire, le journal soutient que « le gouvernement n'a pas hésité à leur sacrifier les petits porteurs, dont la créance représente quinze milliards²⁶⁰ ». Il faut avouer qu'il semble peu probable que les Bolcheviks aient réellement envisagé de rembourser la dette tsariste. Néanmoins, leurs signaux flous encouragent l'opinion publique en leur faveur et nourrissent les revendications des socialistes français²⁶¹. En résumé, pour la presse de gauche l'intervention est juridiquement illégale et brime le droit à l'auto-détermination du peuple russe. L'on accuse le gouvernement d'avoir menti sur les motifs de l'intervention et de négliger la défense des petits porteurs au profit des grands capitalistes. Cette vision, qui dépeint le gouvernement en pantin des grands groupes d'intérêts, accentue la crédibilité des arguments soviétiques et contraste nettement avec la version officielle.

Par ces exemples, nous constatons l'importance de la dichotomie séparant la presse française. Dans les journaux de droite comme le *Débats*, le *Petit Parisien*, le *Figaro*, *L'écho de Paris* ou encore *Le Temps*, on insiste sur la nécessité d'une intervention pour rétablir un régime « d'ordre » en Russie et récupérer les immenses investissements perdus. À l'opposé, les journaux de gauche, comme *l'Oeuvre*, le *Populaire* ou *l'Humanité*, critiquent les intentions du gouvernement et la légalité d'une intervention étrangère. Or, si ces deux courants sont également présentés dans les archives du MAE, nous constatons qu'en réalité, leur poids dans l'opinion publique est très inégal. En effet, l'interventionnisme promu par la droite devient rapidement impopulaire au sein de l'opinion publique, autant pour les troupes que pour les civils²⁶². À l'inverse, les arguments de la presse de gauche, particulièrement concernant l'illégalité de l'intervention, acquièrent une légitimité difficilement contestable²⁶³. L'absence d'état de guerre, l'opposition parlementaire et les mutineries jouent tous un rôle sur ce sentiment populaire. Les revendications des socialistes, qui déplorent depuis longtemps l'intervention, sont alors reprises par une importante part de la population, qui désire une sortie de crise²⁶⁴.

²⁵⁹ « Les Bolcheviks ont successivement offert [...] », *L'Humanité*, Paris, 3 novembre 1919.

²⁶⁰ *Ibid.*

²⁶¹ Oosterlinck, p. 6.

²⁶² Toussaint, troisième feuillet.

²⁶³ Debo, *Survival and Consolidation*, p. 146.

²⁶⁴ Narotchnizky, p.36.

D'autres facteurs expliquent cette volonté populaire de retrait. Tout d'abord, de nouveaux courants de pensée traversent le globe, modifiant les mentalités populaires et polarisant la perception générale de l'intervention. Nous retrouvons au premier plan le pacifisme international, qui gagne en popularité depuis la Grande Guerre, surtout dans les pays européens qui ont enduré le conflit. En France, où les années de combats ont laissé le territoire et la population ravagés, cette idéologie devient très influente. Particulièrement attirante aux soldats et démobilisés français, les revendications de pacifisme constituent même un important facteur dans les mutineries en Russie²⁶⁵. Ces espoirs qu'il s'agisse de la « dernière des guerres » sont jumelés à ceux du Wilsonisme, qui insiste sur l'auto-détermination des peuples et la non-ingérence dans leurs affaires internes. Ces deux courants jouent un rôle considérable dans l'évolution des perceptions populaires face à l'intervention en Russie. Un dernier facteur mérite notre attention, soit la familière crainte de « contamination révolutionnaire » évoquée par plusieurs diplomates européens, qui joue un rôle nuancé. Face aux promesses de « révolution internationale » soutenues par les Bolcheviks, les dirigeants français sont effectivement incertains du risque d'envoyer des troupes en Russie. Pourraient-ils être contaminés par l'idéologie soviétique? Retourneraient-ils diffuser ces idées en France, où la population épuisée et appauvrie y serait sensible ? Pourraient-ils, dans le pire des scénarios, provoquer une révolution à leur tour?

Que cette crainte soit réaliste ou non, elle a un impact politique considérable. En effet, même si les principes soviétiques ne poussent pas la population française à la révolution, la crainte de voir les idéaux soviétiques se répandre constitue une menace aux yeux des décideurs français, pour qui une défaite électorale face aux partis socialistes est toujours possible. La crainte de voir ces idéaux se diffuser gagne en ampleur lorsque les Spartakistes, des pro-bolcheviks allemands, tentent de prendre le pouvoir à Berlin en janvier 1919. Ils sont massacrés par les autorités, mais quelques mois plus tard, en mars, cette crainte revient car Bela Kun prend le pouvoir en Hongrie et le conserve plusieurs mois²⁶⁶.

Cette inquiétude contribue à radicaliser la politique du gouvernement français en Russie, un facteur que nous ne pouvons pas minimiser à l'approche des élections législatives de 1919. Tenues du 6 au 30 novembre, ces dernières se concluent par une victoire décisive du Bloc

²⁶⁵ Façon, p. 455-474.

²⁶⁶ Jean Baptiste Duroselle, *Histoire diplomatique de 1919 à nos jours*, 11e éd., Paris, Dalloz, 1993, p. 40.

national d'Alexandre Millerand, qui poursuit la politique antisoviétique de Clemenceau²⁶⁷. Même si la droite remporte les élections, la SFIO, représentant les socialistes, connaît des gains importants. La coalition de gauche obtient effectivement 21,22% du suffrage, alors qu'elle n'en avait obtenu que 16,76% aux élections de 1914²⁶⁸. Par conséquent, le gouvernement ne peut pas nier que le socialisme se répand dans la société française. Les grèves qui sévissent ensuite en France, « et en particulier celles des cheminots, qui laissent apparaître en arrière-plan la main du communisme²⁶⁹ », fortifient d'autant la perception des dirigeants que la gauche gagne non seulement en popularité, mais aussi en radicalité. Cette dynamique limite l'action gouvernementale pour deux raisons. D'abord, une intervention plus poussée risque d'entraîner la diffusion des idéaux bolcheviks en France, ne serait-ce qu'à des fins électorales. Ensuite, un soutien trop marqué aux milieux privés serait désormais perçu par une partie croissante de la société comme une confirmation des accusations soviétiques, qui dénoncent l'intervention comme une ingérence capitaliste et impérialiste.

Comment les dirigeants français réagissent-ils à cette opinion publique qui évolue de plus en plus contre l'intervention? Malgré les pertes immenses, le gouvernement ne peut pas aider pleinement les milieux privés. Même la CGPIFR doit affronter une opinion publique défavorable, car nombreux sont ceux qui considèrent le soutien du gouvernement à son égard comme une preuve de sa complicité avec les grands groupes d'investissements. Cette perception négative impose de nouvelles limites à l'action privée, ainsi qu'à celle du Quai d'Orsay. Par exemple, si la Commission envisage dès l'automne 1918 de demander officiellement une intervention militaire au gouvernement, plusieurs membres hésitent en raison de l'opinion publique. « A demand for intervention made by big business they argued, would be interpreted, no matter how it was worded, as a request for a capitalist expedition against the Russian Revolution. It would only succeed in unleashing socialist recriminations and reinforcing opposition²⁷⁰ ».

²⁶⁷ Allain & Al., p. 309.

²⁶⁸ Laurent De Boissieu, « Élections législatives 1919 », *France-Politique.fr*, [En ligne], URL : <https://www.france-politique.fr/elections-legislatives-1919.htm>

²⁶⁹ Jean-Jacques Becker, et Serge Bernstein, « L'anticommunisme en France », *Vingtième Siècle, Revue D'histoire*, no. 15, 1987, p. 18.

²⁷⁰ Carley, *Revolution and intervention*, p. 127.

Malgré ces mises en garde, Verneuil écrit tout de même une lettre au gouvernement, demandant explicitement une action militaire contre les Soviétiques²⁷¹. Il aurait dû suivre les conseils de ses pairs, car les accusations même des journaux les plus conservateurs s'abattent alors sur lui. Le directeur de *La Cote Vidal*, un journal financier, accuse ainsi Verneuil et ses « collègues des grandes banques » d'orienter les travaux de la Commission selon leur bon vouloir, alors qu'ils sont personnellement responsables de la diffusion des titres russes et, conséquemment, de la ruine des investisseurs²⁷². Le journal conclut que Verneuil, en tant que représentant des grands financiers, priorise leurs intérêts sur ceux des petits et moyens épargnants et qu'il doit donc être remplacé²⁷³.

Le gouvernement semble déjà mieux comprendre que toute action – ou commentaire – irréfléchi enflammera l'opinion publique. Exaspéré de l'insistance de l'ambassadeur pour des mesures toujours plus fortes contre les Bolchéviks, Pichon télégraphie sur ce point à Noulens. Il écrit sèchement qu'une intervention à pleine échelle « risquerait de nous entraîner, dans le temps et dans l'espace, bien au-delà de nos moyens et des buts vitaux de notre politique. La France, qui a porté le poids le plus lourd des sacrifices de la guerre, ne serait pas en mesure d'agir seule : ni son opinion, ni son parlement ne suivraient²⁷⁴ ».

Il devient alors évident que l'opinion publique limite, au moins dans ses apparences, l'action gouvernementale en Russie. En effet, si les grands intérêts et la presse de droite réclament une aventure militaire en Russie, le gouvernement ne peut pas accepter sans s'aliéner une part croissante de son électorat et donner de la crédibilité aux arguments soviétiques. Afin de ne pas s'aliéner complètement l'opinion publique, de plus en plus pacifiste et anti-interventionnisme, le gouvernement se voit alors contraint de limiter et camoufler son soutien aux grands investisseurs.

Enfin, un dernier facteur limite l'action gouvernementale, qui provient des milieux privés eux-mêmes. En effet, malgré la longue histoire de coopération des milieux français en Russie, les fondements de la Commission sont instables. Après tout, il s'agit d'une volatile union de concurrents, qui connaît d'inévitables tensions internes et d'importantes divergences d'intérêts.

²⁷¹ *Ibid.*

²⁷² *Ibid.*, p.93.

²⁷³ *Ibid.*, p.94.

²⁷⁴ MAE, Série Z, URSS 1918-1929, Volume 797, télégramme de Pichon à Noulens, 29 décembre 1918, p. 77-78.

Pour reprendre les propos de l'historien M.J. Carley, « there was no united monolith of finance and industrial capital seeking to tighten its loosened grip on the Russian economy. There were only squabbling individual groups, eyeing each other suspiciously, trying to save their investments²⁷⁵ ».

Cette division se remarque rapidement au sein de la CGPIFR, qui est incapable de fonctionner harmonieusement. Une première dissension se crée entre Verneuil et le groupe industriel représenté par Grüner, lorsque ce dernier constate que le consortium bancaire de la Commission est bien moins enclin à s'engager en Russie que les industriels français. Verneuil, lui, demeure convaincu que la CGPIFR doit se concentrer sur l'élaboration d'un plan pour accroître l'activité économique française en Russie, plutôt que de revendiquer des dommages à l'État russe. «This approach, however, did not have much appeal to the industrialists, who were counting their losses and wanted action²⁷⁶ ». Grüner conteste dès lors l'autorité du Comité central pour les questions ayant rapport au secteur industriel, craignant que ses revendications ne soient affaiblies ou retardées par les autres groupes de la Commission. Il s'oppose fréquemment à Verneuil par la suite, autant sur les questions de budget que sur le rôle approprié à exiger du gouvernement. Cette lutte d'influence nuit sévèrement à la coordination de la CGPIFR, qui se retrouve divisée et incapable d'exercer son influence pleinement.

Une seconde dissension importante apparaît entre le gouvernement et les représentants de la BRA, dont son vice-président, Maurice Verstraëte. Ancien consul français, ce dernier est un banquier influent autant en Russie qu'en France, qui possède d'importantes relations politiques par ses liens avec les ministres Joseph Caillaux et Théophile Delcassé²⁷⁷. Lorsque la BRA se joint à la CGPIFR, il devient de manière naturelle le lien entre la branche bancaire de la Commission et les ministères appropriés. En février, Verstraëte propose ainsi au gouvernement que la BRA prenne le contrôle du Chemin de fer chinois de l'est, ainsi que de la dette des Boxers, due à la Russie par la Chine, « both as collateral for French stockholders and as a means of maintaining the solvency of the bank²⁷⁸ ». L'idée de prendre le contrôle des possessions russes en Chine et des dettes chinoises à la Russie est d'ailleurs appuyée par plusieurs membres russes de la CGPIFR, dont A.I. Poutilov, auquel nous reviendrons. Mais, si les idées de ces deux

²⁷⁵ Carley, *Revolution and intervention*, p. 96.

²⁷⁶ *Ibid.*, p.93.

²⁷⁷ Carley, «From Revolution to Dissolution », p. 725.

²⁷⁸ *Ibid.*, p. 725.

grandes personnalités sont accueillies favorablement au Quai d'Orsay, leurs relations avec le gouvernement se détériorent sans tarder. Les premières tensions émergent lorsqu'il devient évident que Verstraëte a voulu négocier avec les Bolchéviks sans aviser les dirigeants français. Noulens est alors sommé de mettre un terme à leurs discussions, insistant qu'il est essentiel de préserver l'influence « légitime » de la France au sein de la banque²⁷⁹. Cet épisode entraîne l'échec rapide des négociations et force la destitution de Verstraëte, qui est contraint de quitter son poste en septembre 1918.

Mais le véritable bris de confiance entre le gouvernement et la BRA est provoqué par les actions subséquentes de Poutilov. Ce dernier est un industriel très influent, avec d'importantes relations politiques en France et en Russie. Il connaît une carrière au sein du gouvernement russe, gravissant rapidement les échelons au Ministère des Finances. Il quitte ensuite la fonction publique pour faire fortune dans les secteurs bancaires et industriels, devenant un des capitalistes les plus influents de St. Pétersbourg. Il devient un des six directeurs originaux de la BRA, un poste qu'il utilise ensuite pour étendre son pouvoir en Russie²⁸⁰. Possédant plusieurs usines d'armement et siégeant sur la première banque du pays, il soutient financièrement les contre-révolutionnaires dès la révolution de Février, subventionnant même le coup d'État du général Kornilov contre le gouvernement SR de Kerenski²⁸¹. Il n'est donc pas étonnant que, lorsque les Bolcheviks prennent le pouvoir, Poutilov est contraint de fuir la ville. Il se rend alors en Chine et redouble d'efforts pour récupérer ses intérêts, en prétextant vouloir aider le gouvernement français à retrouver les siens. L'industriel tente ainsi d'utiliser la BRA à ses propres fins et redirige les fonds de la banque pour subventionner des personnalités russes comme Horvat et Semenov²⁸², dont les desseins sont nettement hostiles aux objectifs français en Sibérie.

Prenant conscience de ces machinations, les dirigeants français deviennent méfiants des intentions de Poutilov, puis de la BRA en général. Cette suspicion est notamment rapportée par les milieux militaires, qui décrivent les actions du groupe dirigé par l'industriel comme particulièrement nuisibles à l'influence nationale²⁸³. La réaction de Paris ne se fait pas attendre;

²⁷⁹ Carley, *Revolution and intervention*, p.101.

²⁸⁰ Thierry Claeys, « Description d'une action de la Banque Russo-Asiatique », *Revue Française d'Histoire Économique*, no.7-8, 2017, p.217

²⁸¹ Carley, «From Revolution to Dissolution », p. 726.

²⁸² *Ibid.*, p. 731.

²⁸³ Lettre de Martel à Jean Gout, chef de la Sous-direction d'Asie au Quai d'Orsay, 10 janvier 1918, MAE E-Chine/108, fos.24-25, article cité dans Carley, « From Revolution to Dissolution », p. 727.

le chef du Service financier du MAE, F.A. Kammerer, puis Berthelot, autorisent Martel à intervenir directement pour bloquer Poutilov, mais ce dernier poursuit ses efforts et dévie de nouveau les fonds de la banque pour soutenir les Blancs du sud en 1919, toujours à l'insu du gouvernement français. « When these investments led to huge losses after the anti-Bolshevik movement collapsed, French and Russian directors joined forces to remove Poutilov as head of the bank²⁸⁴ ». Mais cette démarche est peu fructueuse, car Poutilov se maintient à la tête du conseil d'administration de la banque à Paris jusqu'au milieu des années 1920²⁸⁵. À ce moment le mal est déjà fait, car les années où l'emploi de la BRA aurait été crucial ont plutôt vu une crise de confiance entre le gouvernement et la banque.

En résumé, de nombreuses contraintes restreignent l'action gouvernementale. Parmi celles-ci nous constatons évidemment les moyens financiers limités de la France, mais aussi une presse contradictoire, la diffusion des idéologies pacifistes, une croissance du socialisme et d'importantes dissensions au sein des milieux privés. Or, tout en respectant ces nombreuses limites, le gouvernement tente-t'il néanmoins de soutenir l'action des milieux privés en Russie? Et encore plus intrigant, quel profit espère-t'il en tirer en retour?

2.4 L'action gouvernementale envers les milieux privés

Le gouvernement français cherche effectivement à aider les milieux privés de manière discrète, tout comme il compte en tirer parti. Le Service financier du MAE recommande dès août 1918 que, pour une action efficace, il faut soutenir les groupes privés, ainsi que « s'appuyer sur eux, leur fournir des informations, participer ou au moins s'intéresser à leurs travaux, leur demander des techniciens, des collaborations, et leur accorder aussi des subventions²⁸⁶ ». L'action gouvernementale envers les milieux privés repose d'une part sur ce principe de les aider lorsque possible. Mais d'autre part, le gouvernement cherche aussi à les utiliser pour avancer ses propres intérêts.

²⁸⁴ Carley, « From Revolution to Dissolution », p. 738.

²⁸⁵ Claeys, p.223.

²⁸⁶ MAE, Série Z, URSS 1918-1929, Volume 578, télégramme du service financier intitulé « plan d'action pour la défense des intérêts français en Russie et la reprise des affaires », 13 août 1918, p. 193.

L'aide directe qu'il accorde est variable et dépend surtout des circonstances. Néanmoins, à plusieurs occasions le Quai d'Orsay s'implique pour soutenir et protéger les grands investisseurs français. Parfois il accorde simplement des subventions aux organismes qu'il considère utiles aux intérêts nationaux, comme les 50 000 roubles qu'il octroie au Bureau industriel de Petrograd (BIP) durant l'été de 1918²⁸⁷. Il rapatrie également, via ses consulats et ceux de ses alliés, plusieurs centaines de petites boîtes en fer-blanc contenant des documents et objets de valeur remis par les grandes entreprises françaises pour éviter leur saisie. La LNRFR communique ensuite avec le gouvernement pour rendre les biens aux réfugiés revenus en France²⁸⁸. Mais la plus importante mesure d'aide directe concerne la loi du 19 septembre, qui cède à la principale revendication partagée par la CGPIFR et les petits épargnants. Cette loi permet l'échange des coupons russes contre les Bons de la Défense nationale, une concession qui coûte plus de 264 millions de francs au gouvernement²⁸⁹. Ce dernier rend cependant clair à la Commission que ce soutien ne s'étendra pas plus loin. Pichon se plaint même que la CGPIFR ne semble servir que des fins de « lobbying », attisant des tensions avec Verneuil²⁹⁰. Or, si la majorité de la population est consciente de ces formes d'aide directe, elle est bien moins consciente des autres formes d'aide que le gouvernement accorde aux milieux privés.

Tout d'abord, le gouvernement appuie les industriels français diplomatiquement à de nombreuses reprises, en se portant systématiquement à leur défense lorsque les Russes blancs adoptent des politiques contraires à leurs intérêts. Par exemple, la France proteste officiellement contre les réquisitions effectuées par les Blancs dans les sociétés françaises et belges du Donetz en 1919²⁹¹. En septembre de la même année, l'Armée volontaire de Denikine tente d'imposer un impôt extraordinaire sur les industries minières de la Russie méridionale, afin de financer son effort militaire. Le gouvernement dénonce également cette mesure, déplorant « l'impression que produira sur l'opinion française la nouvelle d'une politique économique aussi regrettable et sur l'influence qu'elle peut avoir quant aux sentiments du Gouvernement français vis-à-vis du général Denikine²⁹² ». Cette menace voilée de retirer le soutien français démontre clairement l'importance accordée aux revendications privées dans l'élaboration de la politique en Russie.

²⁸⁷ *Ibid.*

²⁸⁸ *Ibid.*, Volume 579, Télégramme du Service financier au président de la LNRFR, 20 décembre 1919, p.262.

²⁸⁹ Carley, *Revolution and intervention*, p. 124.

²⁹⁰ *Ibid.*, p. 125.

²⁹¹ MAE, Série Z, URSS 1918-1929, Volume 846, télégramme de Pichon aux attachés militaires du sud de la Russie, 7 août 1919, p.88.

²⁹² *Ibid.*, télégramme de l'ambassade de Russie à Paris en vue de l'impôt extraordinaire dans le Donetz, 10 septembre 1919, p. 90.

Pichon ordonne même au colonel Émile-Auguste Corbel, attaché militaire auprès de Denikine, qu'il doit protester contre le nouvel impôt non seulement pour les industries françaises, mais aussi pour celles travaillant avec des capitaux partiellement français. Corbel obéit et réitère la menace du Quai d'Orsay, insistant que leurs nationaux doivent pouvoir disposer librement de leurs marchandises et de leurs usines²⁹³. Autrement dit, le gouvernement assure une protection diplomatique à ses milieux privés, même lorsque cette dernière se fait au détriment des alliés locaux. Il va sans dire qu'ironiquement, les restrictions ainsi imposées aux Blancs limitent considérablement leurs moyens d'action contre les Rouges, affaiblissant d'autant les chances de réussite de l'intervention.

Le gouvernement cherche également à aider les milieux privés sur le plan logistique, en facilitant leur déplacement en Russie et en leur fournissant des passeports spéciaux. Par exemple, le 6 juin 1919 le Quai d'Orsay organise le voyage des hauts-dirigeants de la Société d'Ekaterinowka et les adjoint même à une mission militaire, pour retourner en Russie et « reprendre, dans des conditions particulièrement délicates, la défense des intérêts considérables que représente cette société²⁹⁴ ». Le gouvernement assure leur transport par un navire britannique, puis leur attachement aux troupes d'intervention françaises à Ekaterinodar, auprès du général Denikine, « d'abord pour avoir toutes facilités de circulation, ensuite pour avoir leur appui très énergique dans toutes les questions actuellement vitales pour le charbonnage : le ravitaillement des ouvriers, l'expédition des charbonnages, la mine, leur paiement, ou les avances correspondantes²⁹⁵ ». Ce laissez-passer est transmis de manière prioritaire, car seulement quatre jours plus tard les agents français dans le Levant reçoivent l'ordre d'escorter et soutenir les dirigeants de l'Ekaterinowka²⁹⁶.

La LNRFR fait une demande similaire le 4 septembre 1919, encourageant le gouvernement à accorder des passeports spéciaux et faciliter le déplacement des hauts-dirigeants, afin qu'ils puissent récupérer leur matériel et « reprendre en mains l'influence française qui, dans certaines régions, était prédominante et qui, à l'heure présente menace fort de nous échapper au profit des Allemands²⁹⁷ ». Une semaine plus tard, la demande est acceptée²⁹⁸. On facilite même

²⁹³ *Ibid.*, télégramme de Pichon à Corbel (auprès du général Denikine), 4 septembre 1919, p. 73.

²⁹⁴ *Ibid.*, Volume 578, lettre de Gauthier à Pichon, 6 juin 1919, p.88.

²⁹⁵ *Ibid.*, télégramme des dirigeants de la Société d'Ekaterinowka au MAE, juin 1919, p.89.

²⁹⁶ *Ibid.*, télégramme du MAE aux agents diplomatiques, militaires et navals de la France dans le levant, 10 juin 1919, p.142.

²⁹⁷ *Ibid.*, Volume 579, lettre de la LNRFR au Directeur du Service russe du MAE, 4 septembre 1919, p.2.

l'accès au pays pour les journalistes que le gouvernement perçoit comme favorables. Le Quai d'Orsay écrit à ce propos qu'il serait très désirable de subventionner le voyage des rédacteurs du journal pro-interventionniste *Échos de Russie* jusqu'en Russie, « dans l'intérêt de la cause de l'Entente »²⁹⁹. Inversement, le gouvernement complique ou bloque complètement les déplacements des individus qu'il juge nuisibles aux intérêts privés. C'est le cas des journalistes de *l'Humanité*, qui dénoncent en mars 1919 le fait que leurs demandes de passeports pour la Russie ont été refusées sans explications³⁰⁰. Ce blocage s'étend même jusqu'aux politiciens français de l'opposition! Toujours en mars 1919, *le Matin* et les *Débats* rapportent que de nombreux députés socialistes du parlement, voulant faire enquête en Russie, ont tous vu leurs demandes de passeport rejetés³⁰¹.

En résumé, le gouvernement tente d'aider les milieux privés lorsque possible. Il permet leur regroupement au sein de la CGPIFR et accorde un statut semi-officiel à l'organisme. Il accorde même une aide directe à certaines entreprises. Il défend les grands industriels et financiers français diplomatiquement, non seulement contre les Rouges, mais aussi contre les alliés blancs. Le gouvernement fournit enfin une aide logistique, en facilitant le déplacement des hauts-dirigeants et des individus capables d'exercer une influence en Russie, tout en limitant l'accès au pays pour les socialistes et les opposants à l'intervention.

En contrepartie pour cette aide variable, le gouvernement français cherche à tirer profit des milieux privés. La première fonction est de déléguer le règlement des questions les plus délicates à des organismes externes, envers lesquelles le gouvernement n'a aucune obligation réelle. Il s'agit d'une des principales raisons qui motivent les dirigeants à accorder une façade officielle à la CGPIFR, tout en préservant sa nature privée et en évitant de s'engager réciproquement à son égard. De cette manière, le gouvernement peut éviter de se positionner sur les questions délicates de créances, d'indemnités, ou de réparations, en confiant leur règlement à une Commission envers laquelle il n'a aucun engagement concret. L'on comprend déjà mieux pourquoi le gouvernement encourage le projet! Le catalogue des dommages, le rassemblement des réclamations, l'estimation des pertes et le regroupement des petits réclamants sont ainsi délégués à la CGPIFR. Il est d'ailleurs doublement avantageux de déléguer ces responsabilités,

²⁹⁸ *Ibid.*, réponse du Service russe à la LNRFR, 12 septembre 1919, p. 11-12.

²⁹⁹ *Ibid.*, Volume 378, télégramme de Louis Clinchant (Berne) au MAE, 25 septembre 1918, p. 186.

³⁰⁰ *Ibid.*, Volume 855, « Pas de passeports pour la Russie », *L'Humanité*, Paris, 16 mars 1919, p. 40.

³⁰¹ *Ibid.*, articles cités dans *Le Débats*, 14 mars 1919 et dans *Le Matin*, 16 mars 1919, Paris, p. 40-42.

car les milieux privés sont ceux qui possèdent déjà le plus d'informations sur les pertes en Russie. Le BIP avait, par exemple, déjà commencé à inventorier les entreprises françaises après la révolution de février, afin de légitimer les futures demandes de remboursement³⁰².

Le gouvernement adopte une conduite similaire pour gérer les milliers de demandes particulières qui inondent les Ministères, en référant leurs demandes à la LNRFR³⁰³, sans devoir fournir un plan de résolution – et encore moins de réparation – à long terme. Par exemple, le député Louis Marin écrit plusieurs lettres au Ministère des Affaires étrangères durant l'été 1919, afin d'obtenir une aide pour les réfugiés³⁰⁴. Mais les ministères répondent de manière presque identique autant aux particuliers qu'aux députés. On offre la pleine sympathie du gouvernement et on évoque les projets de loi prévus pour pallier la crise. Puis, on s'efface du problème, en recommandant aux requérants de s'adresser plutôt à la LNRFR³⁰⁵. Autrement dit, par un soutien presque exclusivement nominal, le gouvernement peut déléguer les questions les plus délicates à la CGPIFR et les revendications particulières à la LNRFR, sans contrainte formelle envers les deux associations.

La seconde fonction que le gouvernement trouve aux milieux privés concerne la recherche de concessions économiques et d'influence politique en Russie. En effet, les Blancs ont un besoin criant de capitaux et sont prêts à concéder d'importants points à la France pour les obtenir. Noulens insiste ainsi sur la nécessité de prêter au gouvernement Tchaïkovski, afin de devenir les « maîtres de son crédit et les dispensateurs de ses ressources. Nous aurions sur lui un moyen d'action de premier ordre³⁰⁶ ». La France peut ensuite utiliser ces prêts pour forcer les entités blanches, financièrement trop faibles, à leur accorder d'importantes concessions sur les chemins de fer, le bois, les mines et les entreprises de leurs territoires, « both developed and undeveloped, as security and collateral for the creditors of the Russian government³⁰⁷ ».

La France gagne plusieurs avantages théoriques par ces démarches. Des possessions rentables à faible prix, vu la faiblesse des nouveaux gouvernements à négocier, un rétablissement de sa position d'influence dans les territoires de l'ancien Empire, même un regain de

³⁰² Carley, *Revolution and intervention*, p. 125.

³⁰³ MAE, Série Z, URSS 1918-1929, Volume 578, réponses ministérielles aux lettres de Louis Marin, juillet 1919, p. 173-174 et p.175-176.

³⁰⁴ *Ibid.*, lettre du député Louis Marin à Pichon, 23 juillet 1919, p. 168-169.

³⁰⁵ *Ibid.*, réponses ministérielles aux lettres de Louis Marin, juillet 1919, p. 173-176.

³⁰⁶ MAE, Série Z, URSS 1918-1929, Volume 380, télégramme de Noulens au MAE, 22 novembre 1918, p. 51.

³⁰⁷ Carley, *Revolution and intervention*, p. 127.

l'approvisionnement en minerais et en grains dont la France a cruellement besoin³⁰⁸. Les Français ne sont d'ailleurs pas les seuls à tenter l'opération. Les Anglais et les Américains multiplient les accords pour prospector le territoire et gagnent des droits sur des gisements de fer, de bois et des zones de pêches, entamant une véritable « course » aux concessions³⁰⁹. Cet appât du gain pousse le Quai d'Orsay à considérer des ententes même avec les gouvernements les plus faibles, car les garanties, fussent-elles d'une nature précaire, seront reconnues par le premier gouvernement à remplacer les Bolcheviks³¹⁰.

Ces questions de concessions requièrent toutefois des compétences particulières et c'est pourquoi les dirigeants français emploient les milieux privés pour y parvenir. L'Association franco-russe (AFR) est ainsi constituée dès juillet 1918, afin d'explorer et exploiter les richesses naturelles de la Russie, « dans des conditions qui rendent cette initiative intéressante et pleine de promesses malgré la situation politique troublée du pays³¹¹ ». Par ces conditions, on entend évidemment la faiblesse des nouveaux régimes russes, qui ne peuvent refuser les demandes étrangères. Bien que théoriquement indépendante, l'AFR est grandement influencée par Raffalovich de la BRA, qui, comme nous le savons, entretient des relations étroites avec le gouvernement. Autrement dit, l'Association vise à assurer l'exploitation des ressources russes par les milieux privés français, afin d'approvisionner la France des matières premières cruciales à la reconstruction d'après-guerre³¹².

La troisième fonction accordée aux milieux privés concerne le « recrutement » de personnalités connaissant bien la situation économique russe et qui sont capables d'exercer une influence sur place³¹³. On prévoit employer ces derniers comme informateurs et consultants, notamment pour obtenir des renseignements détaillés sur la situation industrielle et matérielle de la Russie. Le MAE écrit ainsi au Secrétariat interministériel des Affaires russes et roumaines, le 1^{er} septembre 1919, qu'il serait pertinent de rallier « des personnes ayant des intérêts d'une certaine envergure et par cela ayant une influence incontestable dans la région du Donetz où

³⁰⁸ *Ibid.*, p. 123.

³⁰⁹ MAE, Série Z, URSS 1918-1929, Volume 575, télégramme de Noulens au MAE, 15 septembre 1918, p. 271.

³¹⁰ Carley, *Revolution and intervention*, p. 127.

³¹¹ *Ibid.*, Volume 577, note sur la mission de l'Association Franco-Russe (AFR), p.17.

³¹² *Ibid.*, p.15.

³¹³ *Ibid.*, Volume 575, Note de l'ONVM « sur la création d'un Comité de protection des intérêts français engagés en Russie », 22 janvier 1918, p. 9.

nous avons nos intérêts principaux³¹⁴ ». Certains de ces individus sont des experts réclamés par les militaires pour planifier l'approvisionnement des forces interventionnistes; d'autres, par les diplomates, dont Noulens au premier rang, pour prévoir les suites du conflit³¹⁵. Le gouvernement choisit habituellement pour ces rôles des individus aux critères précis : des hommes d'âge mûr, reconnus en France, influents en Russie, dépossédés de leur fortune, mais bien au courant des questions commerciales et industrielles du pays³¹⁶. De nombreuses personnalités financières et industrielles entrent dans le giron d'influence du gouvernement de cette manière, parmi lesquels Paul Tirard, chef de l'Office de défense des intérêts français en Russie, P. Darcy, représentant des industries minières et métallurgiques ou encore Charles Aulagnon, industriel du Donetz travaillant pour le ministre des Finances³¹⁷. L'AFR, en plus de ses fonctions d'exploitation, est également employée comme agence de renseignements en ce sens³¹⁸. Le gouvernement attache même, en liaison avec la CGPIFR, des consultants privés aux missions militaires pour répondre aux questions requérant une consultation économique, industrielle ou commerciale³¹⁹.

Enfin, la dernière fonction pour laquelle le gouvernement prévoit employer les milieux privés concerne le projet de banque d'émission en Russie. La situation monétaire est particulièrement confuse durant la Guerre civile. Rien qu'en Sibérie, on retrouve les roubles tsaristes, ceux du gouvernement Kerenski, les billets de Koltchak, ceux du général D.L. Horvath, ainsi que les monnaies des gouvernements de Verkne-Udinsk, de Blagovechtchensk et de Vladivostok³²⁰. Même des dollars américains et des Yen japonais y circulent librement! Évidemment, cette surabondance de papier monnaie entraîne une inflation sévère. En septembre 1918, « the rouble, formerly worth fifty cents, had been reduced to ten cents. By October 1920 it was quoted at 2500 to the dollar³²¹ ». C'est pourquoi l'idée de créer une banque d'émission

³¹⁴ *Ibid.*, p. 71.

³¹⁵ Carley, *Revolution and intervention*, p.98.

³¹⁶ MAE, Série Z, URSS 1918-1929, Volume 846, note du Service russe intitulée « organisation à créer dans le sud de la Russie », décembre 1918, p.99.

³¹⁷ *Ibid.*, Volume 578, télégramme du Service financier intitulé « plan d'action pour la défense des intérêts français en Russie et la reprise des affaires », 13 août 1918, p. 197.

³¹⁸ *Ibid.*, Volume 577, note sur l'Association Franco-Russe (AFR), p. 13-14.

³¹⁹ *Ibid.*, Volume 846, note de S. Perreault au Secrétariat interministériel des Affaires russes et roumaines, 1^{er} septembre 1919, p. 71-72.

³²⁰ White, p. 305.

³²¹ *Ibid.*

devient très intéressante pour la France, qui doit soutenir financièrement ses propres forces, la Légion tchèque et plusieurs groupes blancs par des moyens locaux. Le Quai d'Orsay et le Ministère des Finances envisagent la création d'une monnaie franco-russe, dite « rouble-franc », qui circulerait dans les régions de l'intervention avec un taux de change fixe en francs³²². Plusieurs avantages émergeraient de cette démarche, dont trois sont essentiels.

Premièrement, la France y trouverait un intérêt militaire évident, car ses corps expéditionnaires obtiendraient les moyens de couvrir leurs frais et leur ravitaillement localement, sans devoir s'appuyer sur les devises russes dévaluées. Deuxièmement, la banque d'émission servirait des intérêts politiques, en permettant à la France d'établir sa domination économique sur le futur gouvernement russe. En effet, l'insertion d'une nouvelle monnaie basée sur le franc mènerait inévitablement à la dévaluation, puis la disparition des anciens roubles. Si le cours de ces devises s'effondrait, les Blancs et autres anti-Bolcheviks n'auraient ensuite d'autre choix que de se plier aux volontés françaises pour obtenir les crédits essentiels à leur survie. Le ministre des Finances, Klotz, prévoit ainsi utiliser la nouvelle monnaie pour fournir des prêts aux gouvernements anti-bolcheviks, « as a means of extracting « garanties » and therefore of exerting control over these administrations³²³ ». Troisièmement, enfin, la banque d'émission servirait d'instrument financier pour redémarrer les industries françaises en Russie, particulièrement dans la région du Don. Deux conditions de succès sont cependant soulevées pour la réussite d'une telle entreprise : que l'émission soit suffisamment large et que sa diffusion soit suffisamment fiable pour la rendre familière aux populations locales³²⁴.

C'est pourquoi il devient évident que seule une institution financière majeure, influente en Russie mais contrôlée par la France, peut être sollicitée pour ce rôle. Le gouvernement se tourne naturellement vers la Banque russo-asiatique, première banque de Russie et possédée aux trois-quarts par des Français. Rappelons que des liens très importants rattachent d'ailleurs la BRA aux milieux industriels, bancaires et gouvernementaux français. Deux des directeurs de la BRA à Paris, G. Raindre et A. Bénac, ont même fait carrière au sein du gouvernement. Raindre, président du conseil de la BRA, a ainsi servi comme directeur politique au Quai d'Orsay et

³²² Carley, *Revolution and intervention*, p.133.

³²³ *Ibid.*, p.104.

³²⁴ MAE, Série Z, URSS 1918-1929, Volume 846, note intitulée « projet d'action économique dans le sud de la Russie », juin 1919, p.95.

comme ambassadeur à Berne et à Tokyo³²⁵. Quant à Bénac, ancien directeur au Mouvement général des fonds au Ministère des Finances, il devint le bras droit du ministre J. Caillaux avant d'entreprendre une carrière dans les finances privées. Il siège non seulement sur le conseil d'administration de la BRA, mais également sur ceux de Paribas et de la Société générale. L'on comprend donc sans surprise que, lorsque Raindre et Bénac approchent le MAE pour protéger la banque, ils sont écoutés très sérieusement³²⁶. Le gouvernement espère alors trouver une entente donnant satisfaction à la BRA, tout en l'utilisant pour créer sa banque d'émission en Russie. Mais bien qu'initialement ouverte au projet, la BRA ne deviendra jamais la partenaire espérée.

En effet, les activités de Verstraëte, puis de Poutilov, brisent la confiance entre le gouvernement et la BRA, forçant l'abandon du plan. Face à l'impossibilité d'utiliser l'organisme comme banque d'émission, le Quai d'Orsay propose ensuite la mise sur pied d'une banque d'émission interalliée, en impliquant Paribas et la Banque d'Indochine dans le projet. Mais cette idée, qui attire peu d'enthousiasme de l'Entente, provient surtout de la faiblesse de la position française, qui cherche à prévenir une compétition monétaire interalliée qu'elle sait perdue d'avance³²⁷. Ces nouveaux plans n'ont pas de meilleurs résultats et, ultimement, la France ne disposera jamais de sa banque d'émission en Russie. Néanmoins, la relation entre le gouvernement et la BRA démontre une intimité évidente des milieux politiques et financiers, tout comme l'aisance gouvernementale à utiliser une institution financière privée à des fins d'État³²⁸. Il faut dire que cette pratique n'est pas unique à la France, car toutes les autres puissances déploient leurs représentants industriels et financiers pour appuyer leurs opérations³²⁹.

Nous devons revenir, à cette étape, sur deux de nos hypothèses initiales. La première, qui s'avère partiellement fautive, soutient que le gouvernement français priorise la protection des intérêts privés en Russie sur les autres types d'intérêts et encourage leur regroupement. Il semble plutôt qu'après la révolution d'Octobre, le gouvernement français cherche surtout à se protéger lui-même. Il favorise certes la réunion des intérêts privés, mais seulement pour pouvoir les subordonner à une entité unique, dont il contrôle les revendications. Il est tout aussi dur de

³²⁵ Carley, «From Revolution to Dissolution », p. 724-725.

³²⁶ *Ibid.*

³²⁷ Carley, *Revolution and intervention*, p.104-131.

³²⁸ Carley, «From Revolution to Dissolution », p. 721.

³²⁹ MAE, Série Z, URSS 1918-1929, Volume 379, télégramme de Guiard à Pichon, 4 mars 1919, p. 59-61.

soutenir qu'il « priorise » ces intérêts, vu qu'au final l'aide accordée sert davantage à contrôler, puis utiliser les grandes entreprises aux fins gouvernementales. En revanche, notre seconde hypothèse se confirme: le gouvernement français a tenté d'employer les milieux privés en Russie pour favoriser son intervention. Sur ce point, les archives ne laissent aucun doute. Le gouvernement se sert d'abord de ces milieux pour déléguer des responsabilités et éviter certaines questions épineuses, puis pour rechercher des concessions économiques auprès des régimes faibles et pour conseiller ses missions militaires et diplomatiques. Il s'en sert ensuite pour obtenir des renseignements essentiels et enfin, pour tenter de mettre sur pied une banque d'émission française en Russie. Même si ce dernier projet est étouffé dans l'œuf, l'idée revêt un potentiel immense et entraîne des efforts importants.

En contrepartie, le gouvernement aide les milieux privés dans de nombreux cas, bien que cette aide demeure limitée et serve des intérêts gouvernementaux précis. D'importants facteurs restreignent également le gouvernement dans son aide, dont ceux imposés par l'opinion publique, marquée par une opposition croissante à l'intervention, ainsi que celles imposée par la confiance. Les dissensions gouvernementales avec les grands investisseurs – Poutilov au premier plan – nuisent aux efforts interventionnistes, paralysant l'action économique française à des moments cruciaux. Néanmoins, il est incontestable que les considérations des milieux privés ont influencé la diplomatie française, ne serait-ce que dans la politique gouvernementale face à ses alliés blancs³³⁰.

Évidemment, une intervention privée beaucoup plus importante aurait suivie l'intervention militaire, si celle-ci avait réussie. De nombreux plans sont formulés à cet effet au Quai d'Orsay lorsque la situation militaire s'améliore, pour prévoir la récupération et la réparation des entreprises françaises en Russie. Mais la réalité est tout autre, car la France se retrouve défaite sur tous les fronts. Le prochain chapitre se penchera sur cet échec, en cherchant à comprendre comment les milieux privés subissent la défaite et la dissolution de leur influence en Russie.

³³⁰ *Ibid.*, Volume 577, renseignements militaires sur la situation économique en Russie obtenus via Berne, p.126-127.

Chapitre 3. Échecs et nouvelles réalités

Comme nous le savons, l'intervention militaire se résout par un échec cuisant. Les milieux industriels et bancaires partagent cette défaite, une dynamique que nous devons approfondir. Plus précisément, nous analyserons d'abord comment les défaites militaires et économiques sont intimement liées. Nous aborderons ensuite la question des dissensions interalliées, qui est cruciale pour expliquer l'échec en Russie. Enfin, nous expliquerons comment les milieux privés adaptent leur conduite à la nouvelle réalité russe, lorsqu'il devient évident que les Bolcheviks contrôlent le pays.

Certaines questions guident la réflexion. Comment la perte de certains objectifs privés consolide-t-elle la défaite des opérations militaires et achève les derniers espoirs des investisseurs? Comment les divergences entre les objectifs économiques des Alliés jouent-ils contre les intérêts français et nuisent à l'élaboration d'une politique cohérente en Russie? Et plus que tout, comment les milieux privés réagissent-ils à la défaite totale, qui entérine la perte de leurs intérêts en Russie? Poursuivent-ils leurs efforts malgré tout? Ou cherchent-ils à s'adapter autrement à la nouvelle réalité?

3.1 Défaites, enlissement et mutineries

Le premier facteur de la défaite française est militaire. Les grands généraux blancs, sur lesquels la France fonde son action, sont tous défaits l'un après l'autre entre les printemps de 1919 et 1920. Au sud, la grande avancée de Denikine est brisée durant l'automne de 1919, faute de soutien logistique³³¹. Au nord, le dernier front du général N.N. Youdenitch est perdu à la fin de novembre³³². À l'est, Koltchak est défait en avril 1919 par l'Armée rouge, qui reprend les principaux centres urbains dans les mois suivants³³³. Wrangel mène une dernière offensive durant l'été, mais échoue en novembre 1920³³⁴.

³³¹ Nation, p. 26.

³³² Avenel, p. 189-192.

³³³ Service, p. 112.

³³⁴ Venner, p. 280-307.

De plus, les soldats français, épuisés par des années de conflit et conscients de l'opposition populaire à l'intervention en France, refusent fréquemment de suivre les ordres. Les conditions de vie et le climat russe, réputé pour ses hivers rigoureux, contribuent à leur volonté de rentrer en France et rejoindre leurs confrères démobilisés. Les contingents français subissent ce froid particulièrement mal, n'ayant presque aucun vêtement d'hiver adéquat et manquant souvent de chauffage, parfois même de nourriture. En Russie du nord, la situation est pire, ce que les officiers déplorent: « À côté des contingents anglais et américains, l'habillement misérable de nos soldats produit une impression pénible dont les hommes sont eux-mêmes affectés³³⁵ ». Parallèlement aux conditions matérielles, un mécontentement grandit aussi concernant la légitimité de l'intervention, qui est remise en question. Comme nous l'avons soulevé, le prétexte initial de la France était la poursuite de la guerre contre l'Allemagne. C'est pourquoi, dès l'armistice, les soldats dénoncent une intervention qu'ils considèrent illégale selon les lois françaises, vu que la guerre n'a jamais été déclarée contre la Russie et que le parlement s'y oppose³³⁶. Un fort sentiment de sympathie pour le peuple russe naît ainsi chez les soldats français, les encourageant à désobéir encore davantage aux ordres de leurs officiers.

Cette dynamique pousse graduellement les dirigeants français à se résoudre au retrait total. À Odessa, l'évacuation des troupes est promise dès le 17 mars 1919, mais le gouvernement prolonge le retrait pour retarder la reprise de la ville par les Rouges³³⁷. C'est la goutte qui fait déborder le vase pour les marins de la flotte de mer Noire stationnés à Odessa. Ces derniers se mutinent de manière spectaculaire en avril, prennent le contrôle des navires militaires et y hissent des drapeaux soviétiques³³⁸. Craignant les répercussions de ces mutineries dans l'opinion publique, les dirigeants français s'empressent d'annoncer le retrait immédiat et complet du sud le 29 avril³³⁹. Au nord, les Alliés abandonnent Arkhangelsk le 27 septembre 1919, puis Mourmansk le 23 février 1920³⁴⁰. Le Japon demeure encore quelques années en Sibérie pour protéger ses nouvelles acquisitions, mais autrement l'intervention est terminée.

Parallèlement aux défaites militaires, la France échoue à remplir les conditions économiques nécessaires à la poursuite de l'intervention. Nous avons déjà soulevé le fait que les

³³⁵ Façon, p.459.

³³⁶ Debo, *Survival and Consolidation*, p. 146.

³³⁷ Oosterlinck, p. 8.

³³⁸ Leygues & Barré, 232p.

³³⁹ Jackson, p. 175.

³⁴⁰ Avenel, p. 186-188.

espoirs de mettre sur pied une banque d'émission française en Russie ne se concrétisent jamais, compliquant considérablement l'accès à des ressources sur place. Mais trois échecs supplémentaires consolident la défaite finale. Tout d'abord la perte du Don, de l'Ukraine et du sud. Ensuite, l'incapacité de rétablir un trafic ferroviaire suffisant pour appuyer l'activité militaire et industrielle française. Enfin, la lenteur générale du gouvernement, qui tarde souvent à prendre des mesures économiques essentielles à des moments cruciaux.

Il est pertinent de souligner que l'intervention de la France s'oriente surtout vers les régions où se trouvent les principaux centres industriels, soit au sud, dans le Don et l'Ukraine plus précisément. C'est dans cette région que se situe l'épicentre des ressources minières du pays, les plus grands centres industriels français et la vaste majorité du charbon russe, qui fournit 90 à 95% de l'énergie motrice du pays en temps normal³⁴¹. Le sud est aussi perçu, à juste titre, comme le foyer de la contre-révolution. En effet, les immenses richesses naturelles de la région – et l'intérêt étranger qu'elles attirent - en font un refuge idéal pour les généraux blancs³⁴². C'est pourquoi les Français, en plus de leurs intérêts matériels, y trouvent de nombreux alliés potentiels, ce qui motive le gouvernement à y concentrer ses efforts.

Cette priorité concorde parfaitement avec les exigences des milieux privés, qui souhaitent avant tout protéger le cœur industriel du Don. La CGPIFR affirme par exemple que : « Le rôle important joué par le bassin du Don et le Caucase est indiscutable, car toutes nos richesses minérales s'y trouvent, tandis que nous ne pouvons trouver dans le nord que du bois³⁴³ ». Le Quai d'Orsay abonde dans le même sens, insistant sur l'importance d'avoir accès aux ressources du sud, particulièrement le grain, le carburant et les métaux³⁴⁴. Clemenceau donne des instructions similaires au général Berthelot. Il insiste que, dans l'Ukraine et le Don, l'intervention doit explicitement viser « d'une part la saisie de gages territoriaux qui nous seront nécessaires pour garantir nos intérêts et d'autre part la reconstitution des forces locales³⁴⁵ ». Vu l'importance que le gouvernement accorde à ces objectifs, il devient évident que le choix de prioriser le sud découle au moins partiellement de ces considérations économiques³⁴⁶.

³⁴¹ Jevakhoff, p. 221-222.

³⁴² *Ibid.*, p. 221.

³⁴³ MAE, Série Z, URSS 1918-1929, Volume 577, 5^e bulletin de la CGPIFR, 1^{er} avril 1919, 9 décembre 1918 p. 161.

³⁴⁴ Carley, *Revolution and intervention*, p.133.

³⁴⁵ MAE, Série Z, URSS 1918-1929, Volume 842, Lettre de Clemenceau au général Berthelot, 2 novembre 1918, p. 28.

³⁴⁶ Carley, *Revolution and intervention*, p.133.

Face aux immenses possessions françaises dans le sud, les autres théâtres d'opérations paraissent moins essentiels au gouvernement. Au nord, où il y a peu d'entreprises françaises, les opérations sont simplement attribuées aux Britanniques. Quant à l'est, la France y déploie définitivement des efforts, mais uniquement en raison du soulèvement inespéré de la légion tchèque. En voyant 40 à 50 000 soldats organisés, armés et loyaux à la France « apparaître » au milieu du territoire soviétique, elle s'y implique davantage. Autrement dit, l'intervention à l'est ne se fait pas selon les intérêts déjà en place, comme au sud, mais plutôt selon les moyens inattendus qui s'y offrent.

C'est pourquoi malgré son action non négligeable en Sibérie et auprès du gouvernement Koltchak, l'intervention dans le Don et l'Ukraine demeure la priorité de la France, qui espère récupérer ses industries et redémarrer la production. Mais rapidement, les Français réalisent que le projet ne sera pas aisé. En effet, l'extraction des ressources premières est gravement affectée par l'abandon des cadres et le vandalisme allemand, dont les conséquences se répercutent bien au-delà du retrait. Le transport des matières vers les centres industriels est ensuite ralenti, vu que les voies ferrées sont détruites par les combats ou sabotées par les camps adverses. Finalement, les industries n'opèrent qu'à une fraction de leur production antérieure, étant donné le manque de charbon, de matières à transformer et la pénurie de main-d'œuvre.

Néanmoins, les dirigeants français, encouragés par les milieux privés, espèrent rétablir un semblant de production dans le Don. Deux avantages importants émergeraient de cette reprise industrielle. Premièrement, les Français obtiendraient les moyens de soutenir leur intervention par des ressources quasi-illimitées sur place. Ces ressources locales deviennent particulièrement essentielles, vu l'impossibilité d'établir une banque d'émission française en Russie pour soutenir l'intervention sur place. Deuxièmement, la reprise industrielle permettrait d'accorder un niveau de vie plus élevé aux Russes habitant les territoires blancs du sud et encouragerait les populations des territoires rouges à désertter les Bolcheviks³⁴⁷. Cet espoir est réaliste, car les conditions alimentaires sont si dures durant la Guerre civile que les désertions blanches, comme rouges, se font souvent en fonction de la meilleure ration de pain accordée dans l'autre camp³⁴⁸. Par conséquent, vu que les principales ressources agricoles et minérales du pays se concentrent

³⁴⁷ MAE, Série Z, URSS 1918-1929, Volume 380, note de la mission militaire française dans les pays baltes intitulée « renseignement économiques », 26 septembre 1919, p. 213.

³⁴⁸ *Ibid.*

dans le Don et l'Ukraine, le camp qui contrôle la région peut souvent mieux nourrir, chauffer et équiper ses effectifs, au détriment du camp adverse. C'est pourquoi, autant pour des motifs militaires qu'économiques, la France concentre au sud la majorité de ses effectifs et une importante flotte. Comme nous l'avons vu, elle favorise aussi le déplacement vers le sud des cadres qui souhaitent regagner leurs usines pour reprendre la production.

Initialement, la région est contrôlée par l'Armée Volontaire, sur laquelle le Quai d'Orsay parvient à faire pression pour protéger les industries françaises³⁴⁹. La tactique démontre alors des résultats prometteurs, malgré les difficultés d'approvisionnement que nous avons évoquées. Certains hauts-dirigeants reviennent au pays, plusieurs usines reprennent la production et, en face, les Bolcheviks manquent de tout. Mais ces réussites sont de courte durée, car l'État-Major est informé le 13 janvier 1919 que la ville de Kharkov, stratégiquement cruciale, est occupée par les Bolcheviks³⁵⁰. La majorité des charbonnages russes se concentre autour de ce centre urbain, où se trouvent aussi les sièges sociaux des plus grandes entreprises locales et des banques qui les financent³⁵¹. Ainsi coupés du bassin du Donetz et du contact avec leurs sièges, les sociétés charbonnières françaises ne peuvent poursuivre la production. L'État-Major communique la sévérité de cette perte à Paris, expliquant que, pour continuer le travail dans les mines et ravitailler les ouvriers, il faudrait d'abord chasser les Bolcheviks de Kharkov³⁵². Même le blocus imposé par les interventionnistes devient alors inutile, car les Soviétiques trouvent désormais dans le Don toutes les ressources qui leur manquent : charbon, pétrole, minerai, blé. Conséquemment, il devient évident que dans le sud, les pertes militaires et privées vont main en main.

Se pose ensuite la question des voies ferrées et de l'incapacité française à les contrôler. En effet, si la France souhaite redémarrer et utiliser la production russe pour soutenir son intervention, il faut d'abord qu'elle contrôle les chemins de fer qui relient les mines aux centres industriels et à Marioupol, principal port de la région³⁵³. C'est pourquoi, dès novembre 1918, on s'alarme que l'Armée rouge puisse couper la voie ferrée reliant l'Ukraine au Don. La France craint, que le bassin houiller du Don, « avec toutes ses richesses indispensables pour les

³⁴⁹ *Ibid.*, télégramme de Pichon aux attachés militaires du sud de la Russie, 7 août 1919, p.88.

³⁵⁰ *Ibid.*, note de l'État-major intitulée « situation des bassins houillers du Donetz », 13 janvier 1919, p. 65.

³⁵¹ *Ibid.*

³⁵² *Ibid.*

³⁵³ *Ibid.*, note de l'État-major intitulée « situation industrielle de la Russie », 6 mars 1919, p. 67.

transports ainsi que ses usines métallurgiques et ses dépôts militaires très considérables³⁵⁴», tombent dans les mains des Bolchéviks. Cette crainte est récurrente dans la correspondance des dirigeants français, qui perçoivent, avec raison, l'accroissement du trafic ferroviaire comme une priorité.

Or, les Rouges sont également conscients de cette nécessité. C'est pourquoi ils multiplient leurs efforts pour nuire au trafic ferroviaire et, dès l'automne 1918, on rapporte des saccages importants sur les lignes ferroviaires essentielles du sud³⁵⁵. Cette dynamique s'amplifie durant le conflit, aboutissant ultimement au résultat escompté par les Soviétiques. Une note remise à l'État-Major général en février 1919, alors que la situation militaire empire, annonce ainsi que la Mission française n'a même pas pu obtenir les wagons nécessaires pour évacuer les explosifs de la poudrerie Cheterovka, qui sont abandonnés à l'ennemi³⁵⁶. La note décrit les conséquences du blocage ferroviaire : «Les communications avec la Crimée sont tout au moins gravement compromises. Le front du Don est disloqué. La moitié de la province du Don est perdue, le reste de la province est menacé. Les gains des six derniers mois sont perdus³⁵⁷ ». Quelques mois plus tard, en mars, la situation s'aggrave encore. En raison de l'état catastrophique des voies, les ouvriers manquent de vêtements et de nourriture, les industries manquent de carburant et d'huile³⁵⁸. La production ne peut espérer reprendre dans ces conditions. Encore une fois, les pertes militaires et privées se combinent.

Enfin, il est essentiel d'évoquer la lenteur du gouvernement, qui tarde souvent à réagir aux opportunités qui se présentent en Russie. Certes, d'importants problèmes de communication existent entre la France et la Russie, transformant de courtes hésitations en interminables délais. Mais même en tenant compte de ces difficultés, il est impossible d'ignorer que bien trop souvent, le gouvernement agit lorsqu'il est déjà trop tard. La recherche de concessions économiques, que nous avons évoquées au dernier chapitre, est un échec largement redevable à cette léthargie. Le cas de l'ambassadeur Noulens, qui harcèle Pichon pour obtenir des experts industriels et financiers, est un parfait exemple. Malgré la priorité accordée au sud par le Quai d'Orsay, l'ambassadeur est convaincu que des efforts limités et provenant des milieux privés peuvent

³⁵⁴ *Ibid.*, Volume 844, télégramme de Saint-Aulaire au MAE, novembre 1918, p.3.

³⁵⁵ *Ibid.*, Volume 845, « L'état de siège en Ukraine », *Écho de Paris*, 22 novembre 1918, p. 8.

³⁵⁶ *Ibid.*, note de l'État-major intitulée « sur la situation dans la Russie du sud », 19 février 1919, p. 54.

³⁵⁷ *Ibid.*

³⁵⁸ *Ibid.*, Volume 846, note de l'État-major intitulée « situation industrielle de la Russie », 6 mars 1919, p. 67.

avoir de grands bénéficiaires au nord. Il demande ainsi, en août 1918, qu'on lui envoie un attaché financier représentant les grandes banques : « J'ai besoin d'être secondé par un spécialiste ayant une pratique et une autorité personnelle qui lui permettent de parler au nom de la finance française³⁵⁹ ».

Pichon ne répond qu'un mois plus tard, le 5 septembre, mais promet qu'une mission composée de plusieurs personnalités industrielles lui sera éventuellement envoyée³⁶⁰. L'ambassadeur répond que le besoin est urgent : « si elle tarde encore quelques semaines, ses études seront entravées par les neiges et le froid. Les Anglais ne perdent pas de temps, et nous devons agir vite, si nous voulons préparer notre politique économique dans la région³⁶¹ ». Mais la mission promise tarde à arriver et, le 5 octobre, Noulens n'a toujours pas reçu ses experts. Il réécrit au MAE, insistant que le besoin pour la mission est plus grand que jamais, vu que des nouveaux gisements de fer viennent d'être découverts sur la presqu'île de Kola. Vu la faiblesse du gouvernement Tchaïkovski, qui doit souvent céder d'importantes concessions aux interventionnistes, l'ambassadeur craint la compétition des autres puissances : « Nous aurions intérêt à les faire explorer au plus tôt, si nous ne voulons pas être devancés par les Anglais. Il est urgent que [les envoyés de Paris] viennent accomplir leur mission³⁶² ». Mais, malgré la compétition internationale, la mission promise à Noulens n'est toujours pas arrivée à la fin du mois. L'exaspération de Noulens semble alors se transformer en incompréhension. Cherchant à comprendre les motifs de ces délais, il écrit : « Je suis le seul des trois chefs de missions alliés qui soit dépourvu de spécialiste forestier dans une région où le bois et son industrie ont une importance capitale. [...] D'autres propositions de vente de goudron, de potasse, de peaux ont été faites [mais] on télégraphie pour accepter quand il est trop tard³⁶³ ».

Cette lenteur est typique dans la réaction générale du gouvernement durant la Guerre civile. Que ce soit par indécision, par nécessité d'équilibrer les revendications populaires et privées, ou simplement par manque de jugement, cette lenteur réduit les possibilités de l'action gouvernementale et accentue les problèmes préexistants de l'intervention. Autrement dit, il

³⁵⁹ *Ibid.*, Volume 575, télégramme de Noulens à Pichon, 10 août 1918, p. 187.

³⁶⁰ *Ibid.*, télégramme du ministre du commerce à Noulens, 6 septembre 1918, p. 269-270.

³⁶¹ *Ibid.*, télégramme de Noulens au MAE, 15 septembre 1918, p. 271.

³⁶² *Ibid.*, 5 septembre 1918, p. 306.

³⁶³ *Ibid.*, 27 octobre 1918, p. 368-369.

semble que le gouvernement français ne complète pas sa politique en Russie par les moyens de la réaliser, ce que de nombreux historiens ont déjà relevé³⁶⁴.

Il apparaît donc que les défaites militaires et privées de la France sont intrinsèquement liées. Les échecs militaires nuisent à la reprise industrielle du Don et mènent à l'incapacité d'exploiter les voies ferrées. En retour, l'échec des objectifs économiques nuit crucialement aux opérations militaires, qui manquent de moyens logistiques et ne peuvent exploiter les voies de communication. La lenteur du gouvernement, qui accentue tous ces phénomènes, cimente finalement la défaite française, autant pour les militaires que pour les investisseurs.

3.2 Les luttes d'influence interalliées

Les milieux privés français ne sont pas les seuls à avoir perdu des actifs en Russie. On estime qu'avant la révolution, il y a parmi les investisseurs étrangers en Russie, 31,2% de Français, 24,3% de Britanniques, 19,8% d'Allemands, 14,4% de Belges et 5,2% d'Américains³⁶⁵. Il faut compter que plusieurs de ces investisseurs belges sont réellement des Français cherchant à éviter le fisc, augmentant encore la part française des investissements³⁶⁶. Autrement dit, la France est l'État le plus gravement lésé par les politiques soviétiques. Mais elle n'est pas la seule.

Sans surprise, les immenses richesses naturelles de la Russie ont toujours attiré les convoitises des grandes puissances, un phénomène accru par leur besoin de matières premières pour la reconstruction d'après-guerre. Ces dernières voient une opportunité dans le chaos russe, car le minerai, le charbon et particulièrement le bois de construction, dont la Russie regorge, sont devenus des ressources convoitées en Europe³⁶⁷. Une lutte, en marge des combats, oppose donc la France à ses propres alliés pour l'influence économique et diplomatique dans les territoires de l'ancien Empire.

³⁶⁴ Kenez, 351p.

³⁶⁵ Bovykin, p. 87.

³⁶⁶ Girault, *Emprunts russes*, p. 64.

³⁶⁷ MAE, Série Z, URSS 1918-1929, Volume 577, note sur la mission de l'Association Franco-Russe (AFR), 4 janvier 1918, p.39.

Cette compétition internationale, qui repose pour une large part sur les milieux privés, devient rapidement une préoccupation pour les dirigeants français. Pichon avertit notamment Klotz que « lorsque la situation politique se sera éclaircie, nos anciens ennemis, les neutres et nos alliés chercheront des débouchés pour leur produits et des ressources en matières premières ³⁶⁸ ». Le plan initial de Clémenceau, avancé en septembre 1918, tente bien d'éviter cet écueil en répartissant les zones d'intervention au sein des puissances de l'Entente. Mais la France ne possède plus une position d'influence aussi forte qu'auparavant auprès des Alliés, s'étant lourdement endettée envers l'Angleterre et les États-Unis durant la guerre³⁶⁹. Sa position de débitrice l'empêche d'imposer ses conditions à l'intervention et, bien souvent, ce sont plutôt ses créanciers qui dictent l'orientation de la politique interalliée³⁷⁰. C'est pourquoi, dès les débuts de l'intervention, les autres puissances font fréquemment cavaliers seul, sans consulter la France ou coordonner leur action, afin d'avancer leurs intérêts propres. Certaines de ces tensions méritent une attention approfondie, plus précisément celles que la France entretient avec le Japon, les factions russes et surtout, avec l'Angleterre.

Quels sont les objectifs du Japon? Étendre la sphère d'influence japonaise en Mandchourie, contrôler le Chemin de fer chinois de l'est et prendre possession des champs pétrolifères de la région de Sakhaline³⁷¹. Avant même que son intervention officielle ne débute, des mesures préparatoires sont prises en ce sens et, dès avril 1918, le Japon débarque ses premières troupes à Vladivostok sous le prétexte de protéger ses sujets sur place³⁷². Il emploie ensuite sa force militaire pour contrôler la vie économique sibérienne et accroître son influence en Chine, en Mandchourie et jusqu'en Sibérie³⁷³.

Ces ambitions à l'est ont des conséquences évidentes pour les autres interventionnistes, la France au premier rang. Le Japon aggrave tout d'abord l'inflation, déjà sévère, en faisant circuler librement ses Yens, ce qui entrave le pouvoir économique de ses alliés en Sibérie³⁷⁴. Pire encore, une campagne délibérée détourne le commerce régional de Vladivostok vers Dairen,

³⁶⁸ *Ibid.*, note du Service russe intitulée « moratorium pour les sociétés françaises en Russie », 18 mars 1919, p.128.

³⁶⁹ Georges Dethan, « Le Quai d'Orsay de 1914 à 1939 », *Opinion publique et politique extérieure en Europe*, II, 1915-1940, Actes du Colloque de Rome, Publications de l'École française de Rome, Rome, 1984, p. 158.

³⁷⁰ Allain & Al., p. 300.

³⁷¹ Tatiana Linkhoeva, « The Russian Revolution and the Emergence of Japanese Anticommunism », *Academia*, Revolutionary Russia, p. 265, [En ligne], URL :

<https://www.academia.edu/38334747/The-Russian-Revolution-and-the-Emergence-of-Japanese-Anticommunism>

³⁷² Guins, p.432.

³⁷³ Carley, «From Revolution to Dissolution », p. 729.

³⁷⁴ White, p. 305.

où les intérêts japonais sont prédominants. « This action helped to produce the decline in the trade of Vladivostok [...] reduced to something between one fourteenth to one twentieth of the prewar figure³⁷⁵ ». Vu le rôle essentiel de Vladivostok, seule porte d'entrée des interventionnistes en Russie par le Pacifique, ce déclin est non négligeable. La réduction de marchandises locales limitent l'accès des interventionnistes aux denrées essentielles (alimentation, vêtements d'hiver, chauffage, etc.) et augmentent l'hostilité de la population, qui manque de tout. Ces exemples démontrent que, même si la France et le Japon sont alliés sur le papier, leurs objectifs en Russie sont fondamentalement contradictoires.

Les relations de la France avec les Blancs ne sont pas meilleures et, comme le résume l'historien J. Bradley, « Throughout their intervention in Russia, the French did not really get on well with the Russians³⁷⁶ ». Les Français s'embourbent premièrement dans les conflits séparant les divers gouvernements indépendantistes, en espérant les contrôler ou les faire coopérer, mais ne parvenant le plus souvent qu'à se les aliéner³⁷⁷. Ils s'attirent ensuite l'antipathie des Blancs lorsque ces derniers comprennent que la France n'égalerait pas ses grandes promesses par les moyens de les réaliser. Cette frustration est légitime, car le gouvernement est originellement très enthousiaste à leur égard. Pire encore, plusieurs officiels français s'engagent bien au-delà de leur mandat auprès des gouvernements blancs, donnant un sentiment que la France est sur le point d'envoyer des effectifs massifs³⁷⁸. Ne serait-ce qu'auprès de l'armée Denikine, « there was a large discrepancy between what [general H.M.] Berthelot had promised the Volunteers and the realities of French support for military intervention³⁷⁹ ». Les Blancs en viennent à voir les engagements français comme de l'hypocrisie, ce qui nuit à la confiance qu'ils accordent à leurs commanditaires interventionnistes et, conséquemment, nourrit une hostilité entre les deux parties.

En retour, on remarque que les dirigeants français ne tiennent pas les Russes blancs en grande estime non plus. Certains démontrent carrément un dédain à leur égard; le général

³⁷⁵ *Ibid.*, p. 299-300.

³⁷⁶ Bradley, *Allied intervention in Russia*, p. 11.

³⁷⁷ Munholland, p. 45-50.

³⁷⁸ Pascal Fieschi, « L'intervention française à Odessa (décembre 1918 - mars 1919) vue à travers l'action du « Consul de France », Emile Henno », *Cahiers slaves*, n°14, 2016, p. 161-172.

³⁷⁹ Munholland, p. 46.

Franchet d'Esperey écrit par exemple que « le Russe a l'imagination romanesque et semble profondément gobeur³⁸⁰ ». Kammerer décrit les Blancs comme absurdes, incapables et peu fiables³⁸¹. Il faut avouer que ce sentiment, plutôt commun au Quai d'Orsay, est accru par les comportements de certains groupes russes en opposition aux intérêts français. Une méfiance s'installe tout d'abord avec les factions blanches du sud, car on soupçonne qu'elles maintiennent un contact étroit avec des agents allemands. La crainte qu'elles collaborent se confirme à plusieurs reprises, notamment en août 1919, lorsque des accords financiers germano-russes sont révélés, « ne laissant plus aucun doute sur les intentions allemandes de se servir des Blancs³⁸² ».

D'autres groupes financés par la France, dont les cosaques de Grigori Semenov, choisissent de se retourner contre les intérêts de cette dernière. Ce dernier dirige une armée de « bandits » montés et représente une des principales forces d'opposition aux Bolchéviks en Sibérie, dont il harcèle les positions le long du Transsibérien³⁸³. Il sera financé par les Alliés et la France pour un total de plus de 9 millions de roubles³⁸⁴, mais il se montre imprévisible et parfois carrément nuisible aux objectifs français. Il pille les régions longeant le Transsibérien, attaquant les Rouges, les non-alignés et parfois les civils selon son bon vouloir, devenant réputé pour sa brutalité et pour les atrocités que ses cosaques commettent³⁸⁵. La France s'aliène ainsi les populations sibériennes, qui associent naturellement Semenov aux interventionnistes qui le financent. Le cosaque se rangera finalement dans le camp des Japonais, qui y voient un outil utile pour contrôler la Sibérie, toujours au détriment des intérêts français. En résumé, une méfiance réciproque, des engagements excessifs et des allégeances changeantes opposent souvent les Français à leurs alliés russes.

Mais malgré les tensions que la France entretient avec le Japon et les Russes, la principale rivale de la France en Russie, c'est l'Angleterre. Une importante lutte d'influence, dont la première manifestation est politique, sépare les deux puissances. Cette lutte s'exprime tout d'abord au niveau de la sécession des territoires russes, car l'Angleterre finance des séparatistes dans le Caucase et soutient l'indépendance des provinces baltes contre les

³⁸⁰ MAE, Série Z, URSS 1918-1929, Volume 844, télégramme du général Franchet d'Esperey à Pichon, 22 octobre 1919, p. 275.

³⁸¹ Notes de Kammerer, Service russe, MAE, 22 mars 1920, article cité dans Carley, « From Revolution to Dissolution », p. 736.

³⁸² John F. Bradley, « L'intervention alliée dans les États Baltes (1919) ». *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, tome 23 N°2, Avril-juin 1976, p. 249.

³⁸³ Jackson, p. 56-57.

³⁸⁴ Jevakhoff, p. 251.

³⁸⁵ Joan McGuire Mohr, *The Czech and Slovak Legion in Siberia, 1917-1922*, Jefferson, McFarland, 2016, p. 219.

Bolchéviks, contribuant au morcellement du territoire russe, en opposition aux intérêts français³⁸⁶. Une seconde opposition politique survient au printemps 1918, concernant l'attitude que les Alliés doivent adopter face aux Bolcheviks. Si la France est poussée par le Quai d'Orsay vers une politique de condamnation totale, les Anglais s'ouvrent davantage au dialogue avec les Soviétiques et demandent même à Paris de restreindre les activités de Noulens, jugé trop imprudent dans ses positions³⁸⁷. Mais le gouvernement appuie au contraire la position générale de Noulens et craint plutôt que les Britanniques ne signent un accord séparé avec les Soviétiques. Cette inquiétude se concrétise, car dès fin 1919, Lloyd George estime que, vu la détérioration de la situation militaire, « il ne reste plus qu'à reprendre des relations avec la Russie, afin de ne pas l'isoler et dans la conviction que les échanges avec l'Occident conduiront rapidement le régime soviétique à se libéraliser³⁸⁸ ». C'est dans cet esprit que l'Angleterre, qui cherche aussi à soulager la crise économique qui sévit chez elle, devient la première puissance à signer une convention commerciale avec les Soviétiques, en 1920³⁸⁹.

Une rivalité politique sous-tend également leurs relations avec les anti-Bolcheviks régionaux. En effet, les Français s'inquiètent de voir les Britanniques se rapprocher trop des gouvernements blancs qu'ils soutiennent et se plaignent même fréquemment au gouvernement Koltchak à ce sujet³⁹⁰. Cette anxiété est partiellement justifiée par la différence entre les moyens dont disposent les deux États. La crise financière dans laquelle la France se trouve limite ses moyens financiers en Russie et les Anglais contribuent beaucoup plus au financement des Blancs. Par exemple, les Français versent 355 000 roubles à l'Armée volontaire entre janvier et juin 1918, alors qu'en comparaison, l'Angleterre leur verse presque 3 millions durant la même période³⁹¹.

La rivalité entre les deux puissances est ensuite de nature économique. Sur ce point, les Français craignent que les Britanniques ne profitent du chaos russe pour devenir leurs compétiteurs dans les secteurs industriels où ils sont dominants. Cette crainte se confirme lorsque les milieux militaires rapportent que des négociations sont tenues entre des industriels russes et des délégués officieux anglais, pour le rachat de certains charbonnages du Donetz.

³⁸⁶ Bradley, « L'intervention alliée dans les États Baltes », p. 239-240.

³⁸⁷ Carley, « The Origins of the French Intervention », p.428.

³⁸⁸ Jeannesson, p. 418-425.

³⁸⁹ *Ibid.*, p. 425-427.

³⁹⁰ Jevakhoff, p. 431-443.

³⁹¹ *Ibid.*, p. 244.

« C'est le premier pas « légal » vers la domination économique. [...] La réussite des projets britanniques signifierait donc la ruine de nos intérêts en Russie, avec toutes ses conséquences économiques et sociales dans notre pays. Elle équivaudrait également à l'impossibilité de tirer notre approvisionnement de Russie en blé, en charbon, en pétrole et en bois de construction par le simple jeu de nos créances³⁹² ».

Un autre élément de la lutte économique entre les deux puissances concerne la différence de priorité à accorder aux dettes de l'ancien Empire. Effectivement, la majorité des dettes dues à la France concerne les milieux privés. En revanche, la majorité des dettes dues à l'Angleterre sont des dettes d'État, contractées durant la Grande Guerre, essentiellement pour du matériel militaire. C'est pourquoi, durant les négociations pour un règlement commun des dettes avec la Russie, la France fait naturellement pression pour prioriser le remboursement des dettes privées, tandis que l'Angleterre cherche à faire prioriser les dettes d'État³⁹³. Cette différence rend une politique interalliée sur la question complètement irréalisable et bloque toute entente concertée avec les Bolchéviks.

Évidemment, la France et l'Angleterre s'opposent aussi pour la recherche de concessions économiques, chacune cherchant à lier les nouveaux gouvernements par ses propres ententes. La rivalité entre les deux puissances accélère même cette recherche, car les dirigeants français craignent, à juste titre, que l'Angleterre ne lui arrache sa position privilégiée³⁹⁴. Noulens insiste à cet effet sur le péril de voir « les Anglais établir leur mainmise sur tous les produits de la région [du nord]. Déjà les ententes considérables qu'ils ont faites correspondent à des demandes adressées à leur industrie, d'où un courant d'échanges dont ils bénéficieront après la guerre »³⁹⁵. Il a raison sur ce point car les Anglais obtiennent peu après d'importantes concessions sur les contrats publics auprès du gouvernement Denikine, ainsi que des concessions sur le charbon du Donetz, le pétrole, les industries métallurgiques et le blé ukrainien³⁹⁶.

³⁹² MAE, Série Z, URSS 1918-1929, Volume 846, « Résumé d'un entretien entre M. le commandant Cartier et M. Clémentel sur la situation économique et celle de nos intérêts en Russie Méridionale », 7 septembre 1919, p. 75.

³⁹³ *Ibid.*, Volume 420, note du Service financier « concernant le règlement des créances françaises sur la Russie », 5 mars 1920, p. 130.

³⁹⁴ Carley, *Revolution and intervention*, p. 123.

³⁹⁵ MAE, Série Z, URSS 1918-1929, Volume 575, télégramme de Noulens au MAE, 27 octobre 1918, p. 368.

³⁹⁶ *Ibid.*, Volume 846, « Résumé d'un entretien entre M. le commandant Cartier et M. Clémentel sur la situation économique et celle de nos intérêts en Russie Méridionale », 7 septembre 1919, p. 74.

Selon les dires du général Louis François Franchet d'Esperey, l'Angleterre entend même obtenir un monopole d'achat sur les produits agricoles ukrainiens et mène une violente campagne de diffamation contre la France pour y parvenir³⁹⁷. Des journaux russes d'Odessa, mais appartenant à des Anglais, publient à cette fin des articles hostiles. Ils insinuent que la France, financièrement ruinée et lourdement débitrice à l'Angleterre, n'a aucun moyen d'aider le peuple russe et que ses engagements sont irréalistes. Le général écrit : « on réédite à chaque occasion des récits de l'évacuation d'Odessa où on montre la brutalité des Français repoussant les femmes qui les suppliaient de les emmener [...] Dans le but de nous discréditer auprès des Russes, les Anglais ont fait distribuer un certain nombre de numéros de l'*Humanité* où il était fait éloge du régime des Soviets³⁹⁸ ». Somme toute, la compétition entre la France et l'Angleterre est féroce au niveau économique. Les deux États s'opposent sur les questions de concurrence industrielle, des concessions, des dettes et même du commerce.

Une dernière rivalité franco-britannique existe au plan militaire. Plus précisément, les deux pays s'opposent pour le contrôle des troupes allogènes, c'est-à-dire les forces russes recrutées localement, attachées aux contingents interventionnistes et mises à la solde de l'Entente. La Légion tchèque, par exemple, constitue le plus important de ces groupes allogènes. C'est pourquoi d'importants efforts sont déployés pour les placer sous le commandement de la France, qui argumente qu'il lui revient de diriger et organiser ces troupes de concert avec les Alliés, mais «en se réservant, dans cette mission, le rôle prépondérant qui lui revient de droit en raison de sa qualité d'alliée la plus ancienne de la Russie³⁹⁹ ». Sans surprise, les Britanniques se montrent peu sensibles à cette rhétorique et répètent des démarches pour nommer leurs propres officiers à la tête des contingents allogènes, parfois sans même consulter la France. Le général français Maurice Janin et le général anglais Alfred Knox se retrouvent ainsi en rivalité en Sibérie, chacun ayant reçu la directive d'assumer le commandement de la Légion tchèque et le recrutement des forces russes : « Du chevauchement de leurs attributions et de querelles de préséance va naître un antagonisme dont les Blancs feront les frais⁴⁰⁰».

En résumé, les Français se retrouvent en lutte non seulement avec les Rouges en Russie, mais aussi avec presque tous leurs alliés. Incapables de s'entendre avec les Russes blancs, ils ont

³⁹⁷ *Ibid.*, Volume 844, télégramme du général Franchet d'Esperey à Pichon, 22 octobre 1919, p. 282.

³⁹⁸ *Ibid.*

³⁹⁹ *Ibid.*, Volume 797, publication de l'Union Franco-Russe, mars 1919, p.43-44.

⁴⁰⁰ Venner, p. 220-221.

des intérêts qui s'opposent à ceux des Japonais à l'est et à ceux des Anglais sur tous les théâtres. La poursuite d'un objectif commun et cohérent devient alors impossible pour les interventionnistes⁴⁰¹. À ces dissensions interalliées s'ajoutent celles que nous avons déjà nommées, qui existent entre les milieux privés français et leur gouvernement, ainsi qu'à celles divisant les groupes privés entre eux. Même les Bolcheviks remarquent cette zizanie et s'inquiètent que les puissances occidentales ne cherchent à transformer la Russie en seconde Chine, démantelant son territoire en « zones d'influence » étrangères.

Ces luttes internes constituent un facteur primordial dans l'échec de l'intervention française. Incapable de coordonner son action avec ses alliés, les Blancs, ou même avec ses propres milieux privés, la France s'engouffre dans une intervention solitaire avec peu de moyens. Néanmoins, les troupes de l'Entente occupent la Russie plusieurs années, soutenant les Blancs et prolongeant considérablement la Guerre civile. D'importantes questions émergent de cette constatation. En effet, quelles sont les répercussions de l'intervention étrangère sur les conditions de vie de la population? Comment la perception des interventionnistes évolue-t-elle au sein de l'opinion publique russe? Quelles sont les conséquences de cette évolution pour les intérêts politiques et privés de la France?

3.3 Conditions de vie et hostilité populaire

Sans surprise, l'enlisement du conflit entraîne de graves conséquences pour la population russe. Cette dernière souffrait déjà des conditions de guerre en 1917 et s'est même révoltée, du moins en partie, pour dénoncer la situation invivable de la masse populaire. Survient ensuite la Guerre civile, accentuée par l'intervention étrangère, qui ravage le pays encore plus sévèrement. Les civils, à l'exception des fortunés qui ont pu quitter le pays à temps, se retrouvent incapables de fuir, vu la destruction des voies ferrées, le mouvement continu des lignes de front et le blocus international. Pris au piège, ils subissent alors les contrecoups des combats, des privations et de l'occupation répétée des grandes villes.

⁴⁰¹ Gregory Sherman, « 1918: Allied intervention and the origins of the cold war », *Academia*, p.5, [En ligne], URL : https://www.academia.edu/7247220/1918_Allied_Intervention_and_the_Origins_of_the_Cold_War?email_work_card=view-paper

Nous avons soulevé qu'une inflation sévère, accentuée par la circulation des devises étrangères, frappe les centres urbains, puis les campagnes. On estime qu'à la fin de 1918, même si la quantité de billets par tête d'habitant a été multipliée par 4, les prix ont augmenté parallèlement de 10 à 20 fois⁴⁰². Pour pallier la crise, plusieurs villes retournent dès 1918 à un système officieux de troc, où la valeur des produits essentiels est décidée arbitrairement selon la localité⁴⁰³. Il s'agit d'une pratique parfois plus efficace que de recourir aux billets dévalués, mais ces villes ont d'immenses difficultés à nourrir leur population, au point qu'on estime que seulement un tiers des rations peut être obtenue par la voie officielle⁴⁰⁴. Les citoyens doivent faire affaire avec un « marché noir du grain » pour le reste, à des prix exorbitants. Cette dynamique s'empire considérablement dans les années suivantes, lorsque l'inflation atteint des proportions démesurées : le rouble de 1920 vaut ainsi moins de 0,001% de sa valeur de 1917⁴⁰⁵. Dans de telles conditions, il devient impossible de se procurer une subsistance, du moins sans se soumettre à l'un des grands groupes qui contrôlent le pays. C'est pourquoi durant la Guerre civile, les soldats s'engagent souvent davantage en fonction des rations fournies que pour leurs convictions politiques⁴⁰⁶.

L'occupation des régions agricoles du sud de la Russie entraîne une crise alimentaire, dont les effets sont ressentis jusqu'en France. Depuis longtemps, l'Ukraine est considérée comme le grenier de l'Europe, vu l'exportation massive de ses surplus de grains. Les Français, qui y ont des intérêts reconnus, s'efforcent alors de se rapprocher des Blancs de ces régions, autant pour affamer les Rouges que pour reprendre, idéalement à leur compte, le commerce céréalier avec l'Europe⁴⁰⁷. Mais l'enlèvement de l'intervention, les combats et le blocus alliés entravent grandement cette exportation. *L'Humanité* dénonce le fait que la Russie est « un grenier à blé, à céréales, à bois, [mais] que pour le plaisir de faire mourir de faim la Russie des soviets, nos gouvernements nous privent de ce grenier, qui pourrait faire diminuer la cherté de la vie des familles françaises et rendre l'hiver moins dur⁴⁰⁸ ». Ce coût accru de l'alimentation, assez léger en France, est véritablement catastrophique en Russie. Des épisodes cycliques de famine sévissent partout au pays, particulièrement chez les Rouges, qui se voient longtemps

⁴⁰² MAE, Série Z, URSS 1918-1929, Volume 380, renseignements de Berne transmis au MAE, 21 mars 1919, p. 119.

⁴⁰³ *Ibid.*, télégramme transmis par Berthelot à Noulens, 6 septembre 1918, p. 23.

⁴⁰⁴ Service, p.109.

⁴⁰⁵ White, p. 304.

⁴⁰⁶ *Ibid.*

⁴⁰⁷ Carley, *Revolution and intervention*, p.135-136.

⁴⁰⁸ MAE, Série Z, URSS 1918-1929, Volume 859, « Un crime! Une faute ! », *L'Humanité*, octobre 1919, p. 76-77.

repoussés de l'Ukraine. Déjà durant l'été de 1917, on estime que seulement 4 à 7% des chargements de blé prévus arrivent bel et bien à destination⁴⁰⁹. Dès septembre de l'année suivante, les autorités françaises prévoient que la situation alimentaire s'empire: « on peut soutenir sans aucun doute que l'année 1918-1919 sera pour la Russie une année de famine, non seulement dans les grandes villes et centres industriels, mais aussi dans toutes les campagnes⁴¹⁰ ». Or, en soutenant l'occupation de l'Ukraine par l'Armée Volontaire, les Français se rendent complices de cette famine, ce que la population leur reprochera rapidement.

À cette crise de l'alimentation s'ajoute celle du charbon et, conséquemment, du chauffage. Les principaux centres houillers se trouvent dans le Donetz où, comme nous le savons, la France centre son intervention avec l'appui de Denikine. Mais l'occupation, les combats et la destruction des voies ferrées nuisent toutes à l'extraction de cette ressource essentielle. Ainsi, une crise énergétique sévit dès 1918⁴¹¹ et, vu que la région est initialement contrôlée par les Blancs, les premiers contrecoups de la crise sont encore une fois imposés aux régions soviétiques. Ces derniers déplorent longuement l'impact de la confiscation du Don, car le manque de chauffage pousse la population à des mesures désespérées : « La démolition de 100 maisons et de 200 péniches ou vieux bateaux donne le bois nécessaire aux besoins journaliers. Que faire pour l'hiver qui approche?⁴¹² ». Les Soviétiques ne sont pas les seuls à décrire la crise ainsi, car lorsque les Rouges reprennent la région, les interventionnistes et les Blancs subissent un sort identique. Le 26 septembre 1919, alors que l'automne se refroidit, la Mission militaire française dans les pays Baltes télégraphie : « Faute de chauffage, même pour la cuisine on brûle les meubles et les portes. Faute d'éclairage, une seule lampe de 16 bougies par pièce est autorisée. Faute d'hygiène, Typhus, choléra, dysenterie – les « gens intelligents » meurent surtout de faim. Les autres de maladie – beaucoup de mortalité infantile⁴¹³ ».

La maladie est effectivement un autre résultat de la prolongation du conflit. Le manque d'alimentation, de chauffage, de médicaments et de main-d'œuvre pour l'assainissement entraînent cette conséquence inévitable. Dès la fin de 1918, une épidémie de typhus éclot et

⁴⁰⁹ *Ibid.*, Volume 380, renseignements de Stockholm intitulés « La crise économique en Russie », 29 novembre 1918, p. 80.

⁴¹⁰ *Ibid.*, note du MAE intitulée « La désorganisation économique de la Russie », 21 septembre 1917, p. 22.

⁴¹¹ *Ibid.*, Volume 380, transmission au MAE de renseignements soviétiques par le ministre français en Finlande, 27 décembre 1919, p. 240-241.

⁴¹² *Ibid.*, note de la mission militaire française dans les pays Baltes intitulée « renseignements économiques », 26 septembre 1919, p. 211.

⁴¹³ *Ibid.*, p. 214.

sévit dans les grandes villes comme Moscou, où les lits d'hôpital manquent et où une part importante du personnel sanitaire a quitté son poste⁴¹⁴. L'épidémie progresse en 1919, atteignant même les régions plus éloignées du Don, infligeant des ravages terribles à la population dans le théâtre où la France concentre ses effectifs⁴¹⁵. Même lorsque les Blancs sont défaits et que les interventionnistes se retirent, l'épidémie se prolonge encore. H. Martin, chargé d'affaires de France à Copenhague, écrit ainsi que la situation sanitaire perdure en février 1920. « Quantité de personnes meurent, tous les jours de maladie, de froid ou de faim. Le typhus notamment, exerce de très grands ravages; il ne peut être que difficilement combattu, parce que tous les médecins, y compris les femmes-docteurs ont été mobilisés et envoyés au front⁴¹⁶ ». Le bilan final de ces maladies est plus terrible que celui des combats. En comparaison au million et demi de soldats morts, on estime qu'entre 8 et 20 millions de civils sont décédés, témoignant de la sévérité des famines et des épidémies⁴¹⁷.

S'ajoute finalement à la crise alimentaire, à la crise du chauffage et à la crise sanitaire, les nombreuses violences perpétrées par les deux camps. À partir de mai 1918, des Blancs finlandais entament une campagne de « terreur blanche » et massacrent plus de 19 000 civils, socialistes et Bolcheviks confondus⁴¹⁸. Cette violence provoque une campagne de terreur rouge en représailles, ouvrant un long chapitre de brutalités réciproques⁴¹⁹. La violence politique prend alors des proportions inégalées. Dans les régions rouges, les populations urbaines connaissent des épisodes sporadiques de violence populaire, où les foules déchaînées exercent parfois une justice arbitraire⁴²⁰. On estime ensuite que 300 000 à 500 000 Cosaques sont purgés durant la decossackization et que la Tcheka procède à plus de 250 000 exécutions « d'ennemis du peuple », un chiffre que certains estimés portent même à un million⁴²¹.

⁴¹⁴ *Ibid.*, renseignements de Berne transmis au MAE, 21 mars 1919, p. 120.

⁴¹⁵ *Ibid.*, Volume 835, « Dans la région du Don », *Le Temps*, 26 mars 1919, p. 104.

⁴¹⁶ *Ibid.*, Volume 380, renseignements transmis par H. Martin, chargé d'affaires de France à Copenhague à Millerand, 14 février 1920, p. 245.

⁴¹⁷ Jean-Jacques Marie (dir.), *La guerre civile russe (1917-1922). Armées paysannes rouges, blanches et vertes*, Autrement, Paris, 2005, p. 5-14.

⁴¹⁸ Moss, p.3.

⁴¹⁹ *Ibid.*

⁴²⁰ Tsuyoshi Hasegawa, « Crime, police and mob justice in Petrograd during the Russian revolutions of 1917 », article cité dans Wade (dir), chapitre 3.

⁴²¹ Ajibola, p. 6.

Du côté des Blancs, ce n'est guère mieux. Le gouvernement Koltchak fusille à lui seul 25 000 sympathisants rouges en quelques mois, uniquement dans la province d'Ekaterinbourg⁴²². Les soldats blancs, réputés pour leur indiscipline, pillent souvent violemment les régions qu'ils contrôlent, plusieurs ayant subi eux-mêmes la dévastation de leurs foyers⁴²³. Nous avons déjà donné l'exemple de la brutalité de Semenov le long du Transsibérien, mais les Blancs du sud, des armées Denikine ou Wrangel, commettent aussi plusieurs atrocités envers les civils⁴²⁴. Denikine reconnaît même dans ses Mémoires « [qu'il] ne contrôlait pas ses troupes. Elles commirent de nombreux massacres malgré les protestations des membres des missions militaires britannique et française⁴²⁵ ». On estime que 100 000 Juifs sont ainsi massacrés en Ukraine, majoritairement aux mains des troupes blanches, dans des pogroms récurrents⁴²⁶.

Lorsque les Bolchéviks avancent dans le sud en février 1919 et que les Grecs, appuyés par les Français, doivent évacuer Kherson, ils y massacrent des centaines de civils. « A warehouse holding two thousand hostages – men, women and children – was set on fire by an incendiary shell from a French warship in the harbour, and when they tried to fight their way clear of the inferno they were mown down in heaps by Greek machine-gunners⁴²⁷ ». Lorsque les Soviétiques reprennent finalement la ville, ils répliquent en fusillant sommairement tous les prisonniers grecs. Nous n'exposerons pas davantage l'étendue des violences perpétrées contre les civils, que plusieurs travaux approfondissent. Il suffit de comprendre que cette spirale de violences réciproques s'accroît tout au long du conflit, entraînant des conséquences terribles pour la population.

Étant donné la récurrence des crimes commis par les armées blanches, les civils deviennent graduellement hostiles autant aux Blancs qu'aux interventionnistes qui les appuient⁴²⁸. On accuse l'Entente - et particulièrement la France qui prolonge sa présence au sud - de perpétuer les conditions de vie impossibles. Ce n'est pas faux, ce que Paul-François Chevilly, directeur de la propagande française, rapporte à Pichon en mars 1919, soutenant que l'intervention se répercute « sur la difficulté croissante de la vie puisque nous sommes incapables

⁴²² Venner, p. 278.

⁴²³ *Ibid.*

⁴²⁴ *Ibid.*, p. 274.

⁴²⁵ Avenel, p. 210.

⁴²⁶ Ajibola, p. 6.

⁴²⁷ Jackson, p. 175.

⁴²⁸ Munholland, p.43-66.

d'alimenter la ville [Odessa] ni en charbon, ni en farine, ni en rien⁴²⁹ ». Étant donné cette incapacité croissante des Français à subvenir aux besoins des territoires occupés, les arguments bolcheviks gagnent en valeur et la France perd en crédibilité.

Cette crédibilité est également réduite par l'écart entre les promesses souvent immenses de la France et leur réalisation désorganisée, insuffisante et souvent contraire aux volontés locales. Comme nous l'avons évoqué, certains envoyés français ont même fait croire aux Russes que la France déclarerait la guerre aux Bolcheviks, « d'où la déception générale, qui, à la suite de l'évacuation d'Odessa et de Sébastopol, et sous l'influence de la propagande anti-française a abouti à une véritable hostilité⁴³⁰ ». L'opinion publique russe se déchaîne effectivement contre la France, qui est mal perçue même parmi les autres interventionnistes. Ce sentiment d'animosité est accru par les scandales de corruption et de violence des Blancs, puis amplifié par une propagande habile des Rouges. L'Amiral Jean-François Amet, à Odessa, télégraphie ainsi le 14 mars 1919 un avertissement clair : « Tout le pays, villes et campagnes se soulève contre l'intervention actuelle⁴³¹ ».

Les renseignements de l'État-Major rapportent des nouvelles similaires la semaine suivante, indiquant que la population du sud se montre ouvertement hostile à l'occupation étrangère et que l'opinion publique « nous accuse de faire le jeu du parti monarchiste, en raison de nos attaches avec l'Armée Volontaire et de travailler à la contre-révolution. Un soulèvement [populaire] est préparé à Nicolaïeff, à Odessa et à Sébastopol⁴³² ». Si les interventionnistes accusent les Blancs de s'être aliéné la population, les Blancs renvoient rapidement le blâme aux interventionnistes et insistent que c'est plutôt l'aide hésitante qui leur est accordée qui stimule l'hostilité populaire envers l'Entente⁴³³. En réalité, les deux partis se nuisent mutuellement. En protégeant les industries et avoirs de ses milieux privés contre les réquisitions et les politiques des Blancs, le gouvernement français limite considérablement les moyens d'action de ses alliés. Les soldats blancs, déjà indisciplinés, sont ensuite tentés davantage de soustraire ce qui leur manque à la population, attirant l'antipathie populaire vers les interventionnistes qui les soutiennent.

⁴²⁹ MAE, Série Z, URSS 1918-1929, Volume 845, lettre de Chevilly à Pichon, 22 mars 1919, p. 56.

⁴³⁰ *Ibid.*, Volume 844, télégramme du général Franchet d'Esperey à Pichon, 22 octobre 1919, p. 284.

⁴³¹ *Ibid.*, Volume 845, télégramme de l'amiral Jean Bart à la Marine, 14 mars 1919, p. 74.

⁴³² *Ibid.*, renseignements de l'État-major sur la situation à Odessa, 22 mars 1919, p. 94-95.

⁴³³ *Ibid.*, note de l'État-major intitulée « situation dans la Russie du sud », 19 février 1919, p. 54.

3.4 La transition nécessaire

Face aux échecs militaires, économiques et diplomatiques, combinés à l'hostilité croissante de la population, l'intervention française ne peut se poursuivre. Pour la France, aux ressources financières limitées, le seul moyen d'intervenir efficacement est de faire reposer son action sur les groupes Russes. Mais les Blancs qu'elle choisit de soutenir s'aliènent la population avant d'être défaits face à l'Armée rouge. Quant à la Légion tchèque, qui ne demande qu'à être rapatriée depuis sa révolte, elle est enfin évacuée de Vladivostok en 1920. Les Français n'ont donc plus d'armées locales sur lesquelles s'appuyer et ne bénéficient pas d'un soutien populaire suffisant pour en recruter davantage. Pire encore, les derniers soldats français se mutinent, faisant craindre à une possible « contamination révolutionnaire » si les troupes sont maintenues plus longtemps en Russie. Dans cette situation, «the French commanders and ultimately, the government in Paris concluded that the risk of intervention exceeded any possible gain⁴³⁴ ».

La France doit alors se tourner vers une politique plus modérée, soutenant encore l'opposition interne, mais sans espoir de renverser les Soviétiques. C'est ce que Clemenceau baptisera le « cordon sanitaire », une politique d'endiguement par lequel on entend soutenir les États limitrophes à la Russie pour opposer le Bolchevisme, tout en fournissant aux derniers Blancs du matériel militaire⁴³⁵. Néanmoins, les centres industriels français du sud sont perdus et les gouvernements éphémères financés par la France sont tombés. Les concessions économiques qui ont été extorquées par les interventionnistes deviennent alors nulles et la France perd définitivement sa position d'influence en Russie.

La transition est encore plus marquante pour les milieux privés. Si la plupart hésitent à s'impliquer dans le pays pendant que les combats font rage⁴³⁶, la situation change drastiquement après le retrait étranger. Le gouvernement soviétique consolide sa victoire et, la famine terminée, le pays redevient stable, donnant naissance à de nouvelles opportunités rentables. Le régime bolchevik se montre ouvert à commercer et Lénine décrète même la NEP en 1921. Cette dernière permet une réouverture du pays au commerce international, le retour des investissements étrangers et la légalisation des petites et moyennes entreprises privées. De

⁴³⁴ Munholland, p. 43-44.

⁴³⁵ Allain & Al., p. 309.

⁴³⁶ Carley, *Revolution and intervention*, p.96.

nouveau, la Russie semble pouvoir devenir un « Eldorado » pour les investisseurs étrangers⁴³⁷. Mais malgré ces réformes, la France répugne à accepter un accord commercial avec les Bolcheviks⁴³⁸.

Ce n'est pas faute d'insistance de la part des commerçants français, qui, attirés par le gain et craignant la compétition internationale, cherchent à faire table rase et à se réinvestir en Russie. Deux facteurs expliquent ce revirement : d'une part, l'immensité du marché russe, qui manque de tout et offre toujours de très importants bénéfices; d'autre part, le fait que nombreuses industries françaises reposent sur les matières premières du pays, surtout le lin, les céréales, les métaux précieux, les huiles minérales, les essences et le pétrole⁴³⁹. Autrement dit, d'un point de vue strictement économique, « tout pousse à renouer au plus vite avec l'URSS des liens commerciaux que le conflit mondial, la révolution d'Octobre, puis la guerre civile ont totalement rompus⁴⁴⁰ ». En effet, même si la France a tout perdu en Russie, elle peut perdre encore davantage en refusant de s'y investir à jamais. C'est pourquoi, malgré l'effacement des dettes, des pressions commencent à monter dès 1920 pour une reprise des relations commerciales avec l'URSS⁴⁴¹.

Le gouvernement soviétique se montre d'ailleurs très favorable à une telle reprise. Il s'ouvre même sur la question des dettes, acceptant de négocier sur ce point en échange de crédits et d'une reconnaissance diplomatique⁴⁴². Dès 1920, des négociations commerciales sont ainsi menées, « dans le but d'améliorer le climat en vue de discussions politiques. La reconnaissance diplomatique est indispensable à de bonnes relations commerciales et vice versa⁴⁴³ ». Pour encourager le rapprochement, les Soviétiques commencent même à financer la presse française, tout comme le gouvernement tsariste auparavant. Ce soutien est particulièrement substantiel auprès de la presse de droite. Le Temps, qui reçoit ainsi 520 000 francs, est un exemple étonnant de cette dynamique, vu qu'il « s'agit de l'organe officieux du Quai d'Orsay et d'un des porte-drapeaux de l'anticommunisme en France⁴⁴⁴ »!

⁴³⁷ Carley, « Episodes from the Early Cold War », p.1277

⁴³⁸ Jeannesson, p. 413

⁴³⁹ *Ibid.*

⁴⁴⁰ *Ibid.*, p. 412.

⁴⁴¹ Carley, « Episodes from the Early Cold War », p.1276

⁴⁴² Michael Jabara Carley, *Une guerre sourde*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2016, ch1, [page à préciser].

⁴⁴³ *Ibid.*, [page à préciser].

⁴⁴⁴ *Ibid.*, ch. 3, [page à préciser].

Plusieurs autres éléments jouent un rôle en faveur d'une reprise commerciale, dont le besoin russe pour des produits finis, des outils et des capitaux étrangers, ainsi que « la nécessité de plus en plus pressante pour la France de trouver des débouchés, à mesure qu'avance la reconstruction des régions dévastées⁴⁴⁵ ». Ironiquement, le gouvernement subit donc une nouvelle pression des milieux d'affaires, diamétralement opposée à celle des années antérieures, qui souhaite désormais rétablir les relations commerciales au plus tôt avec la Russie⁴⁴⁶. Les autorités soviétiques encouragent cette initiative et insistent que la France, qui bénéficie grandement d'un État russe puissant, a tout intérêt à rétablir des relations normales au plus tôt⁴⁴⁷. En effet, dans le cas d'un nouveau conflit contre l'Allemagne, que plusieurs craignent, une alliance avec la Russie sera essentielle. C'est pourquoi, comme l'écrit M. Leeper du Foreign Office, les Français «ont toujours considéré la Russie simplement comme une force à utiliser contre l'Allemagne⁴⁴⁸». Mais malgré tous ces facteurs, les propositions de rapprochement frappent longtemps un mur rhétorique au Quai d'Orsay, qui refuse de nouer toute relation avec les Soviétiques tant qu'un accord n'a été trouvé sur la question des dettes.

Une première ouverture se fait sous le gouvernement Millerand, qui permet les relations commerciales et financières avec l'URSS, sauf pour la vente d'armes⁴⁴⁹. Le gouvernement avertit cependant que les risques de ce commerce sont entièrement aux frais des commerçants individuels, conformément à sa politique de rigidité habituelle. Millerand déclarera même, en tant que président de la République, à ceux qui souhaitent se réinvestir en Russie que «Vous bâtissez sur du sable⁴⁵⁰». En juillet 1920, le Ministère des Finances et le Ministère des Travaux Publics insistent tout de même « que la France a absolument besoin de céréales, lin, bois, et surtout de Pétrole⁴⁵¹ », que seule une reprise commerciale avec la Russie peut rendre abordable. Mais ces demandes sont également refusées par le Quai d'Orsay, qui n'a aucune intention d'assouplir ses positions. Une seconde ouverture éphémère se fait grâce au Président Édouard Herriot. Ce dernier, qui craint particulièrement une nouvelle guerre européenne, « est l'un des premiers et des plus importants promoteurs d'un rapprochement franco-soviétique. [II] écrit

⁴⁴⁵ Jeannesson, p. 413.

⁴⁴⁶ Anne Hogenhuis-Seliverstoff, *Les relations franco-soviétiques : 1917-1924*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1981, 316p. pp. 191-192.

⁴⁴⁷ Carley, « Episodes from the Early Cold War », p.1276

⁴⁴⁸ Note de Leeper, 13 février 1923, N1339/62/38, FO 371 9343, cité dans Carley, *Une guerre sourde*, ch. 3, [page à préciser].

⁴⁴⁹ Jeannesson, p. 415.

⁴⁵⁰ Carley, *Une guerre sourde*, ch. 3, [page à préciser].

⁴⁵¹ Jeannesson, p. 418.

«Laissons tomber les “théories politiques”, l’anticommunisme, qui ne sert ni les intérêts économiques ni les intérêts politiques de la France⁴⁵²». Mais ce pragmatisme est minoritaire au sein des dirigeants français, au point que l’ambassadeur soviétique à Paris en vienne même à les surnommer les « corbeaux blancs »⁴⁵³.

Au contraire, un fort anticommunisme persiste dans les milieux politiques et surtout diplomatiques, qui s’opposent à chaque occasion au rapprochement. Certaines des grandes institutions financières, la Banque de France tout particulièrement, influencent d’ailleurs le gouvernement dans le sens du refus de tout accord concret. La rigidité conséquente de la politique française nuit longtemps à ses propres commerçants, qui se retrouvent désavantagés par rapport à ceux des autres puissances, bien moins hésitantes à s’engager avec l’URSS. La France tarde à suivre ses alliés, ne reconnaissant l’URSS diplomatiquement que le 28 octobre 1924 (sous le gouvernement Herriot) et ne signant un premier accord commercial qu’en 1931⁴⁵⁴. Durant ces années cruciales, l’obstination du Quai d’Orsay a empêché les milieux privés français de bénéficier pleinement de l’ouverture inespérée de la NEP. Au contraire, la France accumule durant ces années « un retard conséquent sur ses principaux concurrents, Allemagne, Grande-Bretagne et États-Unis, qui ne se sont pas embarrassés des mêmes considérations [...] Le gouvernement français, en imposant ses priorités au milieu d’affaires, a sacrifié l’avenir du commerce franco-soviétique⁴⁵⁵». Il semble que la transition de politique pour le gouvernement est donc diamétralement opposée à la transition souhaitée par les milieux privés. Encore une fois, par manque de cohésion interne et par léthargie décisionnelle, la France nuit à ses propres intérêts en Russie.

Quant à la question des dettes, le Quai d’Orsay n’aura jamais satisfaction. Au contraire, les négociations sur ce point deviennent rapidement un dialogue de sourds. Les Français insistent toujours pour un remboursement des dettes et une réparation des dommages subis par la révolution. En retour, les Soviétiques soutiennent que sans l’intervention étrangère, qui a ruiné le pays, la Russie aurait pu reconnaître sa dette, voir même la rembourser. Pour illustrer ce propos, lorsque Lloyd George souligne à Litvinov, alors commissaire adjoint à Gênes, que « ce n’était pas très élégant de refuser de rembourser ses dettes », Litvinov aurait répondu «que c’est

⁴⁵² Carley, *Une guerre sourde*, ch. 3, [page à préciser].

⁴⁵³ *Ibid.*, [page à préciser].

⁴⁵⁴ Jeannesson, p. 419-427.

⁴⁵⁵ *Ibid.*, p. 427.

encore moins élégant de réclamer le remboursement d'une dette après être entré par effraction chez nous, avoir cassé toute la vaisselle, détruit tous les meubles, et nous avoir laissés sur la paille⁴⁵⁶». Sans surprise, ces arguments s'opposent longtemps et le litige s'enlise sans résultats concrets. Ultimement, la question des dettes ne sera réglée qu'en 1996, après la dissolution de l'URSS, par une entente bilatérale entre la France et la Russie. Cet accord concède que la Russie verserait un paiement unique de 400 millions de dollars américains⁴⁵⁷, un montant dérisoire si l'on tient compte des vingt milliards initiaux et des huit décennies d'inflation.

⁴⁵⁶ Litvinov à Berzine, no. 384, secret, 11 avril 1923, AVPRF, f. 04, o.4, p. 23, d.326, 11. 68-75. Cité dans Carley, *Une guerre sourde*, ch. 4

⁴⁵⁷ Oosterlinck, p. 24.

Conclusion

Comme nous l'avons vu, la France et la Russie sont intimement liées avant 1917, non seulement au plan politique, vu les ramifications de leurs alliances, mais également au plan économique. Au cours des trente années précédant la Grande Guerre, la France devient la première créancière de la Russie et contribue largement à son développement industriel. Les immenses dettes contractées par le régime tsariste rendent les deux États dépendants l'un de l'autre : la Russie, par le besoin constant de nouveaux investissements pour réaliser sa modernisation industrielle et militaire; la France, par les revenus lucratifs des intérêts sur les prêts et des dividendes sur les investissements, largement répartis au sein de la population. Cette diffusion est grandement encouragée par le gouvernement et la presse français, qui vantent les mérites de ces fonds. Lorsque la situation russe perd de son attrait, le gouvernement censure, retarde ou déforme même les nouvelles afin de ne pas décourager la bourse et l'opinion publique.

Au travers des emprunts d'État massifs et de leur diffusion « encouragée », un climat de confiance est instauré, ouvrant la voie aux formes d'investissements semi-publics et privés. Les grandes villes russes contractent de gros prêts, afin de moderniser leur infrastructure et leurs industries. En retour, la plupart des contrats métallurgiques pour ces travaux est octroyée à des firmes françaises. La France prête donc ses capitaux aux villes russes, bénéficie du paiement des intérêts, regagne une part la somme prêtée en commandes, puis obtient le remboursement de la dette originelle. D'immenses investissements privés se concentrent ensuite dans le secteur des ressources naturelles et de la métallurgie. Les banques françaises s'implantent enfin, soit directement soit par l'ouverture de succursales. De nombreuses entreprises russes complémentaires sont ensuite rachetées ou contrôlées, devenant françaises en tout sauf de nom. Ainsi, à l'aube de la Grande Guerre, une part importante de l'économie russe est dirigée en réalité par la France.

Les petits épargnants français, pour qui les titres russes deviennent incontournables, y dirigent leurs économies, parfois à leur insu. La classe moyenne devient ainsi liée au destin économique de la Russie et subit les conséquences de la révolution d'Octobre. Ces considérations de nature économique sont essentielles dans le processus décisionnel français vers l'intervention militaire, ce que les sources d'archives démontrent clairement. En effet, il serait impensable que la France laisse disparaître trois décennies d'investissements en Russie, surtout

lorsque sa propre économie est mise à mal par les quatre années de guerre. Il serait encore plus impensable qu'elle plie face à un gouvernement anticapitaliste et perçu comme anti-français, en raison de ses positions conciliatrices face à l'Allemagne.

Les particuliers, désormais dans l'incertitude sur le sort de leurs économies, multiplient les appels aux banques qui les représentent, puis au gouvernement, qui a encouragé les prêts. Les entreprises établies en Russie, tout comme les travailleurs français sur place, demandent également à l'État de protéger leurs avoirs. Face à cette pression, le gouvernement Clemenceau se voit poussé vers une politique que certains diplomates exigent déjà : l'intervention armée contre la nouvelle Russie soviétique. Vu l'importance des pertes et leur répartition dans les portefeuilles de plus de 1,6 millions d'épargnants, le gouvernement ne peut ignorer la pression des individus, entreprises, banques et organismes lésés. La préservation des intérêts privés français en Russie devient alors une priorité, ce qui confirme notre première hypothèse.

Parallèlement, plusieurs organismes privés fusionnent en groupes de pression, destinés à obtenir la protection gouvernementale. Le gouvernement appuie ces efforts et met sur pied la Commission générale de protection des intérêts français en Russie (CGPIFR), qui réunit les milieux industriels, financiers et commerciaux. De nombreuses limites restreignent cependant l'aide que le gouvernement peut accorder aux milieux privés. Les moyens financiers limités, une opinion publique tendant vers le pacifisme, la popularisation du socialisme et les dissensions internes jouent tous un rôle en ce sens. Mais malgré ces facteurs, le gouvernement parvient à appuyer les grands investisseurs par des subventions directes, par une protection diplomatique et par un soutien logistique, en leur accordant, par exemple, des passeports spéciaux. Notre seconde hypothèse, qui soutient que le gouvernement français priorise la protection des intérêts privés en Russie sur les autres types d'intérêts et encourage leur regroupement, s'avère donc partiellement vraie. Le gouvernement encourage bien la réunion des grands groupes de pression, mais surtout pour pouvoir les subordonner à une entité unique, dont il contrôle les revendications : la CGPIFR. La protection accordée en contrepartie est limitée, sporadique et, somme toute, insuffisante.

Il est également difficile de soutenir que les dirigeants français subordonnent leur politique à ces intérêts, vu que l'aide accordée sert souvent à exploiter les compétences des grandes entreprises aux fins gouvernementales. En effet, de nombreux individus provenant des

milieux privés sont employés par l'État pour favoriser son intervention. Certains sont envoyés en tant qu'agents économiques aux centres urbains occupés par les Alliés (Mourmansk, Arkhangelsk, Odessa et Vladivostok particulièrement), afin d'évaluer l'étendue des pertes françaises, ou bien pour obtenir des concessions économiques. Plusieurs de ces dernières sont soutirées aux gouvernements locaux faibles, dont l'existence dépend de la présence étrangère et qui ne peuvent pas refuser les traités défavorables qu'on exige d'eux. Le gouvernement français délègue également certaines responsabilités étatiques à la CGPIFR et à la LNRFR, qu'il parvient à contrôler de l'intérieur sans s'engager formellement à leur égard. C'est pourquoi la recension des dégâts, ou encore la compilation des revendications des porteurs, sont confiées à ces organismes. Le gouvernement peut ainsi éviter de se prononcer sur ces questions essentielles, en renvoyant leur règlement à une institution privée, envers laquelle il n'a aucune obligation réelle. Les milieux privés fournissent enfin des informateurs pour les missions militaires, des experts économiques auprès des blancs, même des rédacteurs et des éditeurs de la propagande. Notre troisième hypothèse est ainsi validée, vu les efforts gouvernementaux répétés pour recruter des agents issus des sphères privées.

Quant à notre dernière hypothèse, qui soutient que l'échec des milieux privés a de nombreuses causes communes avec l'échec de l'intervention militaire, elle se confirme également. Nous avons démontré que, dans les deux cas, la perte de certaines régions vitales, les luttes d'influence interalliées et l'opposition populaire à l'intervention sont des facteurs centraux dans les échecs français. La perte du Don entraîne des pénuries de ressources essentielles à l'intervention et empêche le redémarrage des industries françaises. L'impossibilité de contrôler le réseau ferroviaire coupe ensuite les voies de communication des Alliés et isole les Français dans les centres urbains. Les luttes d'influence interalliées rendent impossible, quant à elles, l'élaboration d'une politique unifiée ou cohérente en Russie. Chaque État se lance plutôt à la recherche de ses intérêts propres et la France doit s'opposer à ses alliés sur le terrain. Au niveau économique, ces luttes d'influence ont d'importantes répercussions pour les milieux privés. La France perd sa zone d'influence privilégiée en Russie, qui s'ouvre à la concurrence internationale et à l'implantation économique de ses rivaux. Simultanément, on assiste au démembrement d'un grand marché unique en mosaïque de pratiques commerciales disparates, compliquant tout « retour » des investisseurs français dans l'ancien Empire.

Les avoirs des milieux privés sont définitivement perdus et le gouvernement doit se tourner vers la politique du « cordon sanitaire ». Les revendications des grands groupes se modifient alors radicalement; ils exigent désormais un rétablissement des relations économiques avec la Russie. L'immensité de son marché, la pénurie de matières premières qui sévit en France et l'ouverture commerciale de Lénine favorisent tous cette volonté de rapprochement. Mais les milieux d'affaires se heurtent longtemps à la rigidité du Quai d'Orsay, qui refuse de nouer toute entente avec les Soviétiques tant qu'un accord n'a pas été trouvé sur la question des dettes. Les entrepreneurs français se retrouvent alors désavantagés par rapport à ceux des autres puissances et ne peuvent bénéficier de l'ouverture commerciale éphémère de la NEP. Autrement dit, la transition dans la politique gouvernementale s'oppose à celle exigée par les milieux privés et, ultimement, nuit gravement aux intérêts économiques français. Quant à la question des dettes, le Quai d'Orsay n'aura jamais satisfaction, vu que le litige ne se règle qu'après la dissolution de l'URSS.

En conclusion, le rôle des sphères privés avant, durant et après l'intervention militaire est nuancé. Dans la décision d'intervenir, les milieux d'affaires jouent un rôle relativement important, autant par pression directe (correspondance massive, « lobbying » et initiatives pour obtenir la protection gouvernementale) que par pression indirecte, car la nationalisation des entreprises françaises est perçue comme une attaque directe sur les intérêts nationaux. Si la volonté pour une intervention militaire n'est pas unanime chez les grands investisseurs, plusieurs hauts dirigeants militent tout de même en ce sens, dont Verneuil de la CGPIFR au premier plan. D'ailleurs, vu la large répartition des prêts dans la population, le gouvernement ne peut ignorer l'immense masse d'investisseurs lésés et doit agir en Russie pour apaiser l'opinion publique. Cette pression, jumelée à celle des milieux diplomatiques belliqueux, influence les dirigeants à un moment où les Bolcheviks paraissaient faibles. Or, si les diplomates sont les principaux avocats de l'option militaire, cette dernière est définitivement choisie en tenant compte des considérations privées. Le choix de prioriser le théâtre du sud, épiceutre des entreprises françaises en Russie, démontre clairement l'importance de ces considérations.

Durant l'intervention, les milieux privés occupent ensuite plusieurs fonctions parallèles aux opérations militaires, bien que la plupart des projets mis sur pied soient abandonnés faute de

soutien, de fonds ou de moyens d'action. L'aide du gouvernement à leur égard demeure limitée par plusieurs facteurs et doit se faire discrète, au risque de voir la propagande soviétique, qui décrit le gouvernement comme complice des grands capitalistes, devenir crédible et se diffuser en France. Il est également impossible d'envoyer des troupes avec le motif explicite de la défense des intérêts privés, vu que la propagande les aurait rapidement converties à la cause bolchevik. Même les alliés russes y auraient vu une volonté impérialiste, voir colonialiste de la France, ce qui aurait gravement nuit à leurs relations.

C'est pourquoi l'aide que le gouvernement octroie aux milieux privés sert le plus souvent à imposer un contrôle sur leurs revendications, tout en tirant profit de des connaissances spécialisées de leurs membres. Le cas de la CGPIFR, à qui l'on délègue les questions auxquelles le gouvernement ne souhaite pas répondre, est particulièrement marquant. La façade de légitimité qui est accordée à cet organisme permet de réunir temporairement les intérêts des milieux bancaires, industriels et commerciaux, ainsi qu'à apaiser l'état de l'opinion publique. Autrement dit, si les archives du MAE démontrent une importante correspondance avec les milieux privés et une façade de bonne volonté, il semble que le gouvernement, limité dans sa protection et son soutien à leur égard, s'est plutôt servi de ces milieux pour avancer ses propres projets en Russie. Il les emploie, d'une part, pour soutenir l'intervention et, d'autre part, pour détourner l'ire de l'opinion publique, en déléguant le règlement des questions essentielles à des organismes externes.

Cette contribution du privé est inestimable dans le contexte de la France d'après-guerre, qui dispose de moyens économiques et militaires très limités pour intervenir en Russie. Mais, même avec le soutien de sphères privées, l'intervention ne peut se faire sans recourir à des moyens locaux, ou sans obtenir la coopération de ses alliés. La France échoue sur ces deux plans. Elle s'embourbe dans des luttes d'influence avec les puissances de l'Entente et ne parvient jamais à s'attirer le soutien nécessaire pour rallier les factions russes. Elle ne parvient pas non plus à employer les moyens locaux à sa disposition. Les voies ferrées, dont le contrôle est essentiel pour approvisionner les troupes, sont sabotées et deviennent rapidement inopérables. Le projet de Banque d'émission, prévu de concert avec la BRA, échoue et empêche l'impression d'une monnaie locale favorable à la France. L'échec à faire redémarrer le cœur industriel du Don achève ensuite les espoirs de reposer l'intervention sur les ressources locales. Bien au

contraire, l'occupation du sud entraîne plutôt de graves conséquences pour la population russe, qui perçoit la France comme partiellement responsable de son malheur. Les violences perpétrées par des Blancs, soutenus par la France, contribuent largement à nourrir cette hostilité civile. La perte du soutien populaire est le coup de grâce pour la fragile intervention française, qui ne dispose plus d'aucun moyen local sur lequel fonder son action.

Les sphères privés partagent toutes ces défaites. La répudiation des prêts se concrétise, sans espoir réel de règlement. Les investissements semi-publics, concentrés dans les secteurs ferroviaires et urbains, ont connu le pire des combats, des destructions et des sabotages. Les investissements privés, malgré leur diversité, sont tous perdus sans compensation. Pire encore, les concurrents économiques de la France, particulièrement l'Angleterre, les États-Unis et l'Allemagne, semblent intéressés à se réinvestir en Russie et à reprendre, s'ils le peuvent, la position privilégiée de la France d'avant-guerre.

C'est pourquoi, lorsqu'il devient évident que l'intervention est un échec et que la Russie soviétique s'impose comme nouvelle réalité, les milieux privés militent fortement pour une reprise des relations économiques. En effet, contrairement aux sphères diplomatiques, les milieux d'affaires sont prêts à ignorer les considérations politiques si l'appât du gain est suffisant. Cette dynamique existe aussi en Angleterre, où les dirigeants se montrent enclins à prioriser les demandes de leurs milieux privés. Lorsque ces derniers signent un premier accord commercial avec les Soviétiques, Lloyd George écrit « Nous trafiquons bien avec les cannibales »⁴⁵⁸, mais son gouvernement priorise néanmoins un pragmatisme économique sur les considérations relevant de la politique ou de l'idéologie. En revanche, la France, dont l'économie est pourtant en ruines, n'est pas prête à ce compromis.

La transition sera beaucoup plus longue, ardue et ultimement moins profitable que chez ses alliés, ce qui nuit longtemps à la reprise économique de la France. Si le gouvernement – et plus précisément le Quai d'Orsay – s'était montré plus conciliant, les milieux privés français auraient pu se réinvestir dans les territoires de l'ancien Empire et reprendre, dans une moindre mesure, leurs activités lucratives d'avant-guerre. Il semble donc qu'encore une fois, le gouvernement subordonne les intérêts des milieux privés à la volonté politique du Quai d'Orsay. Il utilise ces milieux davantage qu'il ne les aide durant l'intervention, puis, le conflit perdu, les

⁴⁵⁸ Fontaine, p.53.

isole d'un marché extrêmement rentable. Certains dirigeants espèrent certainement aider les groupes privés à moyen terme en contribuant au renversement des Bolcheviks, mais ce choix est illogique vu la crise économique qui sévit en France, ce que de nombreux experts et même des ministres déplorent⁴⁵⁹. Il semble donc que si les considérations économiques motivent largement l'intervention française, elles sont insuffisantes pour assurer une reprise des relations normales après le conflit. L'anticommunisme persistant de l'administration, la politique d'inflexibilité et une négligence envers les besoins des milieux privés jouent tous un rôle en ce sens, dans le sacrifice des nécessités économiques de la France.

À la lumière de ce mémoire, nous pouvons constater que de nombreux éléments méritent davantage d'étude. Tout d'abord, très peu de recherche a été faite par les historiens dans les archives des grandes entreprises impliquées d'une manière ou d'une autre dans l'intervention française. Bien que René Girault ait accompli un travail admirable dans ces archives pour la période 1898 à 1914, il serait utile de faire une recherche similaire pour la période 1915-1920. Cette source d'informations ne doit pas être négligée. D'une part, les sources gouvernementales ont jusqu'ici toujours été priorisées par les historiens de la période, avec leur lot de biais politiques et idéologiques. D'autre part, il est devenu évident que les milieux privés ont rempli un rôle non négligeable et jusqu'ici sous-estimé durant l'intervention française. Une approche qui se centrerait sur des sources non gouvernementales aurait l'avantage de provoquer un renouvellement de la recherche, tout en évitant certains des écueils sur lesquels l'approche traditionnelle se heurte. Une autre piste de recherche qui serait extrêmement prometteuse, bien que plus difficile, consisterait à étudier les archives russes de la période 1917-1922. Ces sources sont toujours méconnues, particulièrement des historiens occidentaux, mais il est incontestable que les documents russes pourraient redéfinir en profondeur notre compréhension de certains épisodes de l'intervention étrangère. Il s'agit, dans tous les cas, d'une période charnière de l'histoire du dernier siècle et d'un champ d'étude toujours fertile pour les historiens.

⁴⁵⁹ Jeannesson, p. 418

Bibliographie

Sources d'archives

Archives du Ministère des Affaires étrangères, France

Série Z, Europe, 1918-1929, fonds d'archives « URSS : 1918-1929 ».

-Volume 378 : Z620-3, « Politique étrangère : propagande de la France », 1917 nov. - 1918 oct.

-Volume 379 : Z620-3, « Politique étrangère : propagande de la France », 1918 nov. - 1920 août.

-Volume 380 : Z622-1, « Situation Économique », 1917 nov. - 1920 août.

-Volume 420 : Z624-3, « Règlement de la dette russe », 1918 fév. – 1920 juin.

-Volume 575 : Z647-2, « Défense des intérêts français en URSS », 1918 jan. – oct.

-Volume 577 : Z647-2, « Défense des intérêts français en URSS », 1918 mai - 1919 avril.

-Volume 578 : Z647-2 « Défense des intérêts français en URSS », 1919 mai – août.

-Volume 579 : Z647-2, « Défense des intérêts français en URSS », 1919 sept.-déc.

-Volume 797 : Non coté, « L'intervention en Russie – attitudes des gouvernements France, Grande-Bretagne », 1918-1919.

-Volume 835 : Non coté, « Service Russe d'information et d'études (S.R.I.E.) : Kouban, Cosaques du Don, Crimée », 1917-1919.

-Volume 842 : Non coté, « S.R.I.E. : intervention en Russie du sud, 2^e ministère Lysohub, ministère Gerbel », 1918 oct. –déc.

-Volume 844 : Non coté, « S.R.I.E. : directoire ukrainien, évènements intérieurs », 1918 nov. – 1919 nov.

-Volume 845 : Non coté, « S.R.I.E. : L'Ukraine bolchevik, prise d'Odessa, Ukrainiens en Suisse, rapports notes et mémoires », 1918-1919.

-Volume 846 : Non coté, « S.R.I.E. : Ukraine et Russie méridionale. Questions économiques et intérêts français en Russie méridionale (Ukraine, Don, Donetsk, Crimée, Kouban); relations économiques de l'Ukraine avec l'Allemagne et l'Autriche », 1918-1919.

-Volume 853 : Non coté, « Presse, propagande : coupures de presse française sur l'intervention en Russie (journaux de la droite et du centre et journaux officieux) », 1918-1919.

-Volume 854 : Non coté, « Presse, propagande : journaux socialistes de droite et d'extrême-gauche », 1918-1919.

-Volume 855 : Non coté, « Presse, propagande : journaux socialistes d'extrême-gauche », 1919.

-Volume 859 : Non coté, « Presse, propagande : coupures de presse classés par thèmes (bolchevisme, les Alliés et la Russie) », 1919.

Archives nationales du monde du travail

BAUMARD, Raphaël (dir.), « Association nationale des porteurs français de valeurs mobilières (1857-2002), Archives nationales du monde du travail, Roubaix, 2017, [En ligne], URL : http://www.archivesnationales.culture.gouv.fr/camt/fr/egf/donnees_efg/206_AQ+2004_039/2004_039_INV.pdf

Ouvrages généraux

ALLAIN, Jean-Claude & Al, *Histoire de la diplomatie française : Tome II. De 1815 à nos jours*, Paris, Éditions Perrin, collection Tempus, 2007, 636 p.

ASSELAIN, Jean-Charles, *Histoire économique de la France du XVIIIe siècle à nos jours : Tome 2. Depuis 1918*, Paris, Éditions du Seuil, 2011, 274p.

DUROSELLE, Jean Baptiste, *Histoire diplomatique de 1919 à nos jours*, 11e éd., Paris, Dalloz, 1993, 1038p.

SERVICE, Robert, *A history of modern Russia, from tsarism to the twenty first century*, 3^e édition. Cambridge, Massachusetts, Harvard University Press, 2009, 687p.

Monographies

AVENEL, Jean-David, *Interventions alliées pendant la Guerre civile russe (1918-1920)*, Paris, 2^e éd. Economica, 2010, 234 p.

BRADLEY, John, *Allied intervention in Russia*, Londres, Éditions Weidenfeld and Nicolson, 1968, 251p.

BRINKLEY, George A., *The volunteer army and allied intervention in South Russia, 1917-1920: a study in the politics and diplomacy of the Russian Civil War*, Indiana, Notre-Dame University Press, 1966, 513p.

CARLEY, Michael Jabara, *Revolution and intervention: the French government and the Russian Civil War, 1917-1919*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1983, 265p.

CARLEY, Michael Jabara, *Une guerre sourde*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2016, 594p.

CARR, Edward Hallett, *A history of Soviet Russia*. Vol. 1-3: The Bolshevik Revolution, New York, Éditions Macmillan Co., 1951 (vol.1), 430p.

DEBO, Richard K., *Survival and consolidation: The foreign policy of soviet Russia, 1918-1921*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1992, 520p.

FAUXBRAS, César, *Mer Noire. Les Mutineries racontées par un mutin*, Paris, Éditions Ernest Flammarion, 1935, 259 p.

FERRO, Marc, *L'occident devant la révolution soviétique : l'histoire et ses mythes*, Éditions complexe, Belgique, 1980, 153p.

FERRO, Marc & Al., *La Révolution d'Octobre et le mouvement ouvrier européen*. Éditions EDI, France, 1967, 228p.

FONTAINE, André, *La guerre froide 1917- 1991*, Paris, Éditions du Seuil, 2006, 575p.

FOOTMAN, David, *Civil war in Russia*, London, Éditions Faber & Faber, 1961, 328p.

GIRAULT, René, *Emprunts russes et investissements français en Russie 1887 – 1914 : Recherches sur l'investissement international*, Paris, Publications de la Sorbonne, Librairie Armand Colin, 1973, 618p.

HUDSON, Miles, *Intervention in Russia 1918-1920 : A cautionary tale*, Barnsley (UK), Éditions Pen and Sword, 2004, 224p.

HOGENHUIS-SELIVERSTOFF, Anne, *Les relations franco-soviétiques :1917-1924*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1981, 316p.

JACKSON, Robert, *Allied intervention into Russia, 1917-1920*, Londres, Tom Stacey, 1972, 280p.

JEVAKHOFF, Alexander, *La guerre civile russe, Paris*, Éditions Perrin, 2017, 687 p.

KENEZ, Peter, *Civil war in South Russia, 1918: the first year of the Volunteer army*, California, University of California Press, 1971, 351p.

KENNAN, George F., *Decision to intervene*, Princeton, Princeton university press, 1958, 542p.

LAQUEUR, Walter, *The fate of the revolution: interpretations of soviet history*, New York, Macmillan Company, 1967, 216 p.

MARIE, Jean-Jacques (dir.), *La guerre civile russe (1917-1922). Armées paysannes rouges, blanches et vertes*, Autrement, Paris, 2005, 280p.

MASSON, Philippe, *La marine française et la mer noire (1918-1919)*, Paris, publications de la Sorbonne, 1982, 669p.

MAWDSLEY Evan, *The Russian Civil War*, Cambridge, Pegasus Books, 2009, 368p.

MOHR, Joan McGuire, *The Czech and Slovak Legion in Siberia, 1917-1922*, Jefferson, McFarland, 2016, 263p.

NATION, Craig R., *Black earth, red star: a history of soviet security policy, 1917-1991*, Londres, Cornell University Press, 1992, 341 p.

RAFFALOVITCH, Arthur G., *L'abominable vénalité de la presse française*, Librairie du Travail, Paris, 1931.

RAPHAËL-LEYGUES, Jacques et BARRÉ, Jean-Luc, *Les mutins de la mer Noire*, Paris, Éditions Plon, 2001 (1re éd. 1981), 232 p.

SIEGEL, Jennifer, *For peace and money : French and British Finance in the Service of Tsars and Commissars*, Oxford, Oxford University Press, 2014, p. 290.

SMELE, Jonathan D., *Civil war in Siberia : the anti-Bolshevik government of Admiral Koltchak, 1918-1920*, Londres, Cambridge University Press, 1997, 788p.

ULLMAN, Richard H., *Anglo-Soviet Relations, 1917-1921, Volume 1: intervention and the war*, Princeton, Princeton University Press, 1961, 360p.

VENNER, Dominique, *Les Blancs et les Rouges: Histoire de la guerre civile russe, 1917-1921*, Paris, éd. Pygmalion, 1997, 397 p.

WADE, Rex A. (dir.), *Revolutionary Russia: New approaches*, Londres, Éditions Routledge, 2004, 304p.

WHITE, John Albert, *The Siberian intervention*, Princeton, Princeton University Press, 1950, 471p.

Articles

AJIBOLA, Rasaq, « Civil war in Russia », *Academia*, Ethnic conflict and civil war, p. 1-10, [En ligne], URL : https://www.academia.edu/12052760/Civil_war_in_russia.

BEAUD, Claude, « De l'expansion internationale à la multinationale Schneider en Russie (1896-1914) », *Histoire, économie et société*, 4^e année, no. 4, 1985, pp. 575-602, [En ligne], URL : www.persee.fr/doc/hes_0752-5702_1985_num_4_4_1412.

BECKER, Jean-Jacques, et BERNSTEIN, Serge, « L'anticommunisme en France », *Vingtième Siècle, Revue D'histoire*, no. 15, 1987, pp. 17–27.

BONIN, Hubert, « *La Société générale en Russie* », *Revue Russe* no. 8, 1995, p.120.

BOUVIER, Jean, « Encore sur l'impérialisme : des rapports entre banque et industrie dans l'expansion française au dehors (1880-1914) », *Revue française d'histoire d'outre-mer*, tome 67, no. 248-249, 3^e et 4^e trimestres 1980, pp. 217-226, [En ligne], URL : www.persee.fr/doc/outre_0300-9513_1980_num_67_248_2259.

BOVYKIN, V.I., « Les emprunts extérieurs russes ». *Revue d'économie financière*, no. 14, 1990, pp. 81-92, [En ligne], URL: www.persee.fr/doc/ecofi_0987-3368_1990_num_14_2_1704.

BRADLEY, John F.N. « L'intervention alliée dans les États Baltes (1919) ». *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, tome 23 N°2, Avril-juin 1976. pp. 236-257.

CARLEY, Michael Jabara, « The origins of the French intervention in the Russian civil war, January-May 1918: a reappraisal. », *the Journal of Modern History*, vol. 48, no. 3, 1976, pp. 413–439.

CARLEY, Michael Jabara, «From revolution to dissolution: The Quai d'Orsay, the Banque russo-asiatique, and the Chinese Eastern Railway, 1917-1926. », *The International History Review*, vol. 12, no. 4, 1990, pp. 721–761.

CARLEY, Michael Jabara, « Episodes from the early cold war: Franco-Soviet relations, 1917-1927. », *Europe-Asia Studies*, vol. 52, no. 7, 2000, pp. 1275–1305.

CLAEYS, Thierry, « Description d'une action de la Banque russo-asiatique », *Revue française d'histoire économique*, no.7-8, 2017, pp.216-223.

COQUIN, François-Xavier, « Aperçus sur l'économie tsariste avant 1914 », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, tome 7 no. 1, janvier-mars 1960, pp. 55-71, [En ligne], URL : www.persee.fr/doc/rhmc_0048-8003_1960_num_7_1_2712.

DEBO, Richard K, « The Manuilskii mission: an early Soviet effort to negotiate with France, August 1918-April 1919 », *International History Review*, no. 8, 1986, pp. 214-235.

DE BOISSIEU, Laurent, « Élections législatives 1919 », *France-Politique.fr*, [En ligne] URL : <https://www.france-politique.fr/elections-legislatives-1919.htm>.

DETHAN, Georges, « Le Quai d'Orsay de 1914 à 1939 », *Opinion publique et politique extérieure en Europe*, II, 1915-1940, Actes du Colloque de Rome (février 1981), Publications de l'École française de Rome, 54-2, Rome, 1984, pp. 157-163.

FAÇON, Patrick, « Les mutineries dans le corps expéditionnaire français en Russie septentrionale (décembre 1918-avril 1919) », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, tome 24 No. 3, juillet-septembre 1977, pp. 455-474.

FIESCHI, Pascal. « L'intervention française à Odessa (décembre 1918 - mars 1919) vue à travers l'action du « Consul de France », Emile Henno ». *Cahiers slaves*, n°14, 2016, pp. 161-172.

GAWOREK, Norbert H., « From blockade to trade: allied economic warfare against soviet Russia, June 1919 to January 1920 », *Jahrbücher für Geschichte Osteuropas*, no. 23, 1975, Éditions Franz Steiner, pp.39-69.

GIRAULT, René, « Sur quelques aspects financiers de l'alliance franco-russe », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, tome 8 No. 1, janvier-mars 1961, pp. 67-76.

GUINS, George C., « The Siberian intervention, 1918-1919. », *The Russian Review*, vol. 28, no. 4, 1969, pp. 428-440.

HENTENRYK, Ginette K.V & McKay J.P., « *Pioneers for profit. Foreign entrepreneurship and Russian industrialization 1885-1913* », *Revue belge de philologie et d'histoire*, tome 50, no. 1, 1972, pp.159-161.

HIMKA John-Paul, «The national and the social in the Ukrainian revolution of 1917-1920, The Historiographical agenda », *Archiv für Sozialgeschichte*, 34, 1982, pp. 95-110.

LINKHOEVA, Tatiana, « The Russian Revolution and the emergence of Japanese anticommunism », *Academia*, Revolutionary Russia, p. 265, [En ligne], URL : https://www.academia.edu/38334747/The_Russian_Revolution_and_the_Emergence_of_Japanese_Anticommunism

MOSS, Vladimir, « From Brest-Litovsk to Ekaterinburg », *Academia*, Soviet History, p. 1-9. [En ligne], URL: https://www.academia.edu/38767152/FROM_BREST-LITOVSK_TO_EKATERINBURG?email_work_card=view-paper.

MUNHOLLAND, J. Kim, « The French army and intervention in Southern Russia, 1918-1919 », *Cahiers du monde russe et soviétique*, vol. 22, no. 1, janvier-mars 1981, pp. 43-66.

NAROTCHNIZKY, A.L., « La Russie et l'Europe en 1918 », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, tome 16, No. 1, janvier-mars 1969, pp. 29-36.

OOSTERLINCK, K., « Hope springs eternal... French bondholders and the Soviet repudiation (1915-1919), *XIV International Economic History Congress*, Helsinki, Session 20, juin 2006, p. 1-37.

SCHILLINGER, P., « Un projet français d'intervention économique en Russie (1918) », *Relations Internationales*, Vol. 1, 1974, pp. 115-122.

SHERMAN, Gregory, « 1918 : Allied intervention and the origins of the cold war », *Academia*, 27p. [En ligne], URL : https://www.academia.edu/7247220/1918_Allied_Intervention_and_the_Origins_of_the_Cold_War?email_work_card=view-paper.

JEANNESSON, Stanislas, « La difficile reprise des relations commerciales entre la France et l'URSS (1921-1928) », *Histoire, économie et société*, 2000, n°3. pp. 411-429. [En ligne], URL : www.persee.fr/doc/hes_0752-5702_2000_num_19_3_2126.

SZUREK, Sandra, « Épilogue d'un contentieux historique : l'accord du 27 mai 1997 entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la Fédération de Russie relatif au règlement définitif des créances réciproques entre la France et la Russie antérieures au 9 mai 1945 », *Annuaire français de droit international*, volume 44, 1998, pp. 144-166, [En ligne], URL : www.persee.fr/doc/afdi_0066-3085_1998_num_44_1_3506.

TOUSSAINT, Éric, « Centenaire de la révolution russe et de la répudiation des dettes », *Mondialisation.ca : centre de recherche sur la mondialisation*, 2017, [En ligne], URL : <https://www.mondialisation.ca/russie-la-repudiation-des-dettes-au-coeur-des-revolutions-de-1905-et-de-1917/5594610>.

Cartes et images

APSIT Alexander, « The Resolute Brothers », Russie, 1918. *On y lit le titre « Un message pour les frères trahis dans les tranchées blanches »*, [En ligne], URL : <https://www.invaluable.com/auction-lot/propaganda-poster-soviet-russia-civil-war-white-a-84-c-26243cf861>.

Artiste inconnu, image reprise dans le magazine *Chasovoy*, Russie, 1932, [En ligne], URL : https://www.wikiwand.com/en/White_movement.

MATTY Dylan, « Russian Revolution and civil war », Carte modifiée par Adrien Poirier (novembre 2019), *The Russian Revolution*, [En ligne], URL : <https://russianrevolutiondylanmatty.weebly.com/>.

